



7. 3. 239

Z. 3. 239

B 1

Ph. 28. 92

LETTRES
DE JUNIUS.

PARIS, IMPRIMERIE DE DECOURCHANT,

RUE D'ESPÉRANCE, N° 1, PRÈS DE L'ABBAYE.

1810

LETTRES DE JUNIUS,

TRADUITES DE L'ANGLAIS,

AVEC DES NOTES HISTORIQUES ET POLITIQUES,

PAR J. T. PARISOT,

Ancien officier de marine, traducteur de Florence Macarthy, Kenilworth,
Views of America, Elements of political Economy, History of british
India, etc.

—❁—
NOUVELLE ÉDITION.

—❁—
TOME SECOND.

7
—
3
—
239

PARIS,
PICHON ET DIDIER, ÉDITEURS-LIBRAIRES,
QUAI DES AUGUSTINS, N° 47.

—
1830

7.3.239

LETtres
DE JUNIUS.

LETTRE XXXV.

A l'Éditeur du Public Advertiser.

Le 19 décembre 1769.

MONSIEUR,

Lorsque vous voyez les plaintes d'un peuple brave et puissant augmenter en proportion des torts qu'on a envers lui ; quand , au lieu de montrer une lâche soumission , il manifeste un esprit de résistance , le temps approche où toute autre considération devra céder à la sûreté du souverain et au salut général de l'État. Il y a un moment d'embarras et de péril où la flatterie et le mensonge ne peuvent plus tromper , et où la simplicité même ne saurait plus être égarée. Supposons ce temps arrivé : supposons qu'un

prince respectable et bien intentionné sente à la fin toute l'étendue de ses devoirs envers son peuple, et tout ce que sa situation a de déshonorant; qu'il tourne ses regards autour de lui pour réclamer de l'assistance, et ne demande d'avis que sur la manière de combler les vœux et d'assurer le bonheur de ses sujets. Si, dans de semblables circonstances, il était permis à un honnête homme d'approcher de la personne du roi, ce pourrait être l'objet d'une recherche curieuse que de considérer dans quels termes il s'adresserait à son souverain. Imaginons (peu importe jusqu'à quel point la chose est improbable) que les premières préventions qu'il avait contre le monarque soient effacées; que les cérémonieuses difficultés d'une audience aient été surmontées; qu'il se sente animé du dévouement le plus pur et le plus honorable pour son prince et pour sa patrie; et que l'illustre personnage auquel il va s'adresser, ait assez de grandeur d'âme pour lui ordonner de parler avec franchise, et assez de raison pour l'écouter avec attention. Étranger aux puériles et ridicules formalités de l'étiquette, il exprimerait ses sentimens avec énergie et dignité, mais sans s'écarter des bornes du respect. Il dirait :

SIRE,

Le plus grand malheur de votre vie (cause primitive de tout le blâme et de toutes les calamités qui ont accompagné votre gouvernement) est de n'avoir jamais connu le langage de la vérité, jusqu'à ce que les plaintes de votre peuple vous l'aient fait entendre. Toutefois, il n'est pas trop tard pour corriger les erreurs de votre éducation. Nous sommes encore disposés à montrer de l'indulgence, en attribuant tout aux pernicieuses leçons que vous avez reçues dans votre jeunesse, et à concevoir les plus ardentes espérances de la bienveillance naturelle de votre caractère*. Nous sommes loin de vous croire capable de vouloir,

* Le plan de tutelle et de domination future sur l'héritier présomptif de la couronne, plan arrêté, il y a bien des années, à Carlton-House, entre la princesse douairière et son favori, le comte de Bute, était aussi patent que celui qu'avaient concerté Anne d'Autriche et le cardinal Mazarin pour gouverner Louis XIV, et prolonger de fait sa minorité tout le temps de leur vie. Ce prince avait beaucoup d'esprit naturel, et il lui arrivait fréquemment de rougir de son ignorance, et des défauts d'une éducation qu'avaient négligée à dessein sa mère et le ministre qu'elle favorisait. Un peu d'expérience lui apprit bientôt de quelle manière honteuse on l'avait traité, et dans quel but infâme on l'avait tenu dans l'ignorance. Notre grand Edward, dans un

de propos délibéré, envahir les droits primitifs de vos sujets, droits desquels dépendent toutes leurs libertés civiles et politiques. Si nous avions pu former un soupçon aussi déshonorant pour votre caractère, il y a long-temps que nous aurions adopté un genre de remontrance bien différent de l'humble plainte. Nous admettons sans répugnance la maxime tirée de nos lois, que *le roi ne peut mal faire* (1). Nous séparons l'amabilité et la bonté du prince, de la sottise et de la perfidie de ses serviteurs; et les vertus privées du souverain, des vices de son gouvernement. Sans cette juste distinction, je ne sais laquelle de la condition de votre Majesté ou de celle de la nation anglaise serait le plus à déplorer. Je voudrais

âge peu avancé, eut assez de sens pour comprendre la nature de la liaison qui existait entre sa mère et le détestable Mortimer. Mais depuis ce temps, ainsi que nous pouvons le remarquer, la nature humaine s'est considérablement améliorée. Les douairières peuvent être chastes et leurs mignons honnêtes. Il est bien connu que lorsqu'on proposa de former la maison du roi actuel, qui était alors prince de Galles, on y fit entrer le comte de Bute, pour ainsi dire, de force, et contre le gré du feu roi. Ce fut la source d'où dérivèrent toutes les calamités du règne actuel. De ce moment, lord Bute ne perdit jamais un seul instant de vue le prince de Galles. Il n'est pas nécessaire de porter nos regards plus loin.

disposer votre esprit à accueillir favorablement la vérité, en écartant toute idée pénible et offensante de reproches personnels. Vos sujets, Sire, souhaitent uniquement que, comme ils sont assez raisonnables et affectionnés pour séparer votre personne de votre gouvernement, vous distinguiez, à votre tour, la conduite qui convient à la dignité permanente d'un roi, de celle qui ne sert qu'à favoriser l'intérêt temporaire et la misérable ambition d'un ministre.

Vous êtes monté sur le trône avec la résolution déclarée (et je ne doute point qu'elle ne fût sincère) de procurer à vos sujets une satisfaction générale. Vous les avez trouvés charmés de la nouveauté que leur offrait un jeune prince dont la figure promettait encore plus que ses paroles, et attachés à votre personne, non-seulement par principe, mais encore par sentiment. Ce n'était pas une froide protestation d'obéissance au premier magistrat, mais un vif attachement et une extrême partialité envers un prince chéri que leur pays avait vu naître. Ils n'attendirent pas qu'ils eussent examiné votre conduite, ni que l'expérience leur eût appris à vous juger; mais ils vous firent généreusement honneur des futurs bienfaits de votre règne, et vous payèrent par avance les doux tributs de leur affection. Telles

furent naguère , Sire , les dispositions d'un peuple qui assiége aujourd'hui votre trône de reproches et de plaintes. Rendez-vous justice à vous-même. Bannissez de votre esprit ces indignes opinions que quelques hommes intéressés ont réussi à vous inspirer. Défiez-vous des gens qui vous disent que la nation anglaise est naturellement légère et inconstante, et qu'elle se plaint sans cause. Retirez votre confiance à tous les partis sans distinction; n'écoutez ni ministres, ni favoris, ni parens; et qu'une fois dans votre vie vous ayez consulté votre propre jugement.

Quand vous renonçâtes avec affectation au nom d'Anglais, croyez-m'en, Sire, on vous avait persuadé de faire une maladroite galanterie à une partie de vos sujets aux dépens d'une autre. Tant que les Écossais ne sont pas en état de rébellion ouverte, ils ont incontestablement des droits à votre protection, et je ne blâme pas la politique qui tend à encourager la nouveauté de leurs affections pour la maison d'Hanovre. Je suis disposé à espérer tout de leur zèle naissant et de la solidité future de leur obéissance; mais, jusqu'à présent, ils n'ont aucun droit à votre faveur. Les honorer d'une prédilection et d'une confiance marquées, au détriment de vos sujets anglais qui placèrent votre famille sur le trône, et l'y main-

tinrent en dépit des efforts de la perfidie et de la rébellion, est une erreur trop grossière pour la pardonner même à la confiante générosité de la jeunesse. Nous voyons dans cette erreur une violation capitale des règles les plus palpables de la politique et de la prudence. Nous l'attribuons néanmoins à une fausse direction donnée, dans le principe, à votre éducation, et nous sommes disposés à accorder quelque chose à votre inexpérience.

Nous attribuons encore à la même influence la part que vous vous êtes abaissé à prendre, non-seulement aux vues étroites et aux intérêts de certaines personnes, mais même à la fatale méchanceté de leurs passions. A votre avènement au trône, tout le système de gouvernement fut changé, non par sagesse ou par réflexion, mais parce que votre prédécesseur l'avait adopté. Un léger motif de pique ou de ressentiment personnel suffit pour faire écarter les plus habiles des serviteurs de la couronne*; mais ce n'est pas dans

* Un des premiers actes du règne actuel fut le renvoi de M. Legge, parce qu'il avait, quelques années auparavant, refusé de céder les suffrages sur lesquels il comptait, dans le Hampshire, à un Écossais recommandé par lord Bute. Ce fut la raison qu'alléguait publiquement le noble lord.

notre pays, Sire, que de tels hommes peuvent être déshonorés par la disgrâce d'un roi. On les renvoya, mais on ne put les déconsidérer. Sans entrer dans une discussion minutieuse du mérite de la paix, nous voyons, dans l'imprudente précipitation avec laquelle on accepta les premières ouvertures de la France, dans la conduite de la négociation et dans les conditions du traité, les preuves les plus fortes de l'empressement qu'une certaine portion de vos sujets a montré, dans tous les temps, à acheter par des concessions la paix avec les ennemis naturels de notre patrie. Nous sommes persuadés que, de votre part, tout fut sincère et honorable, et si l'on a vendu l'Angleterre à la France, nous ne doutons pas que votre Majesté n'ait été trahie comme notre pays. Les conditions de la paix furent un sujet de douleur et de surprise pour vos sujets, mais ne sont pas la cause immédiate de leur mécontentement actuel. Jusqu'ici, Sire, je vous ai présenté comme victime des préventions et des passions d'autrui. Avec quelle fermeté d'âme souffrirez-vous que je parle des vôtres?

Un homme qui n'était pas connu dans le monde d'une manière très-honorable, dirige une attaque contre votre favori, et n'examine rien que la manière dont il pourra le mieux faire détester sa

personne et ses principes, et livrer au mépris le caractère national de ses compatriotes. Les naturels de ce pays (l'Écosse) se distinguent, Sire, par un caractère particulier, non moins que par la faveur de votre Majesté. Nouveau peuple élu, on les a conduits dans la terre de l'abondance où ils se trouvent véritablement distingués et séparés du reste des humains. Il n'y a guère d'époque où la conduite la plus irrégulière ne puisse être rachetée. Les erreurs d'un sexe trouvent un refuge dans le patriotisme, celles de l'autre dans la dévotion. M. Wilkes apporta dans sa politique les mêmes sentimens libéraux qui avaient dirigé sa conduite privée. Il sembla croire que, comme il y a peu d'excès auxquels il ne soit permis à un Anglais de se livrer, la même latitude lui était accordée dans le choix de ses principes politiques et dans la manière de les soutenir. J'entends exposer et non défendre entièrement sa conduite. Dans l'ardeur de son zèle, il laissa échapper quelques insinuations inexcusables. Il en dit plus que les gens modérés ne sauraient approuver, mais pas assez pour mériter l'honneur du ressentiment personnel de votre Majesté. Les rayons de la colère royale, concentrés sur lui, ne servirent qu'à l'illuminer et ne purent le consumer. Encouragé d'un côté par la faveur du peuple, et de

l'autre enflammé par la persécution, ses vues et sentimens changèrent avec sa situation. De railleur qu'il était, le voilà devenu enthousiaste. Les corps les plus froids s'échauffent par le frottement; les plus durs étincellent par le choc. En politique comme en religion, l'excès de zèle nous égare. En persuadant les autres, nous nous convainquons nous-mêmes; les passions se mettent de la partie, et produisent dans notre âme une sorte d'affection maternelle qui nous fait aimer la cause pour laquelle nous souffrons. Est-ce là une lutte digne d'un roi? Ne sentez-vous pas que la mesquinerie de la cause donne un air de ridicule aux difficultés sérieuses dans lesquelles on vous a entraîné? La perte d'un homme a été, pendant plusieurs années, le seul objet qu'eût en vue votre gouvernement; et s'il peut y avoir quelque chose de plus honteux encore, c'est que, pour atteindre cet objet, toute l'influence du pouvoir exécutif et tous les artifices ministériels aient été déployés sans succès. Je dis plus; vous ne réussirez jamais, à moins que l'homme dont il s'agit ne soit assez imprudent pour s'aliéner la protection des lois auxquelles vous devez votre couronne, ou que vos ministres ne vous persuadent de faire de ceci une question de force, et d'essayer ce que peut toute la puis-

sance du gouvernement opposée au peuple. Les leçons que cet homme a reçues de l'expérience, le garantiront probablement d'un tel excès d'imprudence; et les vertus de votre Majesté nous donnent l'assurance qu'on ne tentera de commettre aucune violence illégale.

Loin de vous soupçonner d'un si horrible dessein, nous voudrions attribuer la continuelle violation des lois, et même cette dernière atteinte portée aux principes fondamentaux de la constitution, à un ressentiment personnel mal entendu et indigne de votre Majesté. D'une fausse démarche vous avez été entraîné à une autre; et comme le motif était au-dessous de vous, vos ministres ont voulu que la prudence dans l'exécution répondît à la sagesse et à la dignité du plan. Ils vous ont réduit à la nécessité de choisir entre une multitude de difficultés, et placé dans une situation si malheureuse, que vous ne pouvez faire le mal sans vous perdre, ni le bien sans éprouver de chagrin. Ces dignes serviteurs vous ont assurément donné de singulières preuves de leurs talens. Non contents de faire de M. Wilkes un homme d'importance, ils ont transféré la question des droits et des intérêts d'un individu aux intérêts et aux droits les plus importants pour tout le peuple; ils ont ainsi forcé vos sujets, qui se bornaient à des

vœux pour sa cause , de s'unir à lui et de faire de cette cause la leur propre. Que V. M. laisse continuer ses ministres comme ils ont commencé, et elle verra indubitablement que la catastrophe ne sera pas indigne de la pièce.

La position à laquelle on vous a réduit ne permet plus de composer avec la nation anglaise. Des mesures faibles et conciliantes déshonorerait encore plus votre gouvernement qu'une violence ouverte, et, au lieu de satisfaire le peuple, exciteraient son mépris. Le peuple a trop de bon sens et de fermeté pour accepter une réparation indirecte, quand l'injure a été directe. Rien de moins qu'une révocation aussi formelle que la résolution elle-même ne pourra réparer l'outrage qu'on a fait à la constitution, et rien autre chose ne sera accepté. Je crois bien que le pouvoir exécutif possède assez d'influence pour faire révoquer ce fatal vote. La chambre des communes regarde incontestablement ses devoirs envers la couronne comme supérieurs à tous autres. Les membres de cette chambre ne nous doivent à nous qu'une existence accidentelle, et ils ont justement transporté leur reconnaissance de leurs parens à leurs bienfaiteurs ; de ceux qui leur ont donné l'existence, au ministre de la bienfaisance duquel ils tirent toutes

les douceurs et tous les agrémens de leur vie politique; au ministre qui a pris le plus tendre soin de leur enfance, et qui soulage leurs besoins sans offenser leur délicatesse. Mais s'il était possible qu'ils fussent assez dépourvus d'intégrité pour se laisser ravalier à une condition si vile, que celle où ils se trouvent actuellement puisse, par comparaison, sembler honorable, songez, Sire, de quelle manière vous pourriez agir par la suite. Imaginez-vous que le peuple de notre pays se soumette long-temps à être gouverné par une chambre aussi flexible? N'est-il pas reconnu qu'aucune forme de gouvernement ne peut se soutenir long-temps dans de semblables circonstances? Chez nous, le mépris général du peuple est aussi fatal que sa haine. Ce mépris, j'en suis persuadé, serait le résultat nécessaire de toute basse concession faite par la chambre actuelle; et comme une mesure conciliatoire ne serait pas acceptée, il vous reste à décider si vous voulez à tout hasard soutenir les hommes qui vous ont réduit à cette malheureuse situation, ou si vous consentirez à satisfaire les désirs de tout le peuple d'Angleterre, en ordonnant la dissolution du parlement.

Admettant (comme je le crois très-sincèrement) que vous n'avez personnellement aucun

dessein hostile envers la constitution , ni aucune vue incompatible avec le bonheur de vos sujets , je pense que vous ne pouvez long-temps hésiter sur le parti qu'il est également de votre intérêt et de votre honneur d'adopter. D'un côté, vous risquez l'affection de tous vos sujets anglais , vous abandonnez toute espérance de repos pour vous , et vous mettez pour jamais en danger la stabilité de votre dynastie. Vous hasardez tout cela pour rien absolument , ou pour un objet que vous auriez honte de faire connaître. Les hommes raisonnables examinent votre conduite d'un œil soupçonneux ; tandis que ceux qui sont incapables de comprendre jusqu'à quel point ils sont outragés , vous affligent par des clameurs à la fois insolentes et vides de sens. Supposons , comme une chose possible , qu'aucune lutte fatale ne soit la suite de tout ceci , vous vous déterminez à être malheureux sans l'espoir d'une compensation du côté de l'intérêt ou de l'ambition. Si un roi d'Angleterre est détesté ou méprisé , il doit nécessairement être malheureux ; et c'est peut-être la seule vérité politique dont il puisse se convaincre sans le secours de l'expérience. Mais si le peuple ne bornait plus la manifestation de son ressentiment à d'humbles représentations ; si , imitant le glorieux exemple de leurs ancêtres ,

les Anglais n'en appellaient plus à la créature de la constitution, mais à l'Être tout-puissant qui leur accorda les droits de l'homme, et dont on ne peut aliéner les dons sans commettre un sacrilège, permettez-moi de vous demander, Sire, de quelle portion de vos sujets vous compteriez recevoir l'assistance?

Le peuple d'Irlande a été constamment pillé et opprimé, et chaque jour il vous prodigue, en retour, de nouveaux témoignages de sa haine et de son ressentiment. Les Irlandais méprisent le misérable gouverneur que vous leur avez envoyé*, parce que c'est une créature de lord Bute; et certes ce n'est point par l'effet d'une confusion naturelle dans leurs idées, qu'ils sont si disposés à juger de l'original d'un roi par sa honteuse copie.

L'éloignement des colonies d'Amérique leur rendrait impossible de prendre une part un peu active à vos affaires, dans le cas où elles seraient aussi attachées à votre gouvernement qu'elles prétendaient autrefois l'être à votre personne. Elles paraissaient assez disposées à faire une distinction entre vous et vos ministres. Elles se plainquirent d'un acte de la législature, mais

* Le vicomte Townshend. L'histoire de sa ridicule administration ne sera pas perdue pour le public.

elles n'en placèrent pas la source plus haut que le conseil des ministres; elles se plaisaient à penser que, si le souverain n'était pas favorable à leur cause, il était au moins impartial. La part décisive et personnelle que vous avez prise dans les mesures dirigées contre elles, a tout-à-fait effacé de leur esprit cette première distinction*. Elles vous considèrent comme ligué avec vos ministres contre l'Amérique; et elles savent voir d'un côté le souverain et un parlement vénal, et de l'autre les vrais sentimens du peuple anglais. Aspirant à l'indépendance, elles pourraient peut-être vous accepter pour leur roi; mais, si jamais vous vous retirez en Amérique, soyez assuré qu'elles vous donneront à digérer un *covenant* (2), tel que les presbytériens d'Écosse auraient eu honte de l'offrir à Charles II. Les colons ont quitté leur pays natal pour aller chercher la li-

* Dans le discours royal du 8 novembre 1768, il fut déclaré « que l'esprit de faction avait éclaté de nouveau » dans quelques unes des colonies, et que, dans l'une » d'elles, on s'était porté à des actes de violence et de ré- » sistance à l'exécution des lois; que les habitans de Boston » étaient en état de désobéissance contre l'autorité du gou- » vernement, et avaient pris des mesures subversives de la » constitution, et accompagnées de circonstances qui ma- » nifestent une disposition à s'affranchir de la dépendance » de la Grande-Bretagne. »

berté, et l'ont trouvée au sein d'un désert. Divisés, comme ils le sont, par mille formes de politique et de religion, il est un point sur lequel ils sont tous d'accord : ils détestent également le faste orgueilleux d'un roi et l'arrogante hypocrisie d'un évêque.

Ce n'est donc pas de l'affection aliénée de l'Irlande et de l'Amérique que vous pouvez raisonnablement attendre de l'assistance ; encore moins des Anglais qui luttent de fait pour leurs droits, et qui sont partie contre vous dans cette grande contestation. Vous n'êtes cependant pas dépourvu de toute apparence de soutien : vous avez tous les jacobites, les non-jureurs, les catholiques romains, les Torys de ce pays, et toute l'Écosse sans exception. Considérant la famille dont vous descendez, il faut convenir que le choix de vos amis a été singulièrement dirigé ; et véritablement, Sire, si vous n'aviez pas perdu l'attachement des Whigs d'Angleterre, j'admirerais votre adresse à changer le cœur de vos ennemis. Est-il possible que vous placiez quelque confiance en des hommes qui, pour vous être fidèles, doivent abandonner toutes les opinions et tous les principes religieux et politiques dont ils ont hérité de leurs ancêtres, et dans lesquels ils ont été confirmés par leur éducation ; des hommes dont le nombre est si faible,

qu'ils ont depuis long-temps été obligés de renoncer aux principes et au langage qui les distinguaient comme parti, et forcés de combattre sous les bannières de leurs ennemis? Leur zèle commence par l'hypocrisie et finit par la trahison : ils trompent d'abord, et trahissent ensuite.

Quant aux Écossais, je dois supposer que votre cœur et votre esprit penchent si fort en leur faveur depuis votre plus tendre enfance, qu'il n'y a que vos propres malheurs qui puissent un jour vous détromper. Vous ne voulez pas vous en rapporter à l'expérience constante de vos ancêtres; et, dans le fait, quand une fois un homme est résolu à croire, l'absurdité même de la doctrine le confirme dans sa foi. Un esprit perverti par la bigoterie peut déduire une preuve d'attachement à la maison d'Hanovre, d'un zèle remarquable pour la maison de Stuart, et trouver un gage de loyauté future dans d'anciennes rébellions. Quoi qu'il en soit, les apparences sont en leur faveur, et même si fortement, qu'on penserait qu'ils ont oublié que vous êtes leur roi légitime, et qu'ils vous prennent pour un prétendant (3). Admettons donc que les Écossais soient aussi sincères dans leurs protestations actuelles, que si vous étiez en réalité, non pas un Anglais, mais un Breton du nord. Vous ne seriez pas le premier prince de

leur pays contre lequel ils se seraient révoltés, ni le premier qu'ils auraient lâchement trahi. Avez-vous oublié, Sire, ou votre favori vous a-t-il caché cette partie de notre histoire, où l'infortuné Charles (et lui aussi avait des vertus privées), se dérochant à l'indignation déclarée de ses sujets anglais, vint se remettre entre les mains et se confier à la bonne foi de ses compatriotes ! Sans chercher d'appui dans leur affection comme sujets, il ne fit d'appel qu'à leurs sentimens comme hommes d'honneur. Ils le reçurent, ainsi qu'ils recevraient votre Majesté, avec des révérences et des sourires perfides, et ils le retinrent jusqu'à ce qu'ils eussent conclu leur marché avec le parlement anglais. Ils livrèrent alors lâchement leur roi à la vengeance de ses ennemis. Ce ne fut pas, Sire, l'ouvrage de quelques traitres, mais un acte de perfidie calculée de la part d'un parlement écossais représentant la nation. Un prince sage tirerait de cet exemple deux leçons d'une égale utilité pour sa propre conduite. D'un côté, il apprendrait à craindre le ressentiment d'un peuple généreux qui ose ouvertement revendiquer ses droits, et qui, dans une juste cause, est prêt à affronter son souverain sur le champ de bataille. D'un autre côté, il apprendrait à redouter quelque chose de beaucoup plus formi-

dable, cette flagorneuse perfidie contre laquelle aucune prudence ne peut nous protéger, ni aucun courage ne saurait nous défendre. L'insidieux sourire qu'il verrait sur les lèvres, l'avertirait que l'enfer est dans le cœur.

D'après les expéditions auxquelles on a trop fréquemment employé une partie de l'armée, vous avez quelque motif de croire qu'il n'est pas de services qu'elle osât refuser. Ici, nous retrouvons encore la partialité de votre esprit. Vous jugez des sentimens de l'armée par la conduite des gardes, avec autant de raison que vous vous formez une idée de ceux du peuple d'après les rapports de vos ministres. Vos régimens de ligne, Sire, ne prendront les gardes pour modèles, ni comme soldats, ni comme citoyens. Ces braves troupes ressentent, comme elles le doivent, l'immense faveur avec laquelle on traite les gardes, tandis qu'elles, qui sont exposées à tous les périls et à toutes fatigues, on les envoie périr dans de lointaines garnisons, ou bien elles languissent ici négligées et oubliées*. Quand elles n'auraient pas le sentiment

* Le nombre des officiers employés dans les gardes est, à ceux des régimens de ligne, comme *un* est à *onze*. Le nombre des régimens donnés aux premiers, comparé à celui des corps dont le commandement est conféré aux officiers

de leurs devoirs envers la patrie , leur indignation suppléerait au patriotisme. Elles abandonneraient la défense de votre cause à ceux à qui vous avez prodigué les récompenses et les honneurs de leur profession. Les cohortes prétoriennes , énervées et corrompues comme elles l'étaient , avaient encore assez de force pour faire trembler le peuple romain ; mais quand les légions éloignées prirent l'alarme , elles marchèrent sur Rome , et disposèrent de l'Empire.

Ainsi donc , dans la route que vous avez choisie , de quelque côté que vous tourniez vos regards , vous ne voyez qu'embarras et malheurs. Vous pouvez vous décider à soutenir le ministère qui a réduit vos affaires à cette déplorable situation ; vous pouvez vous mettre à l'abri derrière les formes parlementaires , et braver votre peuple ; mais soyez assuré , Sire , que ce parti serait aussi imprudent qu'odieux. S'il n'ébranlait

de la ligne , est au moins dans le rapport de *trois à un*. Conséquemment l'avantage pour les gardes est dans la proportion de *trente-trois à un* : en voilà assez pour les officiers. Les soldats de ligne ont par jour 4 deniers (40 c.) pour vivre , et reçoivent cinq cents coups de fouet lorsqu'ils désertent. Ils meurent souvent par l'effet de ce barbare châtiment ; et , avec des encouragemens de ce genre , on suppose pouvoir compter sur eux toutes les fois qu'une certaine personne juge à propos de leur faire massacrer leurs concitoyens.

pas immédiatement votre trône, il détruirait à jamais la paix de votre âme.

En suivant la voie opposée, que la perspective est différente ! Combien cette route est facile, sûre et honorable ! La nation anglaise déclare qu'elle a été indignement outragée par ses représentans, et supplie votre Majesté d'exercer son pouvoir légal, et de lui fournir l'occasion de retirer une confiance dont elle s'aperçoit qu'on a scandaleusement abusé. Vous n'avez pas besoin qu'on vous dise que le pouvoir de la chambre des communes n'est pas primitif, mais qu'il lui est délégué pour l'avantage du peuple dont elle le reçoit. Une question de droits s'élève entre les commettans et le corps représentatif. Quelle autorité la décidera ? Votre Majesté interviendra-t-elle dans une question où elle n'a proprement aucun intérêt immédiat ? Ce serait une démarche aussi odieuse qu'inutile. Les lords seront-ils appelés à prononcer sur les droits et privilèges des communes ? Ils ne pourraient le faire sans violer ouvertement la constitution. Déférerez-vous le cas aux juges ? Ils ont souvent déclaré à vos prédécesseurs que la loi du parlement était au-dessus d'eux. Quel autre parti reste-t-il donc à prendre, que de laisser le peuple décider la question lui-même ? Lui seul a été ou-

tragé; et, puisqu'il n'y a pas de puissance supérieure à qui il puisse en appeler, c'est à lui seul de prononcer.

Je ne prétends pas vous fatiguer par de longs et ennuyeux raisonnemens sur un sujet qui a déjà été tant discuté, que l'inspiration même pourrait à peine y jeter un nouveau jour. Il y a néanmoins deux points de vue sous lesquels il importe particulièrement à votre Majesté d'envisager les dernières opérations de la chambre des communes. En privant un citoyen du droit qu'il acquiert en naissant; elle a attribué à son vote une autorité égale à un acte de la législature entière; et elle a strictement suivi, quoique peut-être avec des motifs différens, l'exemple du Long Parlement qui déclara d'abord l'office de roi inutile, et bientôt après mit aussi peu de cérémonie à dissoudre la chambre des lords. Le pouvoir usurpé dont on se sert pour dépouiller un citoyen anglais de son droit naturel, pourrait aussi dépouiller un roi anglais de sa couronne. Sous un autre point de vue, la décision de la chambre des communes, quoiqu'en apparence moins dangereuse pour votre Majesté, est encore plus alarmante pour le peuple. Non contente de dépouiller un homme de son droit, elle a arbitrairement transféré ce droit à un autre. Elle a écarté

comme illégal un procès-verbal d'élection, sans oser censurer les shérifs qui étaient particulièrement informés de l'incapacité de M. Wilkes, (non-seulement par la déclaration de la chambre, mais encore d'une manière expresse par l'ordre de convocation qu'on leur avait adressé) et qui néanmoins le proclamèrent dûment élu. Elle a rejeté la majorité des suffrages, seule marque par laquelle, suivant nos lois, on juge de l'opinion du peuple; elle a transféré le droit d'élection de la masse de la nation au corps représentatif; et, par ces actes pris séparément ou ensemble, elle a essentiellement altéré la composition primitive de la chambre des communes. Instruit, comme vous l'êtes indubitablement, sur l'histoire d'Angleterre, vous ne sauriez vous empêcher de voir combien il est de votre intérêt (et c'est aussi votre devoir) d'empêcher une des trois branches de la législature d'empiéter sur les droits des deux autres, et de s'arroger les pouvoirs de toutes trois. Quand une fois les membres de la chambre des communes se seront écartés de la grande ligne constitutionnelle qui devrait diriger tous leurs actes, qui répondra de leur modération future? Quelle assurance vous donneront-ils, qu'après avoir foulé aux pieds leurs égaux, ils voudront se soumettre à un supé-

rieur? Votre Majesté pourra apprendre par la suite combien l'esclave touche de près au tyran (4).

Quelques uns de vos conseillers, plus sincères que les autres, avouent la honteuse dépravation de la chambre actuelle des communes, mais s'opposent à sa dissolution par une raison qui, je l'avoue, ne me paraît pas valable. Ils disent que les membres qui succéderaient à ceux-ci, seraient comme eux à la disposition de la trésorerie. Je ne puis me persuader que la nation ait si peu profité des leçons de l'expérience. Mais si l'opinion que je combats était fondée, vous pourriez alors satisfaire facilement nos désirs, et apaiser les clameurs qui s'élèvent aujourd'hui contre votre gouvernement, sans faire aucun dommage réel à la cause favorite de la corruption.

Il vous reste encore un rôle honorable à jouer. Vous pouvez encore recouvrer l'affection de vos sujets; mais, avant de subjuguier leurs cœurs, vous avez une noble victoire à remporter sur le vôtre. Abjurez ces petits ressentimens personnels qui ont trop long-temps dirigé votre conduite publique. Remettez à cet homme (M. Wilkes) le reste de sa peine; et si le ressentiment vous domine toujours, faites de cette rémission, ce

que vous auriez dû en faire depuis long-temps , un acte, non de miséricorde , mais de mépris. L'homme dont je parle retombera bientôt dans sa sphère naturelle : ce sera un sénateur silencieux, ou tout au plus on le verra alimenter l'éloquence hebdomadaire d'un journal. Semblable à une plante aquatique, le doux zéphir de la paix le laissera immobile et inaperçu à la surface de l'onde où il croupit; c'est la tempête seule qui l'agite et l'élève au-dessus des eaux.

Convoquez tout votre conseil, sans consulter votre ministre. Montrez au peuple que vous savez prendre une résolution et agir par vous-même. Laissez de côté les misérables formalités de l'étiquette royale. Parlez à vos sujets avec la fermeté d'un homme, et du ton d'un *gentleman*(5). Dites-leur que vous avez été cruellement trompé (cet aveu, loin d'être une honte pour vous, fera honneur à votre jugement); dites-leur que vous êtes résolu à éloigner tout motif de plainte contre votre gouvernement; et que vous n'accorderez votre confiance à aucun homme qui ne possède pas la leur. Laissez-les après cela décider, par leur conduite à une prochaine élection, si l'opinion générale de la nation est que ses droits ont été arbitrairement usurpés, et la constitution violée par la chambre actuelle. Ils rendront

justice à leurs représentans , et se la rendront à eux-mêmes.

Ces sentimens , Sire , et le style dans lequel ils sont exprimés , vous offensent peut-être , parce qu'ils sont nouveaux pour vous. Accoutumé au langage servile des courtisans , vous mesurez leur attachement par la véhémence de leurs expressions ; et c'est seulement quand ils vous louent en face , que vous admirez leur sincérité. Mais ce n'est pas le moment de vous abuser , lorsqu'il y va de votre fortune. Ils vous trompent , Sire , ceux qui vous disent que vous avez beaucoup d'amis dont les affections sont fondées sur un attachement personnel. Le premier fondement de l'amitié n'est pas la puissance de conférer des bienfaits , mais la faculté de pouvoir également les recevoir et les rendre. Le hasard qui vous fit roi , vous interdit d'avoir un ami. C'est une loi de la nature qu'on ne peut violer impunément. Le prince abusé qui cherche un ami , trouve un favori ; et dans ce favori , la ruine de ses affaires.

Le peuple d'Angleterre est attaché à la maison d'Hanovre , non par la frivole préférence d'une famille à une autre , mais par la conviction que l'élévation de cette famille au trône était nécessaire au maintien de ses libertés civiles et reli-

gieuses. C'est là , Sire , un principe de fidélité également solide et raisonnable , fait pour être adopté par des Anglais , et digne d'être encouragé par votre Majesté. On ne peut nous tromper long-temps par des distinctions nominales. Le nom des Stuarts en lui-même n'est que méprisable ; mais , armés de l'autorité souveraine , leurs principes les rendent formidables. Le prince qui imite leur conduite devrait être averti par leur exemple ; et tandis qu'il se repose sur la sécurité de son titre à la couronne , il devrait se souvenir que si ses ancêtres l'acquirent jadis par une révolution , il peut la perdre par une révolution nouvelle.

JUNIUS.

LETTRE XXXVI.

*A Sa Grâce, le duc de Grafton.**Le 14 février 1770.*

MILORD,

Si j'étais personnellement votre ennemi, je pourrais avoir pitié de vous, et vous pardonner. Vous avez à la compassion tous les droits que donne le malheur. La condition à laquelle vous êtes réduit désarmerait le ressentiment d'un ennemi particulier, et ne laisse à l'esprit le plus vindicatif d'autre consolation que celle de penser qu'un objet tel que vous déshonorerait la vengeance, et la dépouillerait de toute sa dignité. Mais, en ce qui concerne les relations qui ont existé entre vous et notre pays, vous n'avez aucun titre à l'indulgence; et si je n'avais écouté que mon opinion sur votre compte, je ne vous aurais jamais laissé un moment de répit. Dans votre caractère public, vous avez

outragé l'universalité des citoyens de la Grande-Bretagne ; et bien qu'un individu ne soit point autorisé à pardonner les outrages faits à la société, il est obligé de montrer la part qu'il prend à l'indignation publique. Je me suis toutefois soumis au jugement d'hommes plus modérés et peut-être plus bénévoles que moi. Pour ma part, je ne prétends pas être au fait de ces formes prudentes du décorum , de ces règles de politesse et de discrétion que quelques hommes s'efforcent de mêler à la conduite des affaires les plus importantes et les plus hasardeuses. Embarqué dans la défense d'une cause honorable , je veux prendre un parti décisif. Je dédaigne de me ménager une retraite au besoin , et ne saurais garder de mesure envers un homme qui n'en garde point avec le public. Ni l'abjecte soumission qui le fait désertir son poste à l'heure du danger , ni même l'égide sacrée de la *couardise* ne le protégeront *. Je le poursuivrai jusqu'au tombeau , et je ferai tous mes efforts pour perpétuer la périssable infamie de son nom et le rendre immortel.

Quel est donc , milord , le fruit de tous les sacrifices que vous avez faits à la protection de lord Bute , et à votre malheureuse ambition ?

* *Sacro tremuere timore*. Les poltrons prétendent être nés sous une mauvaise étoile.

Est-ce pour cela que vous avez abandonné vos premiers amis, rompu tous les tendres liens contractés dans votre jeunesse, et trahi les honorables engagements par lesquels vous briguez et vous auriez pu gagner l'estime de votre patrie? N'avez-vous obtenu aucune indemnité pour une si grande perte d'honneur? Malheureux que vous êtes! quel parti voudra accueillir dans ses rangs le déserteur de tous les partis? Vous n'avez pas un client pour vous flatter, pas un ami pour vous consoler; seul avec la compagne que vous avez choisie dans l'honnête maison de Bloomsbury, il faut maintenant vous retirer au fond d'une affreuse solitude. A l'époque la plus active de la vie, il vous faut quitter la scène et vous dérober au monde, si vous voulez conserver l'espoir de sauver les misérables restes d'une réputation flétrie. Les vices, au moral ainsi qu'au physique, agissent de même que l'âge; ils amènent les infirmités avant le temps, et nous laissent languir, à la fleur de la jeunesse, avec un caractère ruiné comme notre tempérament

Votre conduite, au surplus, a été aussi incompréhensible que méprisable. Où est donc aujourd'hui cette fermeté et cette obstination si longtemps vantées par vos amis, et reconnues même

par vos ennemis? Nous devions compter, d'après ce qu'on nous disait, que vous ne laisseriez pas consommer la ruine de notre patrie par d'autres mains que les vôtres; et que vous étiez résolu ou à remporter une victoire décisive sur la constitution, ou à périr bravement, en vous retranchant derrière le dernier rempart de la prérogative. Vous connaissiez le danger, et vous auriez dû être en mesure de le parer. Vous eûtes assez de temps pour disposer une convocation de votre parlement, pour affermir la fidélité mercenaire de vos créatures, et suggérer à votre souverain un langage conforme au moins à sa dignité, sinon à sa sagesse et à sa bienveillance. Cependant, lorsque tout le royaume attendait avec anxiété l'issue d'une grande affaire, on vous vit lâchement éluder la question, et, au lieu de la franchise et de la fermeté dignes d'un roi, vous ne nous donnâtes que le tableau de la misère d'un *herbager* ruiné *(6), et la larmoyante piété d'un méthodiste **. Nous avions lieu d'attendre qu'on

* Il dit en effet, dans le discours du trône, quelque chose de merveilleusement pathétique touchant les bêtes à cornes.

** A cette époque, une épizootie cruelle exerçait ses ravages parmi les bêtes à cornes; ce qui occasiona de grosses pertes aux *herbagers*. On ordonna des prières publiques pour obtenir la cessation de ce fléau.

ferait mention des pétitions que le roi avait reçues du peuple anglais ; et bien que je puisse concevoir quelques motifs personnels pour n'y avoir pas fait droit , je ne puis en trouver aucun de justifiable (selon les règles de la décence ou de la prudence les plus ordinaires) pour les avoir méprisées. Soyez assuré, milord , que le peuple anglais ne se soumettra pas lâchement à un traitement aussi indigne. Il a droit d'être écouté ; et ses pétitions , si l'on n'y acquiesce point , doivent au moins être prises en considération. Quelles que soient les vues et les doctrines réelles de la cour, on devrait apprendre au souverain à conserver quelques apparences d'attention pour ses sujets ; et s'il ne fait pas droit à leurs plaintes , à ne point en faire un sujet de raillerie pour les personnes de sa maison. Des torts peuvent être expiés et pardonnés ; mais des insultes n'admettent aucune réparation : elles abaissent l'homme à ses propres yeux , et le forcent à remonter à son niveau , en recourant à la vengeance. Ce mépris pour les pétitions faisait cependant partie de votre système primitif de gouvernement , et toutes les conséquences qu'il a eues ne vous excusent pas d'avoir abandonné votre souverain au milieu des embarras dans lesquels vous et vos nouveaux

amis* l'aviez placé (7). On pourrait penser, milord, que vous eussiez dû prendre cette courageuse résolution avant d'avoir rompu la dernière de ces anciennes liaisons qui, même dans votre opinion, firent honneur à votre jeunesse ; avant d'avoir obligé lord Granby à quitter un emploi auquel il tenait ; avant d'avoir éloigné un chancelier et tué un autre. A quelle condition abjecte vous êtes-vous efforcé de réduire le meilleur des princes, quand l'homme malheureux qui cède à la fin à des instances et des sollicitations personnelles telles qu'on n'a jamais pu les employer décemment vis-à-vis d'un sujet, se sent avili par son obéissance, et ne peut survivre aux honteux honneurs que son souverain l'a forcé d'accepter ! C'était un homme de cœur, car il était sensible à la honte, et sa mort a racheté sa réputation. Je connais trop bien Votre Grâce pour appeler à ses sentimens sur ce sujet ; mais il y a un autre cœur qui, je l'espère, n'est pas encore tout-à-fait fermé à la voix de l'humanité, et pour qui ceci doit être à jamais une terrible leçon**.

* Le parti de Bedford.

** Les particularités les plus secrètes de cette détestable affaire seront, en temps et lieu, communiquées au public (8). La nation connaîtra à quelle espèce d'homme elle a affaire.

Maintenant, milord, examinons la situation où vous avez amené, et dans laquelle vous avez jugé convenable d'abandonner votre royal maître. Toutes les fois que le peuple s'est plaint des mesures du gouvernement (pour la défense desquelles on ne pouvait sans doute rien dire de mieux), il a été de mode de nous répondre en invoquant les vertus privées de notre souverain. « N'a-t-il pas, pour soulager le peuple, nous » disait-on, fait l'abandon d'une portion considérable de ses revenus? N'a-t-il pas rendu les » juges indépendans en les attachant pour la vie » à leurs places? » Milord, nous reconnaissons l'excellence du principe qui a donné lieu à ces concessions, et nous n'avons qu'un regret, c'est qu'on ne s'y soit jamais conformé. Au bout de sept ans, nous sommes accablés sous le poids d'une dette de plus de 500,000 livres sterling sur la liste civile; et nous voyons aujourd'hui le chancelier de la Grande-Bretagne tyranniquement évincé de sa place, non faute de talens, d'intégrité, ou d'application à son devoir, mais pour avoir manifesté franchement son opinion sur la plus grande question qui ait été agitée depuis la révolution. Nous ne nous inquiétons pas quelles sont les vertus privées que vous invoquez. La théorie d'un semblable gouvernement

est mensonge et moquerie ; la pratique est oppression. Vous avez donc travaillé (quoique sans succès, j'en conviens) à priver votre maître de la seule réponse plausible qu'on ait jamais donnée pour défendre son gouvernement, c'est-à-dire, de l'opinion que le peuple avait conçue de son honneur et de son intégrité personnelle. Le duc de Bedford fut plus modéré que Votre Grâce : il força seulement son maître à violer une promesse solennelle qu'il avait faite à un individu * ; mais vous, milord, vous avez réussi à étendre votre avis à tous les engagemens politiques et moraux qui pouvaient lier le magistrat et l'homme. La condition d'un roi est souvent malheureuse ; mais il fallait tous les talens de Votre Grâce pour la rendre méprisable. Vous direz peut-être que les fidèles serviteurs entre les mains desquels vous avez laissé votre souverain sont capables de réhabiliter son honneur et de soutenir son gouvernement. Vous avez déclaré publiquement, même depuis votre démission, que vous approuviez leurs mesures et que vous admiriez leurs caractères, particulièrement celui du comte de Sandwich. Quel dommage, lorsque vous leur témoignez une si haute approbation, que vous ayez jugé à propos de vous séparer de ces aimables

* M. Stuart Mackenzie.

collègues ! Vous oubliez , milord , qu'en prodiguant les éloges à des hommes que vous désertez, vous mettez votre conduite en opposition directe avec vos opinions , et vous vous ôtez le seul prétexte plausible que vous aviez pour laisser votre souverain au milieu de tant d'embarras. Je dis plausible , parce qu'au fait rien , excepté la disgrâce de son prince , ne peut autoriser un homme courageux à abandonner son poste dans un moment aussi critique. C'est en vain que vous cherchez à éluder la question. Si vous ne voulez pas parler , le public a le droit de juger d'après les apparences. Nous sommes fondés à conclure ou que vous différiez d'opinion avec les collègues dont vous affectez encore d'approuver les mesures (9), ou que vous regardiez la direction des affaires du gouvernement comme n'étant plus tenable. Vous avez le choix entre la réputation d'hypocrite et celle de lâche. Vos meilleurs amis ne savent pour laquelle ils doivent pencher ; votre pays les confond ensemble , et vous accorde l'une et l'autre. Quant à moi , je ne vois rien d'inconséquent dans votre conduite : vous avez commencé par trahir le peuple ; vous finissez par trahir le roi.

Dans votre manière de traiter les individus , vous avez conservé l'uniformité de votre carac-

tère. M. Bradshaw, lui-même, dit que jamais personne ne fut aussi maltraité que lui. Quant à la provision que vous avez faite à sa famille, il y avait droit à raison de la maison qu'il habite*. Le successeur d'un chancelier pouvait bien prétendre être le rival d'un autre. C'est d'un manque à payer la dette de l'amitié que se plaint M. Bradshaw ; et, à vrai dire, lorsqu'un homme de son rang et de son mérite avait pris une part si active à la conduite de vos affaires, il ne devait pas être mis à l'écart avec une misérable pension

* Il s'agit ici d'une rente de 1500 liv. sterling sur la tête de M. Bradshaw, et reversible sur celles de tous ses fils ; laquelle rente était hypothéquée sur les $\frac{4}{5}$ et demi pour $\frac{2}{5}$; car M. Bradshaw était trop fin pour avoir confiance aux fonds irlandais. Cet homme qui, il y a très-peu d'années, était commis d'un fournisseur des fourrages, et qui passa ensuite à un petit emploi dans les bureaux de la guerre, jugea à propos, dès qu'il fut nommé secrétaire de la trésorerie, de prendre la grande maison qu'avait occupée dans Lincoln's Inn Fields, le comte de Northington, lorsqu'il était chancelier de la Grande-Bretagne. Quant à la pension, lord North assura très-gravement la chambre des communes que jamais il n'y en avait eu de mieux méritée que celle de M. Bradshaw. Lord Camden et sir Jeffrey Amherst ne sont pas à beaucoup près aussi bien traités ; et sir Edw. Hawke, le sauveur de l'État, se retire avec 2,000 l. de pension sur les fonds irlandais, et, par le fait, reçoit annuellement moins que M. Bradshaw.

de 1500 livres sterl. Le colonel Luttrell, M. Onslow et le gouverneur Burgoyne, étaient également liés avec vous, et ont encore plus de raison de se plaindre que M. Bradshaw. Ce sont des hommes, milord, à l'amitié desquels vous auriez dû rester constant d'après le même principe qui vous fit désertir lord Rockingham, lord Chatham, lord Camden et le duc de Portland. Nous pouvons facilement concevoir que vous violiez vos engagemens envers des hommes d'honneur; mais pourquoi rompre des liens si *naturels*? Pourquoi vous séparer de lord Sandwich, lord Gower et M. Rigby, ou abandonner à elles-mêmes les trois personnes citées plus haut? Malgré toute l'indulgence qui est de mode aujourd'hui, notre pays n'abonde pas en hommes de leur trempe, et vous trouverez difficile de recruter le noir catalogue de vos amis.

Le souvenir de la patente royale que vous vendîtes à M. Hine, m'oblige à vous dire un mot en faveur d'un homme auquel vous avez fait tort par les moyens les plus déshonorans. Je ne parle pas du simulacre de poursuites que vous eûtes l'air de diriger contre lui. A cet égard, je ne doute pas qu'il ne soit en mesure de rétorquer l'accusation contre vous avec une force décuple, et de braver vos feintes menaces. L'injure que

vous lui avez faite porte atteinte à son caractère moral. Vous savez que l'offre d'acheter la reversion ou la survivance d'une place, qui jusqu'alors avait été vendue par décret de la cour de chancellerie (10), quelque imprudente qu'elle fût de sa part, ne constituait en aucune manière le crime dont vous désiriez le faire paraître coupable aux yeux du monde. Vous vous efforcâtes donc, par toute espèce de fausse insinuation, et même en publiant des lettres forgées, de faire entendre qu'il vous avait proposé des conditions, et offert d'abandonner ses principes, son parti et ses amis. Vous cherchâtes, au fond de votre cœur, l'idée d'une noire perfidie, et vous la présentâtes au public comme celle de M. Waughan. Je me crois obligé de rendre cette justice à un homme outragé, parce que je me suis laissé tromper par les fausses couleurs que Votre Grâce a données à sa conduite, et que j'en ai souvent parlé avec indignation. S'il est en réalité (comme je le pense) un homme probe, mais égaré, il sera heureux en recouvrant sa réputation, même aux dépens de son jugement. Je prévois que l'affaire en restera là. Votre Grâce craindrait de continuer les poursuites. M. Hine reste paisible possesseur de ce qu'il a acheté; et le gouverneur Burgoyne, soulagé de la crainte de rembourser l'argent, va

passer le reste de sa vie , *déshonoré et content* (11).

Je crois , milord , que je puis maintenant prendre congé de vous pour toujours. Vous n'êtes plus ce ministre décidé qui avait assez de fermeté pour soutenir les plus violentes mesures ; qui compensait le défaut de grandes et de bonnes qualités par une brave résolution de s'en passer (résolution que quelques gens admiraient , et sur laquelle ils comptaient jusqu'au bout). La réputation d'opiniâtreté et de persévérance eût pu suppléer à toutes les vertus qui vous manquaient. Vous venez de lui donner le démenti le plus formel , et de confesser basement que vous êtes dépourvu de la fermeté la plus ordinaire chez l'homme. Éloignez-vous donc , milord , et cachez votre rougeur au monde ; car , chargée d'autant de honte , l'âme la plus *noire* , elle-même , changerait de couleur. Là vôtre pourra trouver encore quelques sujets de consolation dans les heures tranquilles et solitaires de la vie domestique. Vous en pourrez trouver dans le souvenir de l'amitié trahie ; dans les afflictions d'un prince accompli que vous avez déshonoré et déserté ensuite , et enfin dans les agitations d'un pays que vos *conseils* (12) ont poussé sur le bord de l'abîme.

La palme de la fermeté ministérielle vient de passer entre les mains de lord North. Il nous le dit lui-même avec la plénitude de l'*ore rotundo**; et je suis assez disposé à croire que, tant qu'il pourra conserver sa place, on ne lui persuadera pas facilement de donner sa démission. Votre Grâce était hier le ministre solide; lord North l'est aujourd'hui; mais demain, peut-être, le roi, dans sa sagesse, vous donnera-t-il un rival à tous deux. Vous connaissez trop bien le caractère de vos ci-devant alliés, pour croire possible qu'on permette long-temps à lord North de gouverner notre pays. Si nous devons en croire le bruit public, ils lui ont déjà fait sentir leur supériorité. Le roi a, en effet, trop de bonté pour vouloir insulter ses sujets en choisissant un premier ministre parmi les valets du duc de Bedford; ce serait faire un trop grave outrage aux trois royaumes. Le but de ces hommes se trouve néanmoins également rempli en mettant en avant ce triste personnage, et en lui faisant supporter tout l'odieux des mesures qu'ils ordonnent en réalité. Sans paraître gouverner, ils possèdent le pouvoir, et distribuent les salaires du

* Cet éloquent personnage prétend marcher sur les traces de Démosthène; il parle constamment la bouche remplie de cailloux pour perfectionner sa prononciation.

gouvernement comme ils le jugent à propos. Ils demeurent attachés à cet esprit de calcul qui fit M. Luttrell représentant de Middlesex. Loin d'être fâchés de votre retraite, ils nous assurent très-gravement qu'elle accroît la force réelle du ministère. D'après cette manière de raisonner, ils deviendront probablement de plus en plus forts ; car il n'y a guère de jour où quelqu'un des serviteurs de Sa Majesté ne les laisse se renforcer par la perte de son assistance. Mais, hélas ! leurs figures disent le contraire. Quand les membres meurent, le corps ne peut manquer de sentir que sa dissolution approche. La violence même des actes de ces hommes est un signal de détresse ; semblables à des locataires ruinés qu'on a sommé de vider les lieux, ils maudissent le propriétaire, brisent et mettent tout en désordre, et ne s'inquiètent guère du dégât qu'ils font éprouver à la propriété.

JUNIUS.

LETTRE XXXVII.

A l'Editeur du Public Advertiser.

Le 19 mars 1770.

MONSIEUR,

Je pense qu'il n'y a pas chez nous d'homme, si indifférent qu'il soit pour les intérêts de son pays, qui ne soit disposé à convenir que la situation à laquelle nous sommes réduits maintenant (qu'elle ait été le résultat de la violence de l'esprit de faction, ou d'un système arbitraire de gouvernement), justifie les appréhensions les plus sinistres, et réclame les efforts de toute la sagesse et de toute l'énergie qui nous restent. La réponse du roi aux remontrances de la cité de Londres, et les mesures adoptées ultérieurement par le ministère, équivalent à une déclaration franche que le principe, d'après lequel M. Luttrell a obtenu un siège à la chambre des communes, doit être maintenu, ainsi que toutes

ses conséquences , et recevra toute l'extension possible. Le même esprit qui servit à violer la liberté des élections , sert aujourd'hui à attaquer la déclaration et le bill des droits (13), et menace de punir le citoyen pour avoir exercé le privilège , non contesté jusqu'à présent , d'adresser des pétitions à la couronne. Les griefs des peuples sont aggravés par des insultes ; il voit ses plaintes , non-seulement méprisées , mais encore étouffées par l'autorité , et tous les actes , contre lesquels il a fait des remontrances , confirmés par l'approbation positive du roi. Dans de telles circonstances , aucun honnête homme ne peut demeurer passif ou silencieux. Quoique distingués par le rang ou la fortune , nous sommes tous égaux en droits et en libertés. Comme nous sommes tous Anglais , le moins considérable d'entre nous a autant d'intérêt que le noble le plus fier au maintien des lois et de la constitution de notre pays , et est également appelé à faire un généreux effort pour les défendre de cœur , d'esprit et d'action. C'est une cause commune à laquelle nous sommes tous intéressés , et pour laquelle nous devons tous combattre. L'homme qui déserte cette cause , dans la crise alarmante où nous nous trouvons , est ennemi de son pays et (ce que je considère comme d'une

importance infiniment moindre) traitre à son souverain. Le citoyen, véritablement fidèle au magistrat suprême, ne conseillera pas de mesures arbitraires et ne s'y soumettra pas. La cité de Londres a donné un exemple qui, je n'en doute point, sera suivi par tout le royaume. La capitale est le cœur de l'État; semblable au sang, un noble courage s'y élabore; de ce point, il se répand ensuite et circule avec force et rapidité dans toutes les branches du système artériel. Le temps est venu où tout le peuple anglais doit défendre sa cause. Connaissant sa force et l'étendue de ses devoirs, il n'abandonnera ses droits innés ni à des ministres, ni à des parlemens, ni à des rois. La cité de Londres a exprimé ses sentimens avec franchise et énergie; elle a dit hardiment la vérité; et, sous quelque jour que le courtisan puisse présenter ses remontrances, je défie le plus subtil avocat des trois royaumes d'indiquer un seul point où elle ait outrepassé la vérité. Cette assertion même, que l'on nous dit être si offensante pour le parlement, selon la théorie de la constitution anglaise, est strictement vraie. Si une portion du corps représentatif n'a pas été choisie par le peuple, cette portion corrompt et vicie le tout. S'il y a un vice dans la représentation du peuple, le pouvoir, qui seul est apte à

faire les lois dans notre pays, n'est pas complet, et les actes du parlement ne sont pas, dans une pareille circonstance, les actes d'une législature pure et entière. Je parle d'après la théorie de notre constitution; et quelques difficultés ou inconvéniens que puisse présenter la pratique, je suis prêt à soutenir qu'elle est d'autant plus vicieuse qu'elle s'écarte plus du principe. Je n'ai entendu élever de question sur aucune autre partie de la remontrance que celle relative à l'élection de Middlesex. Le principe sur lequel on a basé cette élection, est plus pernicieux dans ses effets que l'impôt levé sur les navires par Charles I^{er} (14), ou le pouvoir suspensif usurpé par son fils; ce qui ne sera guère contesté par quiconque entend ou aime la constitution anglaise. Ce n'est pas un acte de violence ouvertement commis par le roi, ni une directe et palpable violation des lois tentée par un ministre, qui peuvent mettre en danger les libertés de notre pays. Le peuple alarmé se leverait bientôt contre un tel roi ou un tel ministre, et tous les partis se réuniraient pour leur résister. Les lois peuvent, dans certaines circonstances, être scandaleusement violées, sans qu'il soit porté une atteinte directe à tout le système. Les faits de cette espèce demeurent isolés; on cherche à les excuser sur

la nécessité, et l'on ne prétend pas les défendre d'après les principes. Nous ne pouvons être réellement en péril, qu'alors qu'on emploie les formes parlementaires pour détruire le fondement de nos libertés civiles et politiques; qu'alors que le parlement viole son mandat en contribuant à établir de nouveaux principes de gouvernement, et en se servant, pour attaquer la constitution, des armes mêmes que le peuple lui a remises entre les mains.

Quant au style de la remontrance, je présume que toute personne moins polie qu'un gentilhomme de la chambre du roi ne soutiendra pas que ce soit le moment de faire des complimens. Notre auguste monarque, à la vérité, est lui-même extrêmement civil. Au lieu de faire une réponse à la pétition, Sa Majesté daigne prononcer son propre panégyrique; et j'avoue qu'en ce qui concerne sa conduite personnelle, ou la pureté de ses royales intentions, la vérité des déclarations que le ministre a rédigées pour son maître ne saurait, décemment, être contestée; sous tout autre rapport, j'affirme qu'elles sont absolument fausses en raisonnement comme en point de fait. J'ajouterai encore qu'en supposant le discours irréprochable d'ailleurs, ce n'est pas une réponse directe à la pétition de la cité.

Il a plu au roi de dire qu'il était toujours prêt à accueillir les plaintes de ses sujets, et cependant les shérifs furent renvoyés deux fois avec une excuse; et l'on débattit certainement dans le conseil la question de savoir si les magistrats de la cité de Londres obtiendraient ou non une audience. Que la remontrance soit ou ne soit pas injurieuse au parlement, c'est une question à discuter entre le parlement et le peuple; et une telle question ne saurait être décidée par une tierce partie, quelque respectable qu'elle puisse être. Dire que la demande, par voie de pétition, d'une dissolution du parlement, est contraire aux principes de la constitution, c'est établir une nouvelle doctrine. Le Roi n'a peut-être pas été informé que la chambre des communes elle-même a, par une décision formelle, reconnu que les citoyens avaient le droit de faire cette demande. Le roi nous assure ensuite, qu'il a pris les lois pour règle de sa conduite. Fût-ce en ordonnant ou en permettant à ses ministres de faire arrêter M. Wilkes, en vertu d'un *warrant* (ordre) général? en souffrant que ses ministres fissent revivre la maxime oubliée de *nullum tempus* (15), pour dépouiller le duc de Portland de sa propriété, et donner, de la sorte, une tour-

nure décisive à l'élection d'un comté? en nommant un comité de chirurgiens avec pouvoir d'examiner et de casser le *verdict* d'un jury? Dira-t-on que le Roi consulta les lois de notre pays, quand il permit à son secrétaire d'état de déclarer que toutes les fois que l'autorité civile est méconnue, on doit faire marcher une force militaire, *sans tarder un moment*, et la faire agir? fut-ce quand cette doctrine illégale et inhumaine fut mise en pratique avec une barbare exactitude? Si le Roi se fût souvenu de ces faits, je pense qu'il n'aurait jamais dit, du moins en parlant des mesures de son gouvernement, qu'il avait pris les lois pour règle de sa conduite. Dire qu'il se flatte de conserver l'affection et qu'il compte sur l'appui de ses sujets, lorsqu'il continue d'agir d'après ces principes, c'est, en vérité, faire à leur fidélité un compliment qu'ils ont, je l'espère, trop de courage et de bon sens pour mériter.

Le Roi, nous dit-on, est non-seulement ponctuel à remplir ses droits, mais encore attentif à ne s'attribuer aucun des pouvoirs que la constitution a placés en d'autres mains. En admettant cette dernière assertion comme rigoureusement vraie, elle ne fait absolument rien à la question. La cité de Londres n'a pas prié le Roi de s'attri-

buer un pouvoir placé en d'autres mains ; si elle l'eût fait , j'espérerais voir la personne qui aurait osé présenter une pétition semblable , mise en accusation sur-le-champ *. Les citoyens de Londres prient leur souverain d'exercer l'autorité constitutionnelle dont les lois l'ont investi pour l'avantage de ses sujets. Ils l'invitent à faire usage de son droit légal , dans un cas que nos lois ont évidemment supposé possible , puisqu'elles y ont pourvu en confiant au souverain un pouvoir discrétionnaire pour dissoudre le parlement. Cette requête sera , j'en suis sûr , appuyée par des remontrances de toutes les parties du royaume. Le Roi verra , à la fin , que c'est l'opinion de son peuple , et qu'il n'est pas de son intérêt de soutenir le ministère ni le parlement , au risque d'une rupture avec la grande masse de ses sujets. Sa plus grande gloire est , en effet , d'être le Roi d'un peuple libre. Puisse-t-il con-

* « Quand le roi eut fini son discours , le lord-maire et
» les autres membres de la députation de la cité eurent
» l'honneur de baiser la main de S. M. , et se retirèrent ;
» au moment où ils sortaient , le roi se tourna tout d'un
» coup vers ses courtisans , et se mit à éclater de rire. »

» Néron jouait du luth quand Rome était en flammes. »

JOUR HONNE.

tinuer long-temps de l'être , tel est le second vœu de mon cœur : le premier est *que le peuple soit libre.*

• JUNIUS.

LETTRE XXXVIII.

A l'Editeur du Public Advertiser.

Le 3 avril 1770.

MONSIEUR,

Dans ma dernière lettre, je vous ai fait connaître mon opinion sur la vérité et la convenance de la réponse du roi à la cité de Londres; réponse que je considérais uniquement comme le discours d'un ministre, écrit pour sa défense, et prononcé comme d'usage par le magistrat suprême. J'ai voulu séparer autant que possible le caractère et la conduite personnelle du roi des actes du gouvernement actuel. Je désire faire entendre que le roi était aussi étranger à la substance de son discours que sir James Hodges (16) au contenu de la remontrance, et que, de même que sir James, en vertu de son emploi, était obligé d'exprimer les sentimens du peuple, le roi peut se croire lié par une semblable obliga-

tion , et dans la nécessité de donner une gracieuse expression aux sentimens de son ministre. La froide formalité d'une leçon récitée est bien différente de l'ardeur du langage qui part de l'âme.

Cependant cette distinction n'est vraie qu'à l'égard de la mesure elle-même. Les conséquences qui en résultent atteignent plus haut que le ministre, et affectent essentiellement l'honneur de S. M. Ces conséquences sont assez formidables de leur nature pour alarmer un homme prudent , et assez honteuses pour affliger un homme de cœur. Un citoyen dont l'attachement à la personne du roi et à sa famille est fondé sur des principes raisonnables , ne se fera pas scrupule , dans la conjoncture présente , d'alarmer , ni même d'affliger son souverain. Je sais qu'il y a une autre sorte de loyauté dont Sa Majesté a reçu des marques abondantes. Quand la loyauté des Torys , des Jacobites et des Écossais s'est une fois accrochée à un malheureux prince , elle le lâche rarement sans avoir consommé sa perte. Quand le poison de leurs doctrines a une fois souillé la bienveillance naturelle de son caractère , quand leurs conseils insidieux ont corrompu les organes vitaux de son gouvernement , quel antidote pourrait lui rendre la santé politique

et l'honneur , sinon l'énergique franchise de ses sujets anglais ?

On n'a pas vu souvent dans notre pays , au moins depuis le règne de Charles I^{er}, le souverain personnellement en opposition avec ses sujets , ou engagé dans une altercation directe avec eux. Les actes de grâce et d'indulgence lui sont sagement réservés , et devraient être constamment exercés par lui. Il ne devrait jamais se montrer à ses sujets que sous un aspect aimable. En France même , aussi long - temps que l'on jugea utile de conserver quelques idées d'une monarchie limitée , on avait pour maxime que nul homme qui avait eu le bonheur d'approcher de la personne du roi ne devait s'en retourner mécontent. Les Français ont perdu ou abandonné les principes modérés de leur gouvernement ; et aujourd'hui , quand leurs parlemens osent faire des remontrances , le tyran se montre et prend un ton absolu. L'esprit de leur constitution actuelle veut que le roi soit craint , et je crois que le principe est passablement appuyé par le fait. Mais , dans notre système politique , la théorie est en opposition avec la pratique , car le roi devrait être aimé. Il peut arriver , il est vrai , que des mesures d'une grande sévérité soient nécessaires dans quelques circonstances ; mais le ministre qui les conseille et

qui est chargé de les faire exécuter doit en prendre tout l'odieux sur lui-même. Non-seulement il trahit son maître, mais encore il viole l'esprit de la constitution anglaise, quand il expose le magistrat suprême à la haine ou au mépris des citoyens. En parlant de la fermeté du gouvernement, nous entendons un système uniforme de mesures mûrement réfléchies avant d'être adoptées et maintenues avec résolution par les serviteurs de la couronne, et non pas une pitoyable âpreté dans le langage et la conduite du souverain. Le gouvernement d'un monarque faible et irrésolu peut être sage, modéré et ferme; celui d'un prince capricieux et obstiné, au contraire, peut être faible, irrésolu et relâché. L'idée qu'on se forme des mesures publiques dépend du ministre qui en est responsable, mais non du roi dont on ne suppose pas que les opinions personnelles soient d'aucun poids contre l'avis de son conseil, et dont l'autorité personnelle ne devrait par conséquent jamais intervenir dans les affaires publiques. Voici, je crois, la vraie doctrine constitutionnelle. Mais supposons-la fausse pour un moment; admettons qu'il puisse arriver une occasion où un roi d'Angleterre soit forcé de se charger de la tâche désagréable de rejeter les pétitions et de censurer la conduite de ses sujets, et supposons

que les remontrances de la cité de Londres aient fait naître cette occasion extraordinaire. D'après ce principe, qui, je présume, ne sera combattu par aucun partisan du ministre, examinons jusqu'où sont allés la sagesse et l'esprit des ministres. Ils conseillent au roi de compromettre sa dignité par une déclaration positive de ses sentimens personnels; ils lui suggèrent un langage plein de blâme et de sévérité. Que s'ensuit-il? Après avoir pris une part si active à la défense de ses ministres et de son parlement, le roi avait droit d'attendre d'eux en retour une marque de fermeté dans leur propre cause, et une démonstration de zèle pour son honneur. Il avait raison d'attendre, et je ne doute pas des promesses emphatiques de lord North à cet égard; il avait, dis-je, raison d'attendre que les personnes qu'on lui avait conseillé d'accuser d'avoir manqué de respect à la majesté royale, d'avoir outragé le parlement et violé les principes de la constitution, ne manqueraient pas de recevoir quelques marques sévères du mécontentement et de la vengeance du parlement. Dans l'état où sont les choses, les ministres, après avoir placé le souverain dans la position la plus défavorable vis-à-vis de ses sujets, et avoir cherché à faire tomber le ridicule et l'odieux de leurs mesures sur la personne du roi,

le laissent seul sur la scène chercher à racheter, s'il le peut, par de futures complaisances, la malheureuse démonstration d'une fermeté mal soutenue, et d'un ressentiment infructueux. Comme homme d'esprit, le roi ne peut manquer de sentir que les termes hautains qu'on lui a conseillé d'employer pour réprimander la cité, comparés au sot dénouement de l'affaire, ressemblent à la pompe d'une tragédie burlesque où les sentimens les plus pathétiques, et même les malheurs du héros, sont destinés à exciter le rire.

Telles ont été la fermeté et la constance tant vantées d'un ministre * dont on crut l'apparition dans la chambre des communes, essentielle au service du roi ; dont la présence devait influencer tous les scrutins ; dont la voix devait persuader, le regard pénétrer et le geste commander. La réputation de ces grandes qualités est devenue fatale à ses amis. La petite dignité de M. Ellis a été compromise. La mine était creusée, les matières combustibles rassemblées, et Welbore

* Lord North. Cet agréable ministre est bizarrement conformé. Sa langue est trop grosse pour sa bouche, et ses yeux beaucoup trop gros pour leurs orbites. Toutes les parties de son individu se jouent des proportions naturelles. Au moment où j'écris ceci, on suppose que sa tête est beaucoup trop pesante pour ses épaules.

Ellis, le Guy Faux de la fable, n'attendait que le signal. Tout à coup les *country-gentlemen* (17) découvrent qu'on les a grossièrement trompés; le courage du ministre l'abandonne; le grand complot est déjoué dans un moment, et le pauvre M. Ellis et sa motion se voient arrêtés. Depuis l'événement de vendredi dernier, on dirait que quelque fatalité le poursuit. Soit qu'il fasse ou qu'il retire une motion, il est également sûr de s'en tirer à sa honte. Mais par le temps qui court il ne sera pas permis à un homme d'être vice-trésorier d'Irlande impunément*.

* Les courtisans ne parlaient alors que d'un bill de punition contre le lord-maire et les shérifs, ou tout au moins d'un *impeachment* (mise en accusation). Le petit nabot d'Ellis dit au roi que si l'on voulait lui laisser conduire cette affaire, il ferait des merveilles. On regarda comme très-bizarre qu'une motion d'une si grande importance fût confiée à la plus pitoyable petite machine de tout le royaume. Quoi qu'il en soit, son zèle honnête fut désappointé. Le ministre s'effraya; et à l'instant où le petit Ellis allait commencer l'attaque, il lui envoya l'ordre de se rasseoir. Toutes ces grandes menaces finirent par un ridicule vôte de censure, et une adresse encore plus ridicule. Cette honteuse défection affligea tellement l'âme généreuse de Georges III, qu'il fut obligé de vivre de pommes de terre pendant trois semaines pour se préserver d'une fièvre maligne. Le pauvre homme! *Quis talia fando temperet à lacrymis!*

Je n'entends pas montrer la moindre inquiétude pour la réputation du ministre ; il agit isolément pour son propre compte , et la plus honteuse inconséquence pourrait n'être pas un déshonneur pour lui. Mais quand le souverain qui représente la majesté de l'État , paraît en personne , on devrait soutenir sa dignité. L'occasion devrait être importante , le plan bien concerté et l'exécution ferme et invariable. Mon zèle pour le véritable honneur du roi me force de déclarer que , sous le règne actuel , on a trop généralement eu pour système de faire intervenir le souverain en personne , pour agir à la place de ses serviteurs ou pour les défendre. Ils lui persuadent de faire ce qui est proprement leur affaire , puis ils l'abandonnent au milieu du chemin. Au reste , c'est un inconvénient auquel il sera exposé aussi long-temps qu'il restera attaché à des ministres divisés entre eux , ou dépourvus du crédit et de l'habileté nécessaires pour achever la grande tâche qu'ils ont entreprise. Au lieu de réserver l'intervention de leur royal maître , comme la dernière ressource du gouvernement , leur faiblesse les oblige à y avoir recours dans les occasions les plus ordinaires , et d'en diminuer ainsi l'importance dans l'opinion du peuple. Au lieu de soutenir leur mai-

tre, ils cherchent en lui un soutien; et, pour jouir un jour de plus des émolumens de leur place, ils ne s'inquiètent guère jusqu'à quel point son caractère sacré peut être avili et dégradé.

Si je croyois possible que cette lettre parvint jusqu'au cabinet du Roi, je risquerais d'en appeler au jugement de Sa Majesté. Je lui dirais, dans les termes les plus respectueux : « Sire, vous êtes jeune et vous devriez avoir en perspective une vie heureuse; vous êtes époux, vous êtes père (votre devoir filial, je l'avoue, a été religieusement rempli). D'après cela, est-il véritablement de votre intérêt ou de votre honneur de sacrifier votre paix domestique, et de de vivre en désaccord perpétuel avec votre peuple, uniquement pour conserver une file de gens tels que North, Barrington, Weymouth, Gower, Ellis, Onslow, Rigby, Jerry Dyson et Sandwich? Leurs noms seuls feraient la satire de tout gouvernement, et je défie au plus grave de vos chapelains d'en lire la liste sans éclater de rire. »

Pour mon compte, monsieur, j'ai toujours considéré les adresses du parlement comme une formalité insignifiante, mais d'usage. Des usurpateurs, des sots et des tyrans ont été successi-

vent complimentés de la même manière, et presque avec les mêmes protestations de respect et d'attachement. Mais supposons que ces adresses signifient exactement ce qu'elles ont l'air de signifier, les conséquences méritent d'être examinées. Ou le souverain est un homme doué d'un esprit élevé et d'une ambition dangereuse, disposé à tirer avantage de la perfidie de son parlement, et prêt à accepter le sacrifice qu'il lui fait de la liberté publique; ou c'est un prince doux et sans mauvaises intentions, et qui, pourvu qu'on lui permette de déployer un peu de pompe et de magnificence, ne songerait pas de lui-même à faire le mal. Dans le premier cas, l'épée aurait bientôt décidé du renversement ou du maintien de la constitution. Dans le second, un prince nullement fait pour exécuter une grande et périlleuse entreprise, peut néanmoins être poussé à des mesures assez violentes pour le conduire directement à sa perte; ou il peut se déshonorer par une honteuse vacillation qui le fait passer tour à tour d'un excès de violence à un excès de timidité. Le ministre a peut-être raison de se contenter du succès présent et des profits de sa place. Il est comme un fermier qui n'a aucun intérêt à entretenir le domaine. Le souverain est lié par d'autres obligations et doit

avoir en vue un intérêt plus grand et plus durable. Sa tendresse paternelle doit lui rappeler combien d'ôtages il a donnés à la société. Les liens de la nature viennent puissamment seconder les sermens et les protestations. Le père qui considère l'état précaire de sa santé, et la chance possible d'une longue minquité, désire voir le domaine patrimonial libre et sans hypothèque *. Qu'est-ce que la dignité de la couronne, fût-elle réellement maintenue ? qu'est-ce que l'honneur du parlement, pût-il exister sans être fondé sur la justice et l'intégrité ? qu'est-ce enfin qu'une vaine réputation de fermeté, le système du gouvernement fût-il uniforme et constant ? qu'est-ce que tout cela comparé aux tendres affections du peuple, au bonheur et à la sûreté de la famille royale, ou même aux acclamations reconnaissantes de la populace ? Quelque langage dédaigneux qu'adoptent les ministres ou les parlemens, personne ne méprise sincèrement la voix de la nation anglaise. Les membres de la chambre des communes ne sont que des interprètes dont le devoir est de transmettre fidèlement au monar-

* Tous les vrais amis de la maison de Brunswick sont vivement affligés de voir que quelques unes des principales branches de la famille sont tombées sous la faux de la mort.

que l'opinion du peuple. Si leur interprétation est fausse ou inexacte , c'est à leurs commettans , c'est-à-dire au peuple , à faire connaître ses véritables sentimens. Son langage est rude , mais intelligible ; ses gestes sont farouches , mais expressifs. Embarrassée par des sophismes , sa simple éloquence passe du langage à l'action. Son premier appel il l'a fait à ses représentans ; le second à la justice du roi. Le dernier argument du peuple , si jamais il y a recours , obtiendra plus de succès peut-être , que la persuasion envers le parlement ou des supplications au trône.

JUNIUS.

LETTRE XXXIX.

A l'Éditeur du Public Advertiser.

Le 28 mai 1770.

MONSIEUR,

Pendant que le parlement siégeait, il n'aurait été ni sûr, ni peut-être tout-à-fait régulier de publier une opinion sur la justice et la sagesse de ses actes. Pour prononcer avec équité sur sa conduite, il était nécessaire d'attendre que l'on pût embrasser d'un coup d'œil le commencement, le milieu et la fin de ses délibérations. La cause du public fut embrassée et défendue par des hommes dont (sans parler de l'avantage de leur position) les talens et l'autorité pouvaient être regardés comme bien suffisans pour décider une question populaire en faveur de la nation. La chambre des communes n'était pas non plus assez complètement occupée de la défense du ministère, ou même de ses propres résolutions, pour ne pas avoir quelque

égard aux dispositions connues de ses commettans; et, sans porter aucune atteinte à sa fermeté, elle aurait pu rétracter une décision trop précipitamment adoptée, lorsqu'elle vit l'alarme qu'elle avait fait naître, et combien fortement l'opinion générale de la nation lui était opposée. Les ministres également auraient servi leur intérêt immédiat, en faisant quelque concession qui pût satisfaire la portion modérée du peuple. Sans toucher au fait, ils auraient pu consentir à ne point proclamer, ou à abandonner le principe sur lequel on l'avait établi. Dans cet état de choses, je pense qu'il était grandement improbable, surtout au commencement d'une session, que les plaintes du peuple, sur un sujet qui, dans son opinion du moins, attaquait l'essence de la constitution, fussent traitées avec autant de mépris par ses représentans et par la chambre des lords, qu'elles l'avaient été par l'autre branche de la législature. Si nous désespérons de l'intégrité de la chambre, nous avons droit d'attendre quelque chose de sa prudence, ainsi que de ses craintes. Le duc de Grafton ne prévoyait certainement pas jusqu'où la corruption d'un parlement pouvait être poussée. Il pensait peut-être qu'il restait encore quelque parcelle de honte ou de vertu dans la majorité de la chambre des

communes , ou qu'il y avait dans la prostitution de ses membres aux ministres une limite qu'ils se feraient scrupule de franchir. Si ce jeune homme avait eu un peu plus d'usage du monde, ou s'il eût osé mesurer le caractère d'autres hommes sur le sien , il ne se serait pas si facilement découragé.

La prorogation du parlement nous amène naturellement à passer en revue toutes ses opérations , et à examiner l'état dans lequel il a laissé le royaume. Je ne mets pas en doute qu'il n'ait fait , à la grande satisfaction de Sa Majesté , ce qu'on appelle communément les affaires du roi. Nous avons seulement à regretter qu'en conséquence d'un système introduit ou renouvelé sous le règne actuel , cette espèce de mérite se soit trouvée très-compatible avec l'oubli de tout ce qu'il doit à la nation. L'intervalle entre l'ouverture de la dernière session et la clôture de la précédente fut plus long que de coutume. Quels qu'aient été les motifs du ministère pour différer la convocation du parlement , on donna certainement à chaque membre de la chambre des communes un temps suffisant pour réfléchir sur les mesures qu'elle avait prises et les conséquences qu'elles avaient produites. L'esprit de parti , la violence des animosités personnelles ,

et la chaleur des débats eurent le temps de se calmer. Depuis cette époque, toutes les décisions prises par la chambre furent pesées et réfléchies. Dans la session précédente, les créatures du ministre avaient affecté de croire que la décision finale de la question satisferait la nation, ou du moins mettrait un terme à ses plaintes : comme si la certitude d'un mal pouvait affaiblir l'idée qu'on s'en était faite, ou si la décision pouvait changer la nature de l'injustice. Mais le parlement trouva le peuple d'Angleterre dans une disposition très-éloignée de la soumission ; et, bien qu'on ait soutenu que la chambre des communes ne pouvait revenir sur une décision qui avait la force et l'effet d'une sentence judiciaire, il y avait d'autres expédiens constitutionnels qui eussent donné pour l'avenir une garantie contre de semblables tentatives. La proposition générale qui intéressait tout le pays aurait pu être réduite à un fait particulier qui n'aurait concerné que M. Wilkes et M. Luttrell. La chambre des lords pouvait intervenir ; le roi pouvait dissoudre le parlement ; ou, si toute autre ressource manquait, il restait encore un grand *writ* constitutionnel d'erreur, à l'avantage du peuple (18), sorte d'appel de la décision d'une branche de la législature à la sagesse de la législa-

ture entière. Chacun de ces remèdes a été successivement essayé. Le peuple a rempli son rôle avec dignité , courage et persévérance. Pendant plusieurs mois , le roi n'a entendu , de là part de ses sujets , que le langage de la plainte et de l'indignation. Malheureusement pour notre pays , le monarque procura tous les jours de nouveaux triomphes à ses courtisans , en écoutant ce langage avec une indifférence voisine du mépris.

La chambre des communes , ayant usurpé un pouvoir étranger à la constitution , résolut non-seulement de le maintenir dans le cas en question , mais encore de donner à sa doctrine la plus grande étendue possible ; elle voulut établir le fait comme un précédent destiné à faire loi , et à être invoqué et appliqué de la manière que les serviteurs de la couronne le jugeraient convenable par la suite. La conduite tenue dans cette occasion prouve clairement qu'une décision illégale et injuste ne peut être maintenue que par une série d'illégalités et d'injustices nouvelles. Pour appuyer sa première résolution , la chambre fut obligée de violer quelques articles de ses réglemens les plus connus et les mieux établis. Dans un cas , elle alla jusqu'à déclarer , au mépris de la vérité et du sens commun , qu'il n'était pas de règle que la chambre divisât une question

compliquée à la requête d'un membre *. Mais, après avoir foulé aux pieds les lois du pays, il n'était pas étonnant qu'elle traitât ses propres réglemens avec aussi peu d'égards. *L'orateur* (le président) étant entré nouvellement en fonctions commença par prétexter cause d'ignorance, et finit par décider en faveur du ministère. On ne fut point surpris de cette décision ; mais il hésita, et rougit de sa propre bassesse : tout le monde s'en étonna **.

Les intérêts du peuple furent vigoureusement défendus dans la chambre des lords. Leur droit de protéger la constitution contre tout empiétement des autres branches de la législation, et la nécessité de l'exercer alors leur furent démontrés par tous les argumens qui pouvaient avoir de l'influence sur le cœur et sur l'esprit. Mais

* Cette extravagante décision se trouve consignée parmi les votes de la chambre ; mais, dans les procès-verbaux des comités, les exemples des résolutions contraires à la loi et à la vérité, ou les refus de reconnaître la loi et la vérité quand on les leur représentait, sont innombrables.

** Quand le roi s'avisa en premier lieu de faire de la perte de M. Wilkes une affaire d'État, et qu'on jugea nécessaire, pour atteindre ce but, d'anéantir le privilège législatif, sir Fletcher Norton, avec son effronterie ordinaire, déclara à la chambre des communes qu'il ne respecterait pas plus un de ses votes que la décision d'autant de portefaix ivres.

on vit bientôt qu'ils avaient déjà pris leur parti, et qu'ils étaient résolus à appuyer la chambre des communes, non-seulement aux dépens de toute décence et de toute vérité, mais même par l'abandon de leurs droits les plus importants. Au lieu de remplir les devoirs que la constitution exige d'eux en retour de la dignité et de l'indépendance de leur condition, et de la part qu'elle leur a donnée dans la puissance législative, on les vit (du moins en majorité) faire cause commune avec l'autre chambre pour opprimer le peuple, et établir une nouvelle doctrine aussi fautive en elle-même, et, s'il est possible, encore plus funeste à la constitution que celle d'après laquelle l'élection de Middlesex fut décidée. En déclarant « qu'elle n'avait pas le droit de s'op-
» poser à un jugement de la chambre des com-
» munes, dans quelque cas que ce fût où cette
» chambre avait une juridiction compétente, » la chambre des lords abandonna par le fait ce *veto* constitutionnel, et ce contrôle réciproque qu'une branche de la législature exerce sur l'autre, et qui constituent peut-être le plus grand et le plus important objet qu'on se soit proposé par la division de la puissance législative en trois branches. Maintenant, que les décisions de la chambre des communes soient aussi extrava-

gantes, ses déclarations de droits aussi évidemment fausses, arbitraires et oppressives pour les citoyens qu'il est possible, la chambre des lords s'est imposé un silence servile; elle ne peut intervenir, ni protéger les citoyens, ni défendre les lois du pays. Une concession aussi extraordinaire en elle-même, aussi contraire aux principes de son institution, ne peut manquer d'alarmer les esprits les moins soupçonneux. Nous pouvons fort bien conclure de là que les lords n'auraient pas tant cédé à l'autre chambre sans la certitude d'une compensation qui ne peut être faite qu'aux dépens du peuple. Le pouvoir arbitraire qu'ils se sont arrogés d'imposer des amendes et d'emprisonner pour autant de temps qu'il leur plaît sera exercé maintenant dans toute son étendue*. La chambre des communes leur a trop d'obligations pour combattre ou entraver leurs mesures. Quant à la couronne, on peut se persuader qu'elle ne perdra rien à cette nouvelle distribution de puissance. Après avoir déclaré

* L'homme qui résiste à ce pouvoir inique usurpé par les lords doit être soutenu par tout le peuple. Nous avons les lois de notre côté, et nous ne manquons que d'un chef intrépide. Lorsqu'un tel homme se présente, que la nation l'appuie. Ce n'est pas sa cause que nous défendrons, mais la nôtre.

que les pétitions pour demander la dissolution du parlement sont incompatibles avec les principes de la constitution , le roi a raison de compter que quelque avantage extraordinaire en reviendra à la prérogative. Les trois branches de la législature semblent traiter leurs droits et leurs intérêts comme les triumvirs romains traitaient leurs amis. Elles se les sacrifient réciproquement, et fondent une détestable union sur la ruine des lois et des libertés de la république.

Durant la dernière session , la chambre des communes n'a cessé de montrer , d'une manière palpable , qu'elle avait le sentiment de l'iniquité de sa conduite ; ce qui l'a empêchée de défendre sa dignité lorsqu'elle fut directement et grossièrement attaquée. Dans le cours de son interrogatoire , le docteur Musgrave dit tout ce qu'il put imaginer de plus mortifiant pour les individus et de plus offensant pour la chambre. En vain elle déclara que sa déposition était insignifiante ; elle avait été intimidée et confondue par la fermeté et l'intégrité du docteur *. Les termes dans lesquels la vente d'une patente à M. Hinc fut annoncée au public donnèrent lieu naturellement

* Le docteur Musgrave , sans autre appui que la vérité , résista à la chambre des communes , et triompha d'elle par sa fermeté.

à une enquête parlementaire. On attaqua directement l'intégrité de la chambre des communes ; mais elle n'eut pas le courage de voter de manière à venger l'outrage qu'on lui faisait , parce que l'enquête aurait été fatale au colonel Burgoyne et au duc de Grafton. Quand sir George Saville flétrit les membres des communes du nom de traîtres à leurs commettans ; quand le lord-maire , les shérifs et M. Trecothick avouèrent et soutinrent chaque partie des remontrances de la cité , pourquoi la chambre se laissa-t-elle insulter impunément ? Pourquoi n'expulsa-t-elle pas sur-le-champ les membres réfractaires ? La conscience des motifs qui l'avaient dirigée lui fit prudemment préférer l'infamie au danger ; elle était plus disposée à supporter le mépris qu'à exciter l'indignation de tout le peuple. Si elle eût expulsé ces cinq membres , les conséquences de la nouvelle doctrine de l'*incapacitation* (19) auraient sur-le-champ sauté aux yeux de tout le monde. On eût éprouvé la bonté de cette doctrine indépendamment de toute considération relative au caractère privé de M. Wilkes , ou à la dignité de la chambre , à l'obstination d'un comté. Je sais fort bien que ces considérations sont d'un grand poids vis-à-vis des gens qui , affectant un esprit de modération , ne con-

sultent réellement que leur tranquillité immédiate ; qui sont assez faibles pour acquiescer à une violation manifeste des lois de leur pays , quand elle ne les touche pas directement , et ne s'inquiètent guère jusqu'à quel point l'on est injuste envers un homme dont ils se croient pieusement obligés de condamner le caractère moral. Dans toute autre circonstance , la chambre des communes aurait perdu tout son honneur et toute sa dignité , si , après un aussi grave outrage , elle eût permis que ces cinq membres siégeassent plus long-temps dans son sein. Nous aurions vu alors et compris l'effet d'un précédent qu'on nous représente comme absolument inoffensif. Il y a dans notre pays une classe d'hommes dont l'esprit mesure la violation de la loi d'après la grandeur de l'exemple , et non pas d'après l'importance des conséquences qui découlent directement du principe ; je présume que le ministre n'a pas cru prudent de donner trop tôt l'éveil à leurs idées. Si M. Hampden eût raisonné et agi comme les gens modérés de nos jours , au lieu de risquer toute sa fortune dans un procès contre la couronne , il aurait tranquillement payé les vingt shillings qu'on lui demandait , la famille des Stuarts se serait probablement maintenue sur le trône , et l'établissement d'une taxe sur les na-

vires serait regardé aujourd'hui comme un droit appartenant à la couronne.

Quel a donc été l'emploi de la session après le vote des subsides et l'affaire de l'élection du comté de Middlesex? La prorogation extraordinaire du parlement d'Irlande et les justes mécontentemens de ce royaume n'ont causé aucune sensation dans le parlement britannique. Ni la situation générale de nos colonies d'Amérique, ni la détresse particulière qui força les habitans de Boston à prendre les armes pour leur défense, n'ont paru dignes d'un moment d'attention. En révoquant les actes qui blessaient le plus l'Amérique, le parlement a tout fait, excepté ce qu'il devait faire : la cause du mal subsiste encore. Il a abandonné les revenus, mais il a eu soin de conserver le fondement de la querelle. On ne prétendra pas que le maintien de l'impôt sur le thé doive produire aucun avantage direct à la métropole. Qu'est-ce donc autre chose que l'exercice improfitable d'un droit purement spéculatif, un signe d'esclavage dont on flétrit les Américains sans utilité pour leurs maîtres? Mais il a plu à Dieu de nous accorder un ministère et un parlement que les raisonnemens ne sauraient persuader et que l'expérience ne peut instruire.

Je ne pense pas que lord North prétende tirer

un grand mérite de rien de ce qu'il a fait cette année pour l'amélioration ou l'emploi de nos revenus. Une grande opération dirigée vers un but important, bien qu'elle n'obtienne pas de succès, marque le génie et élève la réputation d'un ministre. Un esprit pauvre et borné s'applique à de chétifs projets qui le déshonorent s'ils échouent, et ne lui font aucun honneurs s'ils réussissent. Lord North était assez heureux pour avoir à sa disposition les moyens de réduire à la fois tous les $4\text{ p. } \frac{6}{10}$. La non-réussite de sa première opération financière ne fit pas à sa réputation la moitié du tort que l'opération elle-même fit au public. Au lieu de frapper un coup décisif qui l'eût rendu maître de la Bourse, et lui eût permis de traiter à des conditions proportionnées au prix des $4\text{ p. } \frac{6}{10}$, il y a six semaines, il a tripoté avec une misérable portion d'une marchandise sur laquelle on n'aurait jamais dû spéculer qu'en gros. Il a donné l'éveil aux possesseurs de ces fonds, et, en les avertissant du dessein formé par le gouvernement de les engager à les céder par degrés, il les a, comme de raison, décidés à tenir bon et à faire hausser le prix : de sorte qu'il faut ou renoncer tout-à-fait au projet de réduire les $4\text{ p. } \frac{6}{10}$, ou continuer l'exécution de ce plan avec un désavantage toujours croissant pour le public. La sa-

gacité du ministre a servi à élever le prix de la chose qu'il veut acheter, et baisser celui des 3 pour $\frac{2}{3}$ qu'il se propose de vendre. En somme, il a réussi à faire qu'il est de l'intérêt des propriétaires des 4 p. $\frac{2}{3}$ de les vendre et d'acheter des 3 p. $\frac{2}{3}$ à la Bourse, plutôt que de souscrire pour les nouveaux fonds à aucune des conditions que le gouvernement pourrait offrir. •

La situation du peuple nous conduit naturellement à examiner celle du roi. La prorogation du parlement a l'effet d'une dissolution temporaire. L'odieux des mesures prises par les chambres en masse pèse légèrement sur chacun des membres qui les composent. Ils se retirent dans des quartiers d'été, et se délassent des honteuses fatigues de la campagne qui vient de se terminer. Quant au souverain, il n'en est pas de même pour lui. Son existence est permanente dans notre pays. Il ne peut se dérober aux plaintes, au mécontentement et aux reproches de ses sujets. Ils le poursuivent dans sa retraite et troublent son bonheur domestique à une époque où l'on ne peut obtenir d'un parlement docile et respectueux quelque adresse pour l'encourager ou le consoler. Dans d'autres temps, l'intérêt du roi et du peuple de l'Angleterre était, comme il devrait être, tout-à-fait le même. Un nouveau sys-

tème a non-seulement été adopté par le fait , mais encore on l'a établi en principe. Les ministres ne sont plus les serviteurs de l'État , mais les domestiques du souverain. On permet à une classe particulière de sujets de s'appeler les amis du roi* ; comme si la masse du peuple en était l'ennemie ; comme si le roi cherchait dans l'attachement de quelques favoris une ressource ou une consolation contre le mépris et la haine générale de ses sujets. Edward et Richard II firent la même distinction entre la masse du peuple et un parti méprisable qui entourait le trône. Le résultat de cette fausse politique aurait dû servir de leçon à leurs successeurs. Toutefois l'erreur de ces princes n'était pas sans excuse. Ils avaient autant de faux amis que notre auguste souverain , et étaient infiniment plus accessibles à toutes sortes de tentations. Ils n'étaient ni sobres , ni religieux , ni graves. Avides de plaisirs , ils dissipaient leur héritage

* « Tourbe ignorante , mercenaire et servile ; toujours
» d'accord pour faire le mal , et prompt à l'opérer ; in-
» constante dans ses principes , mais constante dans sa flat-
» terie ; prêchant la liberté , mais esclave du pouvoir : voilà
» les hommes qui s'appellent le parti de la cour et les seuls
» amis du prince. »

DAVENANT.

pour se les procurer. Leur vie ressemblait à un torrent rapide, d'un aspect brillant, mais inutile ou destructeur dans sa course. L'existence triste et inanimée d'autres princes, ne nous offre rien qu'une eau stagnante et fétide qui infecte l'atmosphère sans fertiliser le sol. La moralité d'un roi ne doit pas se mesurer sur l'échelle commune. Sa situation est unique. Il y a des fautes qui lui font honneur, et des vertus qui le déshonorent. Un caractère exempt de défauts et d'une insipide égalité le rend incapable de pousser à l'extrême ni le vice, ni la vertu, mais assure sa soumission aux personnes qu'il s'est accoutumé à respecter, et fait de lui un dangereux instrument de leur ambition. Sequestré du monde, attaché dès son enfance à une certaine classe de personnes et à un certain ordre d'idées, il ne peut ouvrir son cœur à de nouveaux attachemens, ni son esprit à de meilleures notions. Un caractère de cette sorte est le plus propre à produire, en politique et en religion, cette bigoterie opiniâtre qui commence par un sacrifice méritoire de la raison, et finit par conduire le monarque en martyr à l'échafaud.

Je ne doute pas qu'à toute autre époque, les désordres scandaleux qui se sont fait remarquer dans le gouvernement de toutes les dépendances

de l'empire , n'eussent réveillé et fixé l'attention du peuple. L'abus odieux qu'on a fait chez nous de la prérogative; l'emploi inconstitutionnel de la force militaire(20); les amendes arbitraires et les emprisonnemens prononcés par la chambre des lords et la cour du banc du roi ; la clémence d'un prince chaste et pieux étendue de gaité de cœur à un infâme assassin , parce qu'il est le frère d'une prostituée* ; tout cela , je pense , aurait dans tout autre temps excité une indignation générale. Mais l'audacieuse atteinte portée à la constitution au sujet de l'élection de Middlesex nous rend insensibles et indifférens à de plus légers griefs. Personne ne s'occupe d'une éruption à la surface de son corps , lorsque les parties nobles sont attaquées , et qu'il sent la gangrène approcher de son cœur. La libre élection de nos représentans comprend tous les droits et les privilèges de la nation anglaise , parce qu'elle en est la source et la garantie. Le ministre a réalisé l'exécrable souhait de Caligula. Il sait que la liberté , la sûreté et la propriété des Anglais n'ont véritablement qu'une seule tête , et qu'il l'abat en détruisant la liberté des élections.

JUNIUS.

* Miss Kennedy.

LETTRE XL.

A lord North.

Le 22 août 1770.

MILORD,

Les services de M. Luttrell ont fait le principal appui et le plus bel ornement du ministère du duc de Grafton. L'honneur de récompenser ces services était réservé à votre seigneurie. Le duc avait, à ce qu'il paraît, contracté une obligation qu'il avait honte de reconnaître et qu'il ne pouvait acquitter : vous, milord, vous n'avez montré aucun scrupule. Vous avez accepté la succession avec toutes ses charges, et payé le legs de M. Luttrell, au risque d'y dépenser tout le patrimoine.

Lorsque ce jeune homme accompli se déclara le champion du gouvernement, chacun se demanda quels honneurs ou quels émolumens pourraient suffire à récompenser une personne de son rang et de sa fortune qui consentait à faire

son entrée dans le monde , chargée du mépris général et de la haine de son pays. Son noble père n'avait pas été si vite. Abandonner son siège dans le parlement ; se porter candidat d'un comté où il n'avait ni liaisons , ni partisans ; s'emparer du droit d'un autre , et le conserver au mépris de toute pudeur et de toute justice : cette conduite manifesta un degré de zèle ou de dépravation que toute la faveur d'un prince pieux pourrait à peine récompenser. Je déclare, milord , qu'il y a dans la conduite de ce jeune homme un excès de corruption que , pour la singularité de la chose , je ne puis m'empêcher d'admirer. Il nous a fait connaître un nouveau trait dans le caractère humain ; il a dégradé même le nom de Luttrell , et réalisé les espérances les plus extravagantes de son père.

Le duc de Grafton , avec tout le penchant possible à protéger cette espèce de mérite , se contenta de prononcer le panégyrique du colonel Luttrell. Le courage, la bravoure, le zèle et le désintéressement du jeune aventurier retentirent dans la chambre des lords. Le duc se donna plusieurs fois à la chambre pour garant de la pureté des intentions de son ami M. Luttrell ; il assura que celui-ci s'était engagé dans cette affaire sans aucun espoir d'avantage personnel , et que l'idée

d'une récompense l'offenserait mortellement. Le noble due ne pouvait guère parler ainsi tout de bon ; mais il avait récemment quitté son emploi, et commençait à sentir qu'il était nécessaire de prendre quelque soin de sa réputation. Ce fut probablement alors même qu'on entama la négociation irlandaise.

Parais, digne représentant de lord Bute, et dis à notre nation insultée qui osa conseiller au roi de nommer M. Luttrell adjudant-général de l'armée d'Irlande. Par quelle manœuvre déterminat-on le colonel Cuningham à se démettre de son emploi, et le respectueux Gisborne à accepter une pension pour le gouvernement de Kinsale * ? Fut-ce le résultat d'une stipulation primitive avec la princesse de Galles ? ou bien doit-il son avancement soit à votre faveur, soit à l'amitié du duc de Bedford ? Milord, bien qu'il n'y ait peut-être pas moyen de remonter jusqu'à la source de cette mesure, nous pouvons observer

* Le colonel Gisborne était quartier-maitre-général en Irlande. Lord Townshend lui persuade de se démettre en faveur d'un officier écossais nommé Frazer, et lui donne le gouvernement de Kinsale. Le colonel Cuningham était adjudant-général en Irlande. Lord Townshend lui offre une pension pour l'engager à se démettre en faveur de Luttrell. Cuningham reçoit cette offre avec dédain. Que faire ? Il faut que le pauvre Gisborne fasse encore une fois

la direction du torrent , et avertir le pays de la destruction qui le menace. La nation anglaise doit être réveillée et mise sur ses gardes. M. Luttrell nous a déjà montré jusqu'à quel point on peut compter sur lui si jamais les libertés de notre pays doivent être ouvertement attaquées. Je ne doute pas qu'il n'y ait un plan de formé à cet égard , vous savez bien par qui : la corruption du corps législatif d'un côté , une force militaire de l'autre ; et alors , adieu l'Angleterre ! Il est impossible qu'aucun ministre ose conseiller au roi de placer un homme comme M. Luttrell au poste d'adjutant-général , à moins qu'il n'ait en tête quelque dessein secret qu'un Luttrell seul est propre à exécuter. L'insulte qu'on fait à l'armée en général est aussi grave que l'outrage qu'on veut faire au peuple anglais. Quoi ! le lieutenant-colonel Luttrell adjudant d'une armée de seize mille hommes ! On aurait pu penser que les campagnes que Sa Majesté a faites à Blackheath et à Wimbledon (21) lui en avaient appris davantage. Je ne saurais m'empêcher de place. Il reçoit une pension de 500 liv. sterl. en attendant qu'un gouvernement plus lucratif devienne vacant. Le colonel Cuningham est fait gouverneur de Kinsale , et enfin Luttrell , pour qui toute la machine est mise en mouvement , devient adjudant-général , et , de fait , prend le commandement de l'armée d'Irlande.

féliciter le général Harvey d'avoir un collègue qui fait tant d'honneur à la place. Cette mesure, milord, est trop audacieuse pour qu'on n'y fasse pas attention, et trop dangereuse pour être reçue avec indifférence ou soumission. Vous n'aurez pas le temps de mettre l'armée irlandaise sur un nouveau pied. Elle ne consentira point à être épurée par le colonel Luttrell. Les Irlandais le détestent déjà comme une *malencontre* pour la constitution anglaise (car il ne mérite pas le nom d'ennemi)(22). Ils le recevront sans doute comme un homme qu'on leur a impudemment jeté à la tête, c'est-à-dire avec indignation et mépris. Quant à vous, milord, qui peut-être n'êtes que l'aveugle et malheureux instrument de lord Bute et de la princesse de Galles, soyez assuré qu'on vous demandera compte de l'avis qui a été donné, et que vous devrez dévoiler vos complices, ou que vous serez immolé à leur sûreté.

JUNIUS.

LETTRE XLI.

Au très-honorable lord Mansfield.

Le 14 novembre 1770.

MILORD,

L'apparition de cette lettre piquera la curiosité du public , et attirera même votre attention. Je suis considérablement endetté avec vous , et je vais tâcher de solder tout d'un coup notre compte. Acceptez ces pages , milord , comme un prologue de scènes plus importantes où vous serez probablement appelé à jouer un rôle soit actif , soit passif.

Vous ne mettrez pas en doute ma véracité , si je vous assure que ce n'est pas par l'effet d'un respect particulier pour votre personne , que je me suis abstenu si long-temps de m'occuper de vous. Outre les malheurs et les dangers qui menacent *la presse* (23), lorsque vous êtes partie intéressée , et que cette partie doit être juge , j'avoue

que j'ai été arrêté par la difficulté de la tâche. Notre langue n'a point de terme de reproche, notre esprit pas d'idée de haine qui ne vous aient été heureusement appliqués; tout est épuisé à cet égard. Ample justice a été rendue en détail, par des plumes plus habiles que la mienne, à vos actions et à votre caractère. Je me bornerai humblement à rassembler les parfums épars, jusqu'à ce que leurs vertus combinées offensent l'odorat.

Permettez-moi de commencer par payer un juste tribut à la sincérité écossaise, quelque part que je la trouve. J'avoue que je ne suis pas porté à me fier aux protestations des messieurs de ce pays; et, quand je les vois sourire, je me sens involontairement disposé à me garder de quelque mauvais tour. D'après cette opinion générale d'une nation ancienne, j'ai toujours regardé comme beaucoup à votre honneur que, dans vos premières années, vous n'ayez été guère infecté de la prudence de votre pays. Vous eûtes des affections que vous saisîtes toutes les occasions d'avouer. L'esprit libéral de votre jeunesse triompha de votre discrétion native. Vous exprimiez votre zèle pour la cause d'un prince malheureux avec toute la sincérité qu'inspire le vin, et même vous accompagniez vos protestations de

certaines pratiques de la religion *. Je pense que c'est là le point de vue le plus flatteur sous lequel se soit montré votre caractère. Comme un honnête homme, vous adoptâtes en politique le parti qu'on devait s'attendre à vous voir épouser d'après votre naissance, votre éducation, votre pays et vos liaisons. Il y avait quelque chose de généreux dans votre attachement à la maison proscrite des Stuarts. Nous déplorons les erreurs d'un homme de bien, et nous ne commençons à le détester qu'au moment où il affecte de renoncer à ses principes. Pourquoi ne conservâtes-vous pas cette fidélité que vous aviez jadis professée ? Pourquoi ne suivîtes-vous pas l'exemple de votre digne frère ** ? Vous auriez pu partager avec lui l'honneur de posséder la confiance du Prétendant ; vous auriez pu, comme lui, conserver votre réputation intacte, et je pense que l'Angleterre se serait passée de vous sans regret. Vos amis diront peut-être que, bien que vous ayez déserté la fortune de votre seigneur *lige* (24), vous êtes demeuré fermement attaché

* L'homme en question fut toujours un violent jacobite. Lord Ravensworth prouva, de la manière la plus positive, qu'il s'était souvent mis à genoux pour boire à la santé du Prétendant.

** Ce frère était secrétaire intime du Prétendant.

aux principes qui firent chasser son père du trône ; que , sans soutenir ouvertement la personne , vous avez rendu des services essentiels à la cause , et que vous vous êtes consolé de la perte d'une famille chérie , en faisant revivre et mettant en pratique les maximes de son gouvernement. C'est ainsi que l'esprit d'un Écossais pallie les fautes de son cœur. Milord , je reconnais la vérité de votre défense , et je la trouve dans toute votre conduite. Je vois , dans tout le cours de votre vie , un plan uniforme pour étendre le pouvoir de la couronne aux dépens de la liberté des citoyens. Vos pensées , vos paroles et vos actions ont été constamment dirigées vers cet objet. Par mépris ou par ignorance de la loi commune de l'Angleterre , vous vous êtes étudié à introduire dans la cour que vous présidez des maximes de jurisprudence inconnues aux Anglais. Le Droit romain , la loi des nations , et l'opinion des publicistes étrangers sont perpétuellement votre thème ; mais qui jamais vous entendit citer avec approbation la *Magna Charta* ou le bill des droits ? C'est par des artifices aussi perfides qu'on altéra d'abord la noble simplicité et l'esprit libéral de nos lois saxonnes. La conquête normande ne fut pas complète , jusqu'à ce que des légistes normands eussent introduit

leurs lois chez nous , et réduit l'esclavage en système. Ce principe fondamental dirige toute votre interprétation des lois, et explique votre manière de traiter les jurys. Ce n'est pas seulement dans les questions politiques (car là on pourrait pardonner au courtisan), mais dans quelque cause que ce soit, vous mettez votre esprit à la torture, soit pour restreindre le pouvoir du jury, soit pour égarer sa raison. J'en appelle, pour la vérité de cette assertion, à la doctrine que vous avez exposée dans la cause de lord Grosvenor. Un procès pour adultère ayant été intenté par un pair du royaume à un prince du sang, vous fûtes assez hardi pour dire aux jurés qu'en fixant les dommages et intérêts, ils ne devaient avoir aucun égard à la qualité ni à la fortune des parties; que c'était un procès entre A et B; qu'ils devaient considérer l'offense sous le point de vue moral seulement, et ne pas accorder de plus grands dommages et intérêts à un pair du royaume qu'au plus humble artisan. Je n'essaierai pas de réfuter une doctrine qui, si l'on prétend lui donner force de loi, porte le caractère d'absurdité le plus évident; mais si vous avez entendu la présenter comme l'exposé de votre croyance politique, elle est claire et conséquente. Sous un gouvernement arbitraire, tous les rangs et toutes les conditions

sont confondus ; l'honneur d'un noble n'est pas plus considéré que la réputation d'un paysan ; car, sous des livrées différentes , ils sont également esclaves.

Nous vous voyons , jusque dans les matières civiles , montrer le même penchant à vous écarter des décisions de vos prédécesseurs , que vous devriez certainement recevoir comme preuves de la loi commune. Au lieu de ces règles certaines et positives d'après lesquelles le jugement d'un tribunal devrait invariablement être décidé, vous avez mal à propos introduit vos notions vagues d'équité et de justice. Les décisions rendues sur de tels principes n'alarment pas le public autant qu'elles le devraient , parce qu'on n'observe pas , et qu'on ne prend point garde aux conséquences et à la tendance de chacune d'elles en particulier. Pendant ce temps , la coutume s'établit ; la cour du banc du roi devient une cour d'équité (25), et le juge , au lieu de consulter strictement la loi du pays , s'en rapporte seulement à la sagesse de la cour et à la pureté de sa propre conscience. Le nom du juge Yates réveillera naturellement dans votre âme quelques unes de ces émotions de crainte et de haine avec lesquelles vous l'avez toujours envisagé. Ce grand jurisconsulte , cet honnête homme vit votre con-

duite sous le même jour que moi. Après plusieurs années d'une vaine résistance aux principes pernicioeux établis par vous et constamment soutenus par vos humbles amis qui siégeaient sur les bancs de la justice, il résolut de quitter une cour aux actes et aux décisions de laquelle il ne pouvait adhérer avec honneur, ni s'opposer avec succès.

L'injustice faite à un individu est quelquefois avantageuse au public *. Les faits sont beaucoup plus capables de nous alarmer que les principes les plus dangereux. Les souffrances et la fermeté d'un imprimeur ont réveillé l'attention publique. Vous vîtes que votre conduite ne pourrait soutenir une enquête parlementaire, et vous espérites l'éviter en faisant de votre dignité le sacrifice le plus bas et le plus vil qu'ait jamais fait un magistrat supérieur. Où étaient votre fermeté et cet esprit vindicatif dont nous avons vu tant d'exemples, lorsqu'un homme aussi peu considérable que Bingley a pu vous forcer d'avouer, à la face de notre pays, que, pendant deux ans,

* L'oppression d'un citoyen obscur donna naissance au fameux acte d'*habeas corpus*, dans la trente-unième année du règne de Charles II; acte qui est souvent regardé comme une seconde *Magna Charta*.

vous aviez illégalement privé un citoyen anglais de sa liberté, et qu'à la fin il triomphait de vous? Au reste, milord, j'avoue que les gens de votre caractère ne sont pas rares. Les femmes, et beaucoup d'hommes ainsi que les femmes, sont timides, vindicatifs et irrésolus. Leurs passions se combattent entre elles, et rendent la même personne tantôt haïssable et tantôt méprisable. J'imagine, milord, que quelque temps s'écoulera avant que vous n'osiez emprisonner un autre Anglais pour avoir refusé de répondre à des interrogatoires*.

La doctrine que vous avez constamment exposée dans les cas de libelles est une autre forte preuve du plan que vous avez formé de restreindre le pouvoir légal des jurys, et d'attirer à l'arbitrage de la cour des questions inséparables du fait. Ici, milord, vous avez la fortune pour vous. Quand vous envahissez les attributions du jury,

* Bingley fut emprisonné pour avoir refusé de subir aucun interrogatoire. Il demeura en prison deux ans, au bout desquels le gouvernement pensa que cette affaire pourrait occasionner quelque plainte sérieuse; en conséquence, on le mit dehors aussi récalcitrant qu'il l'était quand on l'emprisonna. Il sortit chargé de tous ses péchés, et sans en avoir été lavé. Il y eut un combat de politesse entre la cour et le procureur-général pour savoir qui encourrait le ridicule d'ouvrir la porte au prisonnier.

en matière de libelle , vous attaquez de fait la liberté de la presse , et , d'un seul coup , vous frappez deux de vos plus grands ennemis. Dans quelques cas , vous avez réussi , parce que les jurés sont trop souvent ignorans sur l'étendue de leurs droits , et trop disposés à se laisser imposer par l'autorité du chef de la justice. Dans les autres procès criminels , la méchanceté de l'intention est incontestablement autant un sujet d'examen pour le jury que la certitude du fait. Si l'on établit une doctrine différente dans les cas de libelles , pourquoi ne l'étendrait-on pas à tous les cas criminels , même aux crimes capitaux ? Je ne vois pas de raison (et j'ose dire que vous conviendrez avec moi qu'il n'y en a pas de bonne) pour que la vie du citoyen soit plus protégée que sa liberté ou sa propriété. Pourquoi jouiriez-vous du plein pouvoir de mettre au pilori , de frapper d'amende et d'emprisonner , et ne jouiriez-vous pas de celui de déporter ou de faire pendre ? Avec votre fertile génie et votre cœur miséricordieux , je conçois une manière d'exercer le pouvoir que vous avez ; laquelle ne pourrait guère être aggravée par celui que vous n'avez pas.

Mais , milord , puisque vous avez travaillé (et non sans succès) à détruire le fond de la

procédure, pourquoi souffririez-vous que la forme du *verdict* subsistât ? Pourquoi forcer douze hommes probes à violer leur serment d'une manière patente, pour prononcer que leur concitoyen est coupable, lorsque presque au même moment vous les empêchez d'examiner la seule circonstance qui, aux yeux de la loi et de la raison, constitue le crime ; savoir, la méchanceté ou l'innocence de l'intention ? Mais je vous comprends, milord ; si vous réussissiez à rendre le jugement par jury inutile et ridicule, vous pourriez alors, avec plus de sûreté, faire présenter au parlement un bill pour étendre la juridiction de la cour, et appliquer votre procédure favorite par interrogatoire à toutes les questions qui intéressent la vie ou la liberté d'un citoyen anglais (26).

Votre exposé au jury, dans le procès intenté contre Almon et Woodfall, contredit les premières autorités en jurisprudence, ainsi que les préceptes les plus clairs de la raison. Dans la cause de Miller, et plus particulièrement encore dans celle de Baldwin, vous avez fait un pas de plus ; vous vous êtes grossièrement contredit vous-même. Vous savez peut-être, quoique je ne veuille pas vous insulter par un appel à votre expérience, vous savez peut-être que le langage

de la vérité est uniforme et conséquent. Pour s'en écarter sûrement, il faut de la mémoire et de la prudence. Dans les deux derniers procès, vous avez commencé votre allocution aux jurés en les assurant qu'ils n'avaient rien à faire avec la loi; qu'ils devaient établir le fait tout simplement, et ne pas s'inquiéter des conséquences légales qu'on en pourrait tirer, ni du degré de culpabilité de l'accusé. Jusque-là, vous fûtes conséquent à votre coutume antérieure; mais comment justifierez-vous la fin de votre discours? Vous dites aux jurés que, si, après tout, ils voulaient prendre sur eux de décider le point de droit, *ils le pouvaient*, mais qu'il fallait qu'ils fussent bien sûrs de décider conformément à la loi; car cela intéressait leur conscience, et qu'ils décidaient à leurs risques et périls. Si je comprends bien votre première proposition, vous avez prétendu affirmer que les jurés n'étaient pas juges compétens du point de droit dans un procès criminel pour cause de libelle; que ce point ne tombait pas dans leur juridiction, et que pour eux, la méchanceté ou l'innocence des intentions de l'accusé était une question *coram non judice*. Mais la seconde proposition écarte toutes les difficultés que vous avez accumulées, et rétablit le jury dans toutes ses attributions

judiciaires. Vous faites dépendre la compétence de la cour de la légalité de la décision *. Dans le premier cas, vous niez absolument le pouvoir; dans le second, vous l'admettez, pourvu qu'il soit légalement exercé. Maintenant, milord, sans prétendre concilier les distinctions de Westminster-Hall (27) avec les simples lumières du sens commun ou la rectitude d'un bon argument, je serai entendu de vous quand j'affirmerai que si un jury, ou toute autre cour de justice (car les jurés sont juges), n'a pas le droit de discuter un cas ou une question de jurisprudence, il est indifférent que leur décision soit ou non conforme à la loi. Leur décision par elle-même est une pure nullité; les parties ne sont pas obligées de s'y soumettre; et si le jury court quelque risque d'être puni, ce n'est pas pour avoir rendu un *verdict* illégal ou acheté, mais pour s'être mêlé de décider un point sur lequel il n'avait pas d'autorité légale **.

* C'est absolument le contraire de la doctrine qu'il a toujours soutenue dans la chambre des lords et ailleurs, sur la décision relative à l'élection de Middlesex. Il a invariablement affirmé que la décision devait être légale, parce que la cour était compétente; et jamais on n'a pu le décider à entrer plus avant dans la question.

** Ces procès iniques ont coûté 6,000 liv. sterling au meilleur des princes, et se sont terminés tout-à-fait à la honte

Je ne puis abandonner ce sujet sans vous rappeler le nom de M. Benson. Vous avez, sans présenter d'objection légale, ordonné d'écarter un juré spécial dans une cause intentée au nom du Roi. La nouveauté du fait exigeait une explication. Condescendez-vous à dire au public par quelle loi ou quelle coutume vous étiez autorisé à exercer la récusation péremptoire envers un juré? Les parties, il est vrai, ont ce pouvoir; et comme vous vous êtes accoutumé à réunir les deux caractères de juge et de partie, peut-être le réclamez-vous en vertu de la nouvelle qualité que vous avez usurpée, et voulez-vous tirer avantage de votre tort. Je crains que le délai dans lequel vous pouviez être puni, pour cette audacieuse tentative de composer arbitrairement un jury, ne soit écoulé; mais aucun laps de temps n'en effacera le souvenir.

Le mal que vous avez fait à notre pays ne se borne pas à votre interprétation des lois. Vous êtes ministre, milord; et, comme tel, vous avez

des accusateurs. Dans le cours d'un de ces procès, le juge Aston eut l'impudence sans égale de dire à M. Morris (homme dont l'honneur et la probité sont incontestables, et qui déposait sous serment) qu'il n'aurait guère égard à toutes les déclarations qu'il pourrait faire.

été long-temps consulté. Examinons de bonne foi l'usage que vous avez fait de votre influence ministérielle. Je ne descendrai pas à de petits détails ; j'arriverai tout d'un coup à ces points importants sur lesquels on attendait votre décision, et qui, jusqu'à ce qu'on eût votre opinion, tenaient une grande partie de la nation en suspens. Une question constitutionnelle s'élève sur une déclaration de la loi du parlement, déclaration par laquelle on suppose que le pouvoir électoral et les droits des citoyens ont été usurpés. On accuse les serviteurs du Roi de violer la constitution ; la nation est agitée ; les hommes les plus habiles de chaque parti entrent en lice sur cette question et déploient tous leurs talens pour la discuter. Quelle part l'honnête lord Mansfield a-t-il prise à ce grand débat ? Comme juge éminent, son opinion aurait été respectée ; comme pair, il avait le droit de demander une audience à son souverain, et de l'informer que ses ministres prenaient des mesures inconstitutionnelles. Dans d'autres occasions, milord, vous n'avez éprouvé aucune difficulté à pénétrer dans le cabinet du Roi. Votre prétendue neutralité, votre affectation de n'appartenir à aucun parti ne sauveront point votre réputation. Dans des questions purement politiques, un honnête

homme peut rester neutre ; mais les lois et la constitution sont la propriété générale de tous les citoyens ; ne pas défendre c'est abandonner ; et quel est l'homme assez insensé pour renoncer à sa part d'une prise commune , à moins qu'il n'espère gagner à un nouveau partage du butin ? Comme lord et membre de la chambre haute du parlement , vous avez été souvent appelé à condamner ou à défendre la nouvelle loi déclarée par la chambre des communes. On vous vit affecter d'avoir des scrupules , et l'on employa tous les expédiens imaginables pour les dissiper. La question vous fut présentée sous mille faces différentes. Votre prudence vous fournit toujours les moyens de l'éluder ; votre résolution fut invincible. Pour ma part , je ne suis point avide de pénétrer ce grand secret ; peu m'importe de savoir à la sagesse de qui vous l'avez confié , ou à quelle époque vous l'emporterez avec vous dans le tombeau *. Vous avez trahi votre opinion par les soins mêmes que vous avez pris pour la cacher. Ce n'est pas de lord Mansfield qu'on attend quelque réserve à dé-

* Il dit , dans la chambre des lords , qu'il croyait qu'il emporterait son opinion au tombeau. Le bruit courut dans la suite qu'il l'avait confiée , sous le sceau du secret , au spirituel duc de Cumberland.

clarer ses vrais sentimens en faveur du gouvernement ou contre les intérêts du peuple ; il ne nous est pas non plus difficile d'expliquer les mouvemens d'une âme timide et déshonnéte , qui n'a ni assez de vertu pour rendre hommage à la vérité , ni assez de courage pour la contredire. Vous continuez , cependant , de soutenir un ministère que vous savez être généralement haï , et dont vous-même , dans quelques occasions , parlez avec mépris ; vous voudriez bien qu'on crût que vous n'avez aucune part au gouvernement , tandis qu'en réalité vous êtes le grand ressort de la machine. Ici , nous reconnaissons encore la petite politique prudente d'un Écossais. Au lieu de jouer le rôle franc et généreux qui convient à votre rang et à votre place , vous vous glissez furtivement dans le cabinet du Roi , et vous donnez à votre souverain des avis que vous n'avez le courage ni d'avouer , ni de défendre. Vous accaparez secrètement le pouvoir ministériel en même temps que vous refusez le titre de ministre ; et , bien que vous n'osiez pas être chancelier , vous savez bien vous assurer les émolumens de la place. Les sceaux doivent-ils être pour toujours en commission (28) , afin que vous puissiez jouir d'un revenu annuel de cinq mille livres sterling ? Pardon , milord , je me trompe ;

la frayeur s'est emparée de vous à la fin , et vous a forcé de résigner vos fonctions. L'odieux de continuer à présider la chambre des lords , à de telles conditions , était trop fort pour y résister. Quelle multitude de passions mauvaises sont forcées de céder à une infirmité constitutionnelle ! Mais , bien que vous en ayez abandonné le salaire , vous vous arrogez toujours les droits d'un ministre. Votre conduite , à ce qu'il semble , a besoin d'être défendue dans le parlement. Pour quel autre motif , votre malencontreux ami , ce misérable sergent (29) , aurait-il été posté dans la chambre des communes ? M. Leigh a-t-il assez de talens pour défendre le grand lord Mansfield , ou n'est-il que le polichinelle qui parle comme il est soufflé par le joueur de marionnettes caché derrière le rideau ?

Dans les affaires publiques , milord , la ruse , si habilement combinée qu'elle soit , ne conduit pas un homme à bien. Semblable à la fausse monnaie , elle peut avoir cours pendant quelque temps , mais elle est bientôt décriée. Elle ne saurait s'accorder avec un esprit libéral , bien qu'on la trouve parfois alliée à des talens extraordinaires. Lorsque je rends hommage aux vôtres , milord , vous pouvez me croire sincère. Je déplore l'infirmité de la nature humaine ,

quand je vois un homme doué comme vous l'êtes, descendre à de si viles manœuvres. Toutefois, ne souffrez pas que votre vanité vous console trop tôt. Croyez-moi, mon bon lord, on ne vous admire pas autant que l'on vous déteste. Il n'y a que la partialité de vos amis qui puisse trouver que les vices de votre cœur sont compensés par la supériorité de votre esprit. Nul homme instruit, même parmi votre confrérie, ne vous croit fait pour présider une cour qui juge d'après la loi commune. On convient, au reste, que, sous Justinien, vous auriez été un préteur incomparable. Il est assez remarquable (mais non d'un mauvais présage, au moins je l'espère) que les lois que vous entendez le mieux et les juges que vous affectez d'admirer le plus, brillèrent au déclin d'un grand Empire, à la chute duquel on suppose qu'ils ont contribué.

Ici, milord, il est à propos que nous nous arrêtions tous deux. Ce n'est pas pour mon intérêt que je vous engage à considérer combien votre position est délicate. Prenez garde de vous abandonner à la première impulsion de votre ressentiment. Ce papier est livré au public et ne peut plus être retiré. La persécution que vous dirigeriez contre un innocent imprimeur ne saurait changer des faits ni réfuter des argumens. Ne

me fournissez pas de nouveaux matériaux contre vous. Un honnête homme, ainsi que la vraie religion nous l'enseigne, en appelle à la raison, ou se repose modestement sur le témoignage intérieur de sa conscience. L'imposteur emploie la force au lieu du raisonnement, impose silence quand il ne peut convaincre, et établit sa réputation à la pointe de l'épée.

JUNIUS.

LETTRE XLII.

A l'Editeur du Public Advertiser.

Le 30 janvier 1771.

MONSIEUR,

Si nous nous rappelons de quelle manière les amis du Roi ont constamment travaillé, nous n'aurons pas lieu d'être surpris du degré d'avisement où peut être tombé le nom anglais autrefois si respecté. Les soins de Sa Majesté n'embrassent absolument que ce qui concerne les lois et la constitution de notre pays. Dans son âme royale, il ne reste de place ni pour le ressentiment, ni pour des dispositions hostiles envers les ennemis naturels de sa couronne. Le système du gouvernement est uniforme; la violence et l'oppression au dedans ne peuvent être soutenues que par la perfidie et la soumission au dehors. Quand les droits civils du peuple sont audacieusement envahis d'un côté, que pou-

vons-nous attendre, si ce n'est que ses droits politiques soient abandonnés et trahis, en même proportion de l'autre? Le plan de politique intérieure qui a été invariablement suivi depuis l'avènement de Sa Majesté au trône, absorbe toute l'attention de ses serviteurs. Ils savent que la sûreté de leurs places dépend de leur constance à maintenir, coûte qui coûte, le système secret du cabinet royal. Une guerre étrangère pourrait embarrasser le ministre, un événement malheureux pourrait le perdre, et renverser tout le profond système de politique auquel lui et ses associés doivent leurs emplois. Plutôt que de souffrir que l'exécution de ce système soit retardée ou suspendue, on a conseillé au Roi de faire un abandon public, un sacrifice solennel, à la face de toute l'Europe, non-seulement des intérêts de ses sujets, mais même de sa réputation personnelle et de la dignité d'une couronne que ses prédécesseurs ont portée avec honneur. Ce sont des paroles dures, monsieur; mais elles sont justifiées par les faits et les raisonnemens.

Le roi de la Grande-Bretagne avait été pendant quelques années en possession d'une île (30) sur laquelle les ministres eux-mêmes ont plusieurs fois affirmé que les Espagnols n'avaient aucun droit. L'importance de cette île n'est pas mise

en question. S'il en était ainsi, on pourrait s'en former une meilleure idée d'après les opinions de lord Anson et de lord Egmont, et l'inquiétude des Espagnols, que d'après quelques fausses insinuations répandues par des hommes dont l'intérêt est de déprécier un domaine qu'ils sont décidés à abandonner. Les prétentions de l'Espagne devinrent le sujet d'une négociation entre les deux cours. Elles furent discutées, mais non admises. Dans ces circonstances, le roi d'Espagne renonce à une négociation amicale et en appelle sur-le-champ à l'épée. L'expédition contre Port-Egmont ne paraît pas avoir été une entreprise soudaine et mal concertée ; elle semble avoir été conduite, non-seulement avec les précautions militaires d'usage, mais encore dans toutes les formes et avec toutes les cérémonies pratiquées à la guerre. On emploie d'abord une frégate à reconnaître la force que nous avons ; puis on envoie un message par lequel on demande à prendre sur-le-champ possession de la place au nom de Sa Majesté Catholique, et l'on somme nos gens de l'évacuer ; à la fin une force militaire se présente et contraint la garnison à se rendre. Une capitulation en règle s'ensuit, et le bâtiment de Sa Majesté qu'on aurait pu tout au moins laisser partir sur-le-champ pour trans-

porter nos troupes , est retenu dans le port pendant vingt jours , et on lui enlève son gouvernail. Cette série de faits ne présente aucune apparence de témérité ou d'insubordination de la part du gouverneur espagnol. Au contraire, tout le plan semble avoir été formé et exécuté en conséquence d'ordres mûrement délibérés , et d'instructions en règle de la cour d'Espagne. M. Buccarelli n'est pas un pirate et n'a point été traité comme tel par ceux qui l'ont employé. Je sens ce qu'exige l'honneur d'un galant homme , quand j'affirme que notre Roi lui doit une réparation éclatante. Où s'arrêtera donc l'humiliation de notre pays ? Un roi de la Grande-Bretagne , non content de se mettre de niveau avec un gouverneur espagnol , s'abaisse jusqu'à faire une injustice notoire à ce gouverneur. Pour sauver sa propre réputation, on lui a conseillé de diffamer celle d'un brave officier , et de le traiter comme un brigand , lorsqu'il savait , de science certaine , que M. Buccarelli avait agi conformément aux ordres qu'il avait reçus , et n'avait absolument fait que son devoir. C'est ainsi qu'il en arrive dans la vie privée , avec un homme qui n'a ni courage ni honneur. Un de ses égaux ordonne à un domestique de le frapper. Au lieu de rendre le coup au maître , il

Le Roi dit : « L'honneur de ma couronne et les droits de mon peuple, sont profondément blessés. » L'espagnol répond : « Je vous rends la possession ; mais je persiste à réclamer mon droit antérieur, me réservant à le faire valoir dans une occasion plus favorable. »

On lit dans le discours : « J'ai demandé une satisfaction immédiate, et si j'échoue, je suis préparé à me faire justice moi-même. » Cette demande d'une satisfaction immédiate doit avoir été expédiée à Madrid le 12 septembre ou quelques jours après. Elle a certainement été rejetée ou éludée, et le Roi ne s'est pas fait justice. Quand le premier magistrat parle à la nation, on devrait apporter quelque soin à lui conserver une apparence de véracité.

Le discours ajoute : « Je ne discontinuerai pas mes préparatifs jusqu'à ce que j'aie reçu une réparation proportionnée à l'injure. » Si l'on peut compter sur cette assurance, quelle énorme dépense va être supportée indéfiniment par notre malheureux pays ! La restitution d'une possession et la réparation d'une injure sont aussi différentes matériellement que verbalement. L'acte même d'une restitution peut contenir, comme cela est palpable dans ce cas, un hon-teux surcroît d'injure. Un homme de cœur ne

mesure pas un outrage sur le dommage positif qu'il en a éprouvé ; il considère le principe d'où l'insulte dérive ; il se montre blessé de la supériorité qu'on affecte à son égard, et repousse avec indignation les prétentions que son adversaire cherche à faire valoir et le droit qu'il voudrait le forcer à reconnaître.

Les motifs sur lesquels le roi d'Espagne se décide à la restitution sont, s'il est possible, plus insolens et plus humilians pour notre souverain que la déclaration conditionnelle qui l'accompagne. Après avoir mis quatre mois à examiner si l'expédition a été ou non entreprise par ses ordres, il condescend à désavouer ce qu'on a fait et à rendre l'île, non par respect pour la justice, non par égard pour Sa Majesté britannique, mais simplement d'après la persuasion où il est des sentimens pacifiques du roi de la Grande-Bretagne.

A ce compte, si notre Roi avait montré le courage d'un homme, s'il avait fait la demande formelle d'une satisfaction, le roi d'Espagne lui aurait répondu par un refus formel. Mais pourquoi cette mention inconvenante et ridicule des intentions pacifiques du roi de la Grande-Bretagne ? Out-elles jamais été mises en question ? A-t-il été l'agresseur ? Attaque-t-il les puissan-

ces étrangères sans provocation ? Résiste-t-il ; même quand on l'insulte ? Non , monsieur ; si quelques idées de querelle et d'hostilité sont entrées dans sa tête royale , elles ont une toute autre direction. Les ennemis de l'Angleterre n'ont rien à en redouter.

Après tout , monsieur , à quelle espèce de désaveu le roi d'Espagne a-t-il enfin consenti ? Supposé qu'il eût été fait en temps convenable , il aurait dû être accompagné d'une restitution immédiate ; et si M. Buccarelli eût agi sans ordre , il aurait mérité la mort. Maintenant , monsieur , au lieu d'une restitution immédiate , nous avons eu quatre mois de négociations ; et l'officier dont l'action est désavouée , retourne à la cour et est comblé d'honneurs.

Si l'on considère la situation actuelle de l'Europe , la perfidie des serviteurs du Roi , et particulièrement de lord North qui prend tout sur lui , paraîtra sous les couleurs les plus fortes. Nos alliés étaient maîtres de la Méditerranée. L'aversion du roi de France pour la guerre , et le dérangement de ses affaires sont notoires. Il est maintenant en état d'hostilité avec son peuple. Le roi d'Espagne l'a en vain sollicité de prendre part à la querelle contre nous. Ses finances étaient dans le dernier désordre , et il était pro-

bable que ses troupes auraient assez à faire à l'intérieur. Dans ces circonstances nous eussions pu dicter la loi à l'Espagne. Il n'y a pas de conditions auxquelles elle n'eût été forcée de se soumettre. Au pis aller, une guerre avec l'Espagne seule promettait les plus brillans avantages. Elle aurait du moins produit immédiatement un bon effet. La défection de la France aurait irrité son alliée, et selon toute probabilité, rompu *le pacte de famille*. La scène a changé d'une manière fatale. L'avantage est perdu; l'occasion la plus favorable est manquée. Par la suite nous pourrons en sentir le prix. Quand le roi de France sera réconcilié avec ses sujets, quand le roi d'Espagne aura achevé ses préparatifs, quand toutes les forces de la maison de Bourbon nous attaqueront à la fois, le Roi lui-même pourra juger de la sagesse ou de l'imprudence de sa conduite actuelle. Selon toutes les probabilités qu'offre le raisonnement, nous pouvons sans crainte avancer qu'une occurrence qui menace jusqu'à l'existence de notre pays a été sciemment préparée et amenée par notre ministère. Je ne sais jusqu'à quel point on peut exciter le peuple à la résistance, sous le ministère actuel; mais ce que je sais avec certitude, c'est que si ce ministère, ou quelque autre du même genre,

continue de nous gouverner, il importe peu que nous soyons ou non une nation conquise. *

Après m'être avancé si loin sur la route des faits, il doit m'être permis maintenant d'errer un peu dans le champ de l'imagination. Bannissons de notre esprit la persuasion que ces événemens sont arrivés sous le règne du meilleur des princes. Considérons-les simplement comme les élémens d'une fable dans laquelle nous supposerions qu'il s'agit du Roi de quelque autre pays. J'entends violer toutes les lois de la probabilité, en sup-

* L'acceptation par le Roi de la déclaration de l'ambassadeur espagnol est rédigée dans un français barbare, et signée du comte de Rochford. Ce lord diplomate a passé sa vie dans l'étude et la pratique de l'étiquette, et est regardé comme un habile maître de cérémonies. Je ne veux pas l'insulter par quelque allusion à la grammaire ou au sens commun. S'il était seulement au fait des formes ordinaires de son emploi, je le regarderais comme aussi propre à le remplir qu'aucun des serviteurs de Sa Majesté. On prie le lecteur de faire attention à la manière dont lord Rochford certifie un acte public: « En foi de quoi, moi soussigné, un des principaux secrétaires d'État de Sa Majesté Britannique, ai signé la présente de ma signature ordinaire, et à icelle fait apposer le cachet de nos armes. » En trois lignes il n'y a pas moins de sept fautes de concordance; mais cet homme ne connaît pas même le style de sa place; sans cela il aurait dû: « Nous soussigné, secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique, avonssigné, etc. »

posant que ce Roi imaginaire , après s'être volontairement déshonoré aux yeux de ses sujets , viendrait enfin à avoir la conscience de son déshonneur ; qu'il apercevrait le piège que lui ont tendu ses ministres , et sentirait une étincelle de honte s'allumer dans son cœur. Le rôle qu'il serait obligé de jouer alors le remplirait de confusion. Il devrait dire aux membres de son parlement : « Je vous ai réunis pour recevoir vos
« avis , et je ne vous ai jamais demandé votre
« opinion ; » aux négocians : « J'ai entravé votre commerce , j'ai enlevé les matelots de vos
« navires , je vous ai accablés sous le poids des
« assurances ; » au propriétaire foncier : « Je
« vous ai présenté la guerre comme très-probable , quand j'étais résolu à me soumettre à
« toutes conditions d'accommodement ; je vous
« ai extorqué de nouvelles taxes avant qu'il fût
« possible d'en avoir besoin , et je suis maintenant incapable d'en justifier l'emploi ; » aux créanciers de l'État : « J'ai livré vos fortunes
« aux étrangers et aux plus vils de vos compatriotes. » Peut-être ce prince repentant finirait-il par un avenu général adressé ainsi à toute la nation : « J'ai plongé toutes les classes de
« mes sujets dans l'inquiétude et la détresse , et
« je ne leur ai rien offert en retour , que la cer-

« titude du déshonneur national , une trêve armée et une paix sans sécurité. »

Tous ces comptes réglés , il resterait encore à s'adresser à la marine et à l'armée. Le Roi dirait aux marins : « Vous fûtes jadis la terreur du monde ; mais retournez dans vos ports mar- chands : un homme déshonoré comme moi n'a pas besoin de vos services. » Il n'est pas probable qu'il voulût reparaitre devant ses soldats , même dans la pacifique cérémonie d'une revue. * Mais partout où il se montrerait , on lui arracherait cet humiliant aveu : « J'ai reçu un coup , et je n'ai pas eu le courage de m'en venger. J'ai demandé satisfaction , et j'ai accepté une déclaration dans laquelle le droit de me battre encore est soutenu et confirmé. » Sur sa figure au moins , on pourrait lire ce langage , et ses gardes même rougiraient pour lui.

Mais revenons à notre raisonnement. Il semble que le ministère travaille à tracer une ligne de démarcation entre l'honneur de la couronne et les droits du peuple. Cette idée nouvelle n'a encore été mise en avant que dans le discours ; car dans la réalité ces deux objets ont été également

* C'est une erreur. Il paraît tous les jours devant eux avec la marque d'un coup sur son visage. *Proh pudor !*

sacrifiés. Je ne comprends ni cette distinction , ni l'usage que le ministère se propose d'en faire. L'honneur du Roi est l'honneur du peuple. Leurs intérêts sont aussi les mêmes : je ne dispute pas pour un vain point d'honneur. Un caractère pur et sans tache comprend non-seulement l'intégrité qui ne commet pas d'outrages, mais encore le courage qui n'en souffre pas ; et, soit que ce caractère appartienne à un individu ou à une société, il est le fondement de la paix, de l'indépendance et de la sûreté. Le crédit privé est richesse, l'honneur public est sûreté. Les plumes qui parent l'oiseau royal le soutiennent dans son vol. Dépouillez-le de son plumage et vous l'enchaînez à la terre.

JUNIUS.

LETTRE XLIII.

A l'Éditeur du Public Advertiser.

Le 6 février 1771.

MONSIEUR,

J'espère que votre correspondant Junius s'occupe à quelque chose de mieux qu'à réfuter ou même à lire les critiques d'un journal. C'est une tâche dont ses amis devraient l'affranchir, dans le cas où il serait porté à l'entreprendre. D'après ce principe, je me chargerai de répondre à Anti-Junius d'une manière plus propre à le convaincre qu'à le satisfaire. N'osant pas attaquer le corps de la dernière lettre de Junius, il est tout fier d'avoir surpris un poste avancé, et d'avoir coupé un argument isolé, une proposition détachée en sentinelle perdue; mais, même dans cette guerre de chicane, il sera défait.

Junius ne parle pas de la nation espagnole comme de l'ennemie naturelle de l'Angleterre. Il applique cette dénomination avec une vérité et une justice rigoureuses à la cour d'Espagne.

Du moment qu'un prince de la maison de Bourbon monta sur le trône de ce royaume, tout le système du gouvernement fut interverti et devint hostile pour notre pays : l'unité de possession amena l'unité de politique : Louis XIV eut raison de dire à son petit-fils : « Il n'y a plus de Pyrénées. » L'histoire du siècle présent offre continuellement la confirmation de cette prophétie.

L'assertion portant que la violence et l'oppression au dedans ne peuvent être soutenues que par la perfidie et la soumission au dehors, s'applique à un peuple libre dont on envahit les droits, et non au gouvernement d'un pays où le prince est, à la connaissance de tout le monde, investi d'un pouvoir despotique ou absolu ; appliquée de la sorte, l'assertion est vraie. Un monarque absolu n'ayant rien qui l'occupe à l'intérieur, doit naturellement maintenir l'honneur de sa couronne dans toutes ses relations avec les puissances étrangères. Mais en supposant que le souverain d'un peuple libre eût le dessein de se rendre absolu, il serait en contradiction avec lui-même s'il souffrait que ses projets fussent suspendus ou entravés par une guerre étrangère, à moins que cette guerre, comme cela peut arriver dans certains cas, ne tendit à favoriser son principal

dessein. Des trois exemples qu'Anti-Junius cite comme exceptions à cette règle générale de conduite, celui d'Olivier Cromwell est le seul qu'on pouvait citer avec raison. Henri VIII, par le fait de la soumission de son parlement, fut un prince aussi absolu que Louis XIV. Le gouvernement de la reine Élisabeth ne fut pas oppressif pour le peuple ; quant aux guerres qu'elle fit, on peut les regarder comme ayant été inévitables. L'honneur national n'était point en question. Elle se vit forcée de combattre pour défendre sa personne et ses droits à la couronne. Si Olivier Cromwell eût voulu suivre la route ordinaire d'une politique égoïste, il aurait dû cultiver l'amitié des puissances étrangères, ou du moins éviter toutes contestations avec elles, afin de mieux établir sa tyrannie au dedans. S'il n'avait été qu'un méchant homme, il aurait sacrifié l'honneur de la nation au succès de sa politique intérieure ; mais, avec tous ses crimes, il eut le caractère d'un Anglais. La conduite d'un tel homme doit toujours former exception aux règles vulgaires. Il eut assez d'habileté pour concilier des choses contraires, et rendre une grande nation à la fois malheureuse et formidable. N'était le respect que je porte au ministre, je pourrais nommer un homme qui, sans un grain d'esprit,

peut faire la moitié de ce que fit Cromwell.

Y a-t-il ou non un système secret dans le cabinet, et quel peut en être l'objet? Ce sont des questions qu'on ne saurait résoudre que d'après les apparences, et sur lesquelles chacun doit prononcer d'après son propre jugement.

L'ensemble de la lettre de Junius prouve qu'il ne fait aucune distinction entre le véritable honneur de la couronne et les vrais intérêts du peuple. Dans le passage que blâme votre correspondant, Junius adopte le langage de la cour, et par cette conformité d'expressions donne de la force à son argument. Il dit que « le roi a sacrifié
« non-seulement les intérêts de son peuple, mais
« encore (ce qui vraisemblablement devait le
« toucher de plus près) sa réputation person-
« nelle et la dignité de sa couronne. »

Les ministres seuls peuvent répondre aux questions d'Anti-Junius. Tout dépravés qu'ils sont, j'imagine qu'ils n'avoueront pas avoir pendant tant d'années retenu le bien d'autrui. Après avoir admis l'assertion des ministres, savoir, que les Espagnols n'avaient pas de droit à revendiquer, et après les avoir approuvés pour l'avoir dit, c'est à Anti-Junius et non à moi de donner quelque bonne raison qui ait pu les décider à permettre que les prétentions de l'Espagne de-

vinssent un sujet de négociation. Il convient des faits ; qu'il les fasse cadrer s'il le peut.

Le dernier paragraphe nous ramène à la question primitive, savoir, si la déclaration espagnole contient une satisfaction telle que le roi de la Grande-Bretagne ait dû l'accepter ? C'est là le terrain sur lequel il devait attaquer Junius à front découvert. Mais, au contraire, c'est là même qu'il abandonne l'argument comme ne pouvant plus être soutenu. Je terminerai donc en invitant mes concitoyens, lorsqu'ils entendent débattre ces matières, à ne pas se laisser égarer par des déclamations banales sur les avantages de la paix et les calamités de la guerre. Entre la paix et la guerre, généralement parlant, il ne peut y avoir à balancer pour tout être raisonnable. Mais les véritables questions sont celles-ci : « Existe-t-il pour nous quelque garantie que la paix que nous avons si chèrement achetée durera un an ? » et, en supposant que non : « Avons-nous ou n'avons-nous pas perdu la plus belle occasion de faire la guerre avec avantage ? »

PHILO JUNIUS.

LETTRE XLIV.

A l'Editeur du Public Advertiser.

Le 22 avril 1771.

MONSIEUR,

Écrire pour le profit, et ne rien exiger de l'imprimeur; écrire pour la gloire, et rester inconnu; soutenir les intrigues d'une faction, et être désavoué comme un dangereux auxiliaire par tous les partis qui existent dans le royaume, voilà des contradictions que le ministère doit concilier avant que je perde mon crédit auprès du public. Je puis quitter le service, mais il serait absurde de me supposer des projets de désertion. La réputation de ces Lettres est un gage honorable de mon attachement à la cause du peuple. Pour sacrifier un caractère respecté et renoncer à l'estime de sa nation, il faut plus que la résolution de M. Wedderburne (31); et, bien que ç'ait été de sa part une déclaration,

plutôt qu'un abandon de ses principes (je parle avec modération de cet homme, parce que, quand la trahison est douteuse, on doit avoir quelque indulgence pour un Écossais), nous l'avons néanmoins vu, dans la chambre des communes, accablé de honte et presque entièrement privé de ses facultés. Mais, en vérité, monsieur, je ne me suis pas ménagé de porte de derrière pour un accommodement avec la piété de Saint-James. Mes crimes ne sauraient être rachetés, ni par l'abjuration, ni par le repentir. D'un côté, nos plus ardens patriotes me repousseraient comme un fléau pour leur honnête ambition; de l'autre, la plus vile abjection, si Junius pouvait descendre jusque-là, perdrait tout son mérite et toute son influence naturelle dans le cabinet, et la perfidie ne serait plus une recommandation pour obtenir la faveur royale.

Les individus qui, jusqu'à ces dernières années, se sont le plus distingués par leur zèle pour la *haute-église* (32) et la prérogative, sont aujourd'hui, à ce qu'il paraît, les plus grands défenseurs des privilèges de la chambre des communes. Cette altération subite dans leurs sentimens et dans leur langage a une apparence suspecte. Quand j'entends les Torys et les Jacobites exalter les privilèges indéfinis de la branche po-

pulaire de la législature aux dépens de ces droits précis que tous les citoyens connaissent et qui sont limités par les lois, je ne puis m'empêcher de soupçonner que l'on médite quelque noir projet pour anéantir les lois et les privilèges, en les opposant les uns aux autres. Ceux qui ont constamment nié le pouvoir qu'a la législature entière de changer l'ordre de successibilité au trône, et dont les ancêtres révoltés contre la famille de notre Roi, ont défendu cette doctrine au péril de leur vie, nous disent aujourd'hui que les privilèges du parlement sont l'unique règle du droit public et la seule garantie des libertés nationales. J'ai grand'peur, monsieur, que bien que la forme subsiste, il n'y ait eu quelque changement notable dans la substance de notre constitution. L'opinion de ces hommes était trop absurde pour y renoncer aussi facilement. Les esprits libéraux s'ouvrent à la conviction ; les doctrines libérales sont susceptibles de perfectionnement. On déserte la bannière de l'athéisme, mais non celle de la superstition. Si la profession de foi actuelle de ces hommes était sincère, ils ne pourraient s'empêcher d'être fortement scandalisés de voir élever si mal à propos une question relative aux privilèges parlementaires, à une époque si défavorable

pour la chambre des communes, et par un être aussi bas et aussi médiocre que le mineur Onslow (33). Ils savent que la chambre actuelle ayant commencé les hostilités contre le peuple, et dégradé la majesté des lois en les violant elle-même, devait s'attendre à ce qu'on lui résisterait *per fas et nefas*. S'ils étaient réellement partisans des privilèges législatifs, ils auraient regardé la question de droit comme trop dangereuse pour être risquée cette session, et, sans la formalité d'une convention (34), ils l'auraient laissée indécise.

J'ai gardé le silence jusqu'ici, mais non par l'effet de cette honteuse indifférence pour les intérêts sociaux, que trop de gens manifestent et appellent modération. J'avouerai, monsieur, que je me suis senti des préjugés de mon éducation, de ces préventions que j'ai conçues dès mon bas âge en faveur d'une chambre des communes. J'ai pensé qu'une question de droit et de privilège ne pouvait jamais être décidée d'une manière formelle sans inconvénient pour le service public, ou sans une diminution évidente de la liberté légale; qu'on devait par conséquent éviter avec soin toute question de ce genre; et quand je vis que la violence de la chambre des communes l'avait entraînée trop loin pour re-

culer, je résolu de ne pas émettre trop précipitamment mon opinion sur une matière aussi délicate et aussi importante.

L'état des choses est considérablement changé dans notre pays, depuis le temps où il devint nécessaire de protéger nos représentans contre le pouvoir direct de la couronne. Nous n'avons rien à appréhender de la prérogative elle-même, mais tout à craindre de son influence illégale. Autrefois il était de l'intérêt du peuple que les privilèges du parlement fussent illimités et indéfinis. A présent, il est non-seulement de son intérêt, mais encore essentiellement nécessaire au maintien de la constitution, que les privilèges du parlement soient strictement déterminés et renfermés dans les bornes les plus étroites que puisse comporter cette institution. Le même principe en vertu duquel j'aurais résisté à la prérogative, dans le siècle dernier, me porte aujourd'hui à résister aux privilèges parlementaires. Il m'importe peu que ce soit la couronne qui, par son action immédiate, impose de nouvelles lois et néglige les anciennes, ou que le même effet soit produit par l'intermédiaire de la chambre des communes. Nous avons accordé à nos représentans des privilèges pour leur défense et pour la nôtre. Nous ne pouvons nous

opposer à leur désertion , mais nous pouvons les empêcher de porter les armes au service de l'ennemi. On dira peut-être que je cherche à réduire l'argument concernant le privilège à une simple question de convenance ; que je nie dans un moment ce que j'accorderais dans un autre ; et que résister au pouvoir d'une chambre corrompue , ce serait établir un précédent funeste à tous les parlemens à venir. A cela je réponds , en thèse générale , que les affaires humaines ne sont , dans aucun cas , réglées par un droit strict et positif. Si un changement survenu dans les circonstances ne devait avoir aucune influence sur notre conduite et sur nos opinions , les relations mutuelles des hommes ne seraient rien autre chose qu'une lutte entre le droit positif et le droit équitable ; la société serait en état de guerre , et la loi elle-même serait une injustice. D'après cela , le degré de soumission que nous devons montrer à des privilèges qui n'ont jamais été déterminés par aucune loi positive , devrait faire l'objet d'une question de convenance , et être proportionné à la confiance que nous avons dans l'intégrité de nos représentans. Quant au dommage que nous pouvons causer , pour l'avenir , à quelque chambre plus respectable , j'avoue que je ne suis pas assez ardent pour espérer une récolte

de vertus parlementaires, plus abondante dans une année que dans une autre. Notre climat politique est terriblement changé; et, sans appuyer sur la dépravation des temps modernes, je crois que, d'après la manière dont l'espèce humaine est organisée, nul homme raisonnable ne comptera que l'énorme influence de la couronne cesse jamais de triompher de la vertu des individus. Le mal est trop enraciné pour pouvoir être guéri par aucun autre remède qu'une grande convulsion qui ramènerait la constitution à ses principes primitifs, ou qui l'anéantirait tout-à-fait. Je ne doute pas que dans la session qui suivra l'élection prochaine, on n'adopte quelques mesures populaires. La chambre actuelle s'est fait tort à elle-même par une manifestation trop prompte et trop publique de ses principes; et si une sorte de corruption, qui n'eut pas d'exemple, pouvait devenir un objet d'émulation, il y aurait de l'imprudence à tenter trop tôt d'en faire l'expérience. Mais après tout, monsieur, il est très-peu important qu'une chambre des communes conserve sa vertu une semaine, un mois, ou une année. L'influence qui rend un parlement septennal dépendant du bon plaisir de la couronne, a une action permanente, et ne peut manquer d'obtenir du succès. Je sais qu'on

niera mes prémisses ; mais la conscience dit à tout homme qu'elles sont vraies. Il reste donc à considérer s'il est de l'intérêt du peuple que le privilège parlementaire * (qui , relativement à l'objet pour lequel on y a acquiescé jusqu'ici , est purement nominal) soit renfermé dans certaines limites , ou si l'on doit laisser les citoyens à la merci d'un pouvoir évidemment arbitraire et dirigé par la couronne.

Je ne prétends point décliner la question de droit ; au contraire , monsieur , je fais cause commune avec les défenseurs du privilège , et j'affirme que , « excepté le cas où la chambre est cons-
« tituée en cour de justice (cas où d'après la na-
« ture de ses fonctions elle doit exercer un pou-

* La nécessité de garantir la chambre des communes contre le pouvoir du Roi , de manière à ce qu'on ne pût empêcher les membres de se rendre au parlement , ou entraver la liberté des discussions , donna naissance au privilège parlementaire. On peut remarquer en effet dans toutes les adresses des *orateurs* (présidens) nouvellement nommés , que le plus grand privilège qu'ils demandent au souverain est la liberté de la parole et l'inviolabilité des membres. Le mot de privilège ne signifie par lui-même rien autre chose qu'une immunité ou une sauve-garde pour la personne qui le possède , et ne peut jamais être converti en un pouvoir actif , tel que celui d'usurper les droits d'autrui.

« voir coercitif), et sauf les offenses qui trou-
« blent immédiatement ses opérations, elle n'a
« aucune autorité légale pour emprisonner un
« homme sous prétexte qu'il ait violé son pri-
« vilège d'une manière quelconque. » On ne
soutient pas que le privilège, tel qu'il est réclamé
aujourd'hui, ait jamais été défini ou confirmé
par un statut ; on ne peut pas non plus dire avec
quelque apparence de vérité qu'il fasse partie
de la loi commune d'Angleterre, qui avait ac-
quis la prescription long-temps avant que nous
n'ayons rien connu de relatif à l'existence d'une
chambre des communes. Quant à la loi du par-
lement, ce n'est qu'un autre nom donné au privi-
lège en question ; et puisque les deux chambres
ont formellement renoncé au pouvoir de se créer
de nouveaux privilèges, et qu'il n'y a pas de
code dans lequel nous puissions étudier la loi du
parlement, il ne nous reste qu'une manière de
nous en instruire ; c'est de comparer la nature
de l'institution d'une chambre des communes
avec les faits constatés. Définir le privilège de
chaque chambre et distinguer le droit primitif
de l'usurpation, sont donc deux choses absolu-
ment indispensables pour l'exercice de leurs
fonctions, et on les a toujours permises. Il suit
clairement de là d'abord que tout privilège quel-

conque , qui appartient de droit à la chambre actuelle des communes , a également appartenu à la première assemblée de ce nom , laquelle en était aussi complètement investie , et aurait pu l'exercer d'une manière aussi étendue ; en second lieu , nous en pouvons inférer que des privilèges qui pendant plusieurs siècles n'ont été ni exercés , ni même réclamés par la chambre des communes , doivent être fondés sur l'usurpation. Les droits constitutionnels d'une chambre des communes ne sont ni bien compliqués ni bien mystérieux. Elle doit proposer ou adopter des lois salutaires et avantageuses à la nation , accorder au Roi les fonds nécessaires , réclamer le redressement des griefs , et instituer des poursuites pour crimes de haute trahison contre le prince ou contre l'État. Si un privilège illimité est nécessaire pour remplir ces devoirs , nous pourrons en conclure avec raison que , pendant plusieurs siècles après l'institution de la chambre des communes , ils ne furent jamais remplis. Je ne suis pas obligé de prouver une négation ; mais j'en appelle à l'histoire d'Angleterre , lorsque j'affirme que , depuis l'année 1265 jusqu'à la mort de la reine Elisabeth , il n'y a pas d'exemple que la chambre des communes ait emprisonné un homme qui n'était pas membre de cette assemblée , pour

fait de mépris de sa dignité ou de violation de son privilège. Dans les cas les plus graves et lorsque leurs privilèges reconnus étaient ouvertement violés, les *pauvres communes*, ainsi qu'elles s'appelaient elles-mêmes, ne s'arrogèrent jamais le pouvoir de punir. Elles réclamaient vengeance en adressant une pétition au Roi, ou, ce qui est plus remarquable, elles demandaient justice à la chambre des lords; et quand on refusait de leur accorder satisfaction ou qu'on tardait à le faire, leur seul recours était de refuser de s'occuper des affaires du Roi. Nos ancêtres avaient si peu d'idée des doctrines monstrueuses qu'on met aujourd'hui en avant touchant le privilège, que, sous le règne d'Élisabeth, la liberté de la parole, ce principe vital d'une assemblée délibérative, fut restreinte par ordre de la Reine à un simple *oui* ou *non*; et que cette restriction, quoiqu'imposée à trois parlemens successifs, savoir, dans les années 1593, 1597 et 1601, ne fut jamais combattue par la chambre des communes.

Je sais qu'il y a beaucoup d'exemples d'emprisonnemens arbitraires pour mépris de la dignité de la chambre; mais, outre qu'ils sont d'une date trop récente pour autoriser à penser que la chambre des communes ait été primitivement investie d'un tel pouvoir, le *fait* seul

ne constitue pas le *droit*. Si cela était, les *warrants* généraux seraient légaux. Une ordonnance des deux chambres a force de loi, et la juridiction criminelle que s'arrogèrent les communes en 1621, dans l'affaire d'Edward Lloyd, est un excellent précédent pour autoriser à prendre les mêmes mesures contre tout homme qui parlera par inadvertance de la folie d'un Roi, ou de l'ambition d'une princesse. La vérité est, monsieur, que le plus grand nombre et les plus contestables des privilèges sur lesquels on dispute aujourd'hui, furent introduits et soutenus par une chambre des communes qui abolit la monarchie et la pairie, et dont les opérations, bien qu'elles se soient terminées par un acte de justice aussi glorieux qu'important, ne cadrent nullement avec les formes de la constitution. Les chambres suivantes profitèrent de l'exemple et consolidèrent leur pouvoir par l'usage modéré ou populaire qu'elles en firent. Ainsi ce qui était une innovation notoire à une époque, fut tacitement admis à une autre époque comme privilège du parlement.

Quoi qu'il en soit, si l'on pouvait prouver, d'après des considérations de nécessité ou de convenance, que le pouvoir illimité d'emprisonner doit être confié à la chambre des com-

munes , et qu'en réalité elle l'a exercé sans opposition , la présomption serait encore très-forte contre elle aux yeux de la loi. C'est une maxime fondamentale de la législation d'Angleterre (et sans elle toutes les lois sont illusoires) qu'il n'y a pas de droit sans remède , ni de pouvoir légal sans moyen légal de l'exercer. Soumettons le pouvoir en question à cette règle. L'orateur lance son mandat d'arrêt. La personne qui en est l'objet oppose la force à la force. On en appelle à un magistrat qui déclare le mandat illégal et libère le prisonnier. La loi ne donne-t-elle aucun moyen légal d'assurer l'exécution d'un mandat d'arrêt légal ? N'y a-t-il pas de marche régulière indiquée dans nos livres de jurisprudence pour faire respecter et venger l'autorité d'un tribunal aussi élevé que la chambre des communes ? La question est résolue par le fait : on résiste aux ordres illégaux de la chambre , et il n'y a pas de remède. Certes , l'emprisonnement d'un de ses membres est une vengeance , mais n'est pas une défense du privilège qu'elle revendique *. Toutes ses opéra-

* D'après ses propres principes , la chambre aurait dû emprisonner M. Wilkes , qui s'était rendu coupable d'un délit plus grave que celui du lord-maire ou de l'alderman Olivier. Mais , après lui avoir à plusieurs reprises ordonné

tions se trouvent suspendues, et elle reste là, honteuse d'être obligée de battre en retraite, et incapable d'avancer. En vérité, monsieur, on devrait apprendre à ces hommes ignorans que l'exécution des lois de l'Angleterre ne peut pas être laissée dans cette situation précaire et pour ainsi dire sans défense. Si l'on résiste aux arrêts des cours de Westminster-Hall, elles ont à suivre une marche directe, suffisante pour assurer l'obéissance à leurs décisions. La cour du banc du roi commande aux shérifs de rassembler le *posse comitatus* (35). Les cours de chancellerie et de l'échiquier lancent un *writ* de rébellion, lequel doit être appuyé, s'il est nécessaire, par toute la force civile du comté. A qui nos honnêtes représentans adresseront-ils leur *writ* de rébellion ? Je ne doute pas que les gardes ne soient assez disposés à se laisser employer ; mais ils n'entendent rien à la doctrine des *writs*, et peuvent juger à propos d'attendre une lettre de lord Barrington (36).

On va m'objecter peut-être que mes argumens prouvent trop ; car il peut certainement y avoir

de comparaître à la barre, elle s'ajourna au-delà du jour fixé pour la comparution, et, par ce pitoyable moyen, ce misérable subterfuge, se débarrassa de l'affaire. Tel est l'empire d'une conscience coupable !

des cas de mépris et d'insulte envers la chambre des communes qui ne rentrent pas dans mes exceptions, et qui pourtant, eu égard à la dignité de la chambre, ne doivent point demeurer impunis. Soit : les cours de justice criminelle sont ouvertes aux poursuites que le procureur-général peut instituer par voie d'information ou d'accusation. Un libelle tendant à calomnier ou avilir la chambre des communes ou quelqu'un de ses membres, peut être aussi sévèrement puni par la cour du banc du roi, qu'un libelle contre le roi lui-même. M. de Grey le pensait ainsi, lorsqu'il informa contre ma lettre au roi, ou bien il ne sut ce qu'il faisait en la taxant de libelle calomnieux envers la chambre des communes. Dans mon opinion, la chambre consulterait beaucoup mieux sa vraie dignité par un appel aux lois, lorsqu'elle est offensée, qu'en violant le premier principe de la justice naturelle qui nous défend d'être juges dans notre propre cause *.

* Si l'on demandait, dans le cas où un citoyen serait emprisonné par l'une des deux chambres pour une affaire manifestement hors de sa juridiction, quel recours il aurait ; je répondrais qu'on ne saurait concevoir que la loi, qui ne protège rien tant que la liberté individuelle, offre un recours contre un emprisonnement ordonné par le Roi lui-même en le supposant illégal, et n'en laissât aucun

Je n'entends pas suivre la chambre des communes dans tout le reste de ses actes. Pour ce qui regarde ses premières décisions, il est possible qu'elle ait été induite en erreur par des précédens mal envisagés. Pour le reste, il n'y a pas l'ombre d'une palliation ni d'une excuse. Elle a conseillé au Roi de ressaisir le pouvoir de suspendre les lois par une proclamation royale* ; et nous savons que les rois sont assez portés à suivre de pareils avis. Par violence et sans l'om-

contre un emprisonnement ordonné par nos concitoyens, en le supposant également illégal ; mais comme c'est un cas qui, j'en suis persuadé, n'arrivera jamais, il semble superflu de l'examiner trop minutieusement. (*Hawkins.*)

N. B. Hawkins fut un bon légiste ; mais il n'était pas prophète.

* Afin que ses actes fussent tout-à-fait conformes à ses principes, la chambre alla jusqu'à conseiller au Roi de publier une proclamation universellement reconnue pour être illégale. M. Moreton protesta publiquement contre cette proclamation avant qu'on la publiât ; et lord Mansfield lui-même, quoique n'étant pas extrêmement scrupuleux, en parle avec horreur. Il est assez remarquable que les hommes qui conseillèrent cette proclamation, et qui la voient attaquer tous les jours dans la chambre et hors de la chambre, n'osent pas dire un mot pour la défendre, et ne paraissent pas faire la moindre attention à M. Wilkes qui élargit les personnes arrêtées en vertu de ses dispositions.

bre du droit, elle a rayé l'enregistrement d'un acte judiciaire *. Il ne lui reste plus qu'à attribuer à son vote le pouvoir d'arrêter tout-à-fait le cours de la justice civile et criminelle.

Les vertus publiques du premier magistrat ont depuis long-temps cessé de faire l'objet d'une question; mais on dit qu'il a d'excellentes qualités privées, et je suis prêt à les reconnaître. Elles sont maintenant mises à l'épreuve. S'il aime ses sujets, il dissoudra un parlement qui ne saurait jamais leur inspirer ni confiance ni respect. S'il a quelque égard pour son propre honneur, il refusera d'être plus long-temps en relation avec des hommes aussi profondément corrompus. Mais s'il était concevable qu'un roi d'Angleterre eût perdu tout sentiment d'honneur et toute sollicitude pour le bien-être de ses sujets, j'avoue, monsieur, que je consentirais à renoncer encore une fois aux formes de notre constitution, s'il n'y avait pas d'autre moyen d'obtenir pour le peuple une solide justice **.

JUNIUS.

* Lord Chatham qualifia très-convenablement cette conduite d'acte digne d'une populace et non d'un sénat.

** Lorsqu'il fut question de punir M. Wilkes, la chambre ne montra point de scrupules touchant les privilèges du

parlement; et bien qu'il fût aussi notoire que possible que « les membres de l'une ou de l'autre chambre sont privilégiés, excepté dans les cas de trahison, de félonie ou » de violation de la paix publique, » elle déclara sans hésiter « que le privilège des membres du parlement ne » s'étendait pas au cas d'un libelle séditieux; » et elle aurait indubitablement fait de même si M. Wilkes eût été poursuivi pour tout autre délit quelconque. La chambre des communes juge sans appel sur ses privilèges; elle peut s'offenser de l'action la plus innocente, et emprisonner la personne qui l'offense pour autant de temps qu'il lui plaît. Le condamné n'a pas de recours, il ne peut appeler de la sentence; et s'il met en question le privilège qu'il est supposé avoir violé, son offense en devient plus grave. Certes on ne trouve pas une pareille doctrine dans la *magna charta*. Si on l'admet sans restriction, je soutiens qu'il n'y a plus ni loi ni liberté dans le royaume; nous sommes les esclaves de la chambre des communes, et, par son intermédiaire, esclaves du Roi et de ses ministres.

LETTRE XLV.

*A l'Editeur du Public Advertiser.*Le 1^{er}. mai 1771.

MONSIEUR,

Ceux qui élèvent des objections contre des parties détachées de la dernière lettre de Junius, ne le comprennent pas bien, ou n'ont pas envisagé la tendance générale et l'enchaînement de ses argumens. Il y a des degrés dans tous les vices privés; pourquoi n'y en aurait-il pas dans la corruption publique? L'influence de la couronne met naturellement dans sa dépendance un parlement septennal (37): s'ensuit-il que toute chambre des communes descendra tout d'un coup au dernier degré de l'avilissement et de la corruption? Junius suppose que la chambre actuelle, en poussant les choses si loin, s'est fait autant de tort à elle-même qu'elle en a pu faire au peuple; que sa conduite est au-dessus des

efforts de l'émulation; et que, dans la session qui suivra les prochaines élections, on adoptera probablement quelques mesures populaires. Il ne compte pas qu'une dissolution du parlement détruirait la corruption; mais il pense que ce serait un frein et une terreur salutaire pour les parlemens futurs, qui auraient vu que, dans les cas graves, leurs commettans peuvent intervenir et interviennent avec succès. Après tout, monsieur, ne s'efforcera-t-on pas de dissiper ou d'affaiblir les symptômes les plus dangereux, parce qu'on ne peut déraciner le mal? Ne doit-on pas punir le crime de haute-trahison ou le paricide, parce que la vue d'un gibet n'empêche pas les vols de grand chemin? Lorsque l'on avoue que le principal argument de Junius est sans réplique, je pense qu'il conviendrait au critique du bas étage, qui court après de légères taches, de se défier un peu plus de sa sagacité. L'autre objection ne mérite guère de réponse. Quand Junius dit que les rois sont assez disposés à suivre certains avis, il ne prétend pas insinuer que si les avis du parlement étaient bons, le roi serait aussi disposé à les suivre. .

PHILO JUNIUS.

LETTRE XLVI.

A l'Editeur du Public Advertiser.

Le 22 mai 1771.

MONSIEUR,

Dès l'origine du débat sur la décision relative à l'élection de Middlesex, Junius fit très-bien remarquer que non-seulement la chambre avait été au-delà du précédent qu'elle invoquait, savoir, l'expulsion et *l'incapacitation* subséquente de M. Walpole, mais encore qu'elle ne s'y était pas strictement conformée dans les limites qu'il présentait. Après avoir convaincu M. Dyson d'infidélité dans sa citation tirée des registres de la chambre, et expliqué le but qu'on se proposait d'atteindre par cette misérable fraude, il rapporte comme suit le vote même par lequel l'incapacité supposée de M. Walpole fut déclarée : « Robert Walpole, esquire, ayant été, pendant cette session du parlement, constitué

prisonnier à la Tour , et expulsé de cette chambre pour prévarication grave dans les fonctions de sa place , et pour corruption notoire lorsqu'il était secrétaire de la guerre , était et est incapable d'être élu membre pour siéger dans le parlement actuel. » Il fait voir ensuite que , d'après les termes du vote , l'on n'a pas le droit d'attribuer l'incapacité à l'expulsion seule , puisque , suivant le sens de la phrase , elle dérive également de l'expulsion et de l'emprisonnement à la Tour. Je crois , monsieur , que quiconque possède un peu de dialectique et entend l'anglais ne saurait contester la vérité ni la justesse de cette interprétation. Mais Junius a pour lui une grave autorité que , pour me servir des termes du duc de Grafton , j'ai rencontrée par hasard ce matin , dans le cours de ma lecture. Le passage dont je parle renferme une admonition qu'on ne saurait trop souvent répéter. Lord Somers , dans son excellent traité sur les droits du peuple , cite d'abord le vote suivant de la convention , dans la séance du 28 janvier 1689 : « Résolu que le roi Jacques II ayant essayé de renverser la constitution de ce royaume , en rompant le contrat primitif établi entre le Roi et le peuple ; et , d'après l'avis des jésuites et autres personnes méchantes , ayant violé les lois fondamentales ,

et étant sorti du royaume , a abdiqué le gouvernement , etc. » Il fait ensuite l'observation suivante sur ce vote : « Le mot abdiqué se rapporte à tout ce qui précède aussi bien qu'à la désertion du Roi , autrement ces parties du considérant auraient été tout-à-fait inutiles ; » et afin qu'on n'ait aucun prétexte pour attribuer l'abdication à la seule désertion du Roi , lord Somers ajoute : « Le roi Jacques , en refusant de nous gouverner conformément à la loi de laquelle il tenait sa couronne , renonça implicitement à son titre. »

Maintenant , si l'on admet le sens que Junius donne au vote contre M. Walpole , et , en vérité , je ne saurais concevoir qu'on pût le contester , les défenseurs de la chambre des communes doivent ou abandonner entièrement leur précédent ou se trouver dans la nécessité de soutenir l'une des absurdités les plus grossières qu'il soit possible d'imaginer , savoir , « qu'un emprisonnement à la Tour contribue en partie à créer l'incapacité de celui qui le subit. »

Je ne m'excuserai pas auprès de vous de mes efforts pour tenir l'attention publique fixée sur la décision relative à l'élection de Middlesex. Plus je l'envisage et plus je demeure convaincu que , comme fait , elle est en réalité très-préjudiciable aux droits du peuple ; et que , comme pré-

cédent, c'est un des plus dangereux qu'on eût jamais pu établir contre ceux qui viendront après nous. Cependant je suis un homme tellement modéré que je crois sincèrement que la majorité de la chambre, lorsqu'elle émit ce vote dangereux, n'entendait pas la question et ne connaissait pas la conséquence de ce qu'elle allait faire. Ses motifs furent plutôt méprisables que très-criminels. Il y a un effet que, certes, elle ne prévint pas. Elle se trouve aujourd'hui réduite à une situation telle que, si un membre venait à se conduire assez mal pour mériter réellement d'être renvoyé par devant ses commettans avec un signe de disgrâce, elle n'oserait pas l'expulser; parce qu'elle sait que le peuple, dans la vue de peser encore la grande question de droit, ou de contrecarrer une chambre des communes devenue odieuse, oublierait probablement la prétendue indignité du membre expulsé et le réélirait. Mais, avec le temps, le précédent acquerra de la force. Une future chambre des communes n'aura aucune crainte semblable, et par conséquent ne se fera aucun scrupule de suivre un précédent qu'elle n'aura pas établi elle-même. L'avare vit rarement assez pour jouir du fruit de ses extorsions; mais son héritier lui succède de droit, et prend possession du bien, sans qu'on le blâme.

Personne ne s'attend à ce qu'il fasse des restitutions, et, quel que soit son titre, il jouit tranquillement du domaine.

PHILO JUNIUS.

LETTRE XLVII.

A l'Editeur du Public Advertiser.

Le 25 mai 1771.

MONSIEUR,

J'avoue ma partialité pour Junius, et j'éprouve un grand plaisir à pouvoir communiquer au public quelque chose à l'appui de ses opinions. La doctrine exposée dans sa dernière lettre relativement au pouvoir exercé par la chambre des communes d'emprisonner pour mépris de sa dignité, n'est pas aussi nouvelle que l'ont cru beaucoup de gens qui, éblouis par le mot de privilège, ne s'étaient jamais donné la peine d'examiner la question avec toute l'attention nécessaire. Ce matin, dans le cours de ma lecture, j'ai trouvé le passage suivant parmi les procès-verbaux de la chambre des communes. Une juridiction illégale ayant été usurpée par la chambre en 1621, le procureur-général Noye émit

son opinion en ces termes : « Nul doute que , dans quelques cas , cette chambre ne puisse rendre des jugemens ; par exemple , en ce qui concerne l'élection des membres de notre chambre et leur conduite , ou sur des matières qui tombent inopinément à notre connaissance pendant que nous sommes assemblés en parlement ; mais , pour des affaires étrangères , je ne sache pas que nous puissions les juger , ni que nous ayons eu l'habitude de donner notre jugement dans aucun cas , excepté ceux mentionnés plus haut. »

Sir Edward Cooke dit sur le même sujet : « Point de doute que cette chambre ne soit une chambre de justice , et n'ait dans quelques cas le droit d'exercer le pouvoir judiciaire. Elle est habile à prononcer sur l'élection de ses membres. Un individu , qui n'était pas membre de cette chambre , l'ayant offensée , lorsqu'il vint ici et prouva la chose , il fut censuré pour cela. »

Maintenant , monsieur , si vous voulez comparer les opinions de ces grands organes de la loi avec la doctrine de Junius , vous trouverez qu'elles cadrent parfaitement. Il accorde à la chambre le pouvoir d'emprisonner ses membres , pouvoir dont , au reste , elle peut étrangement abuser ; il convient du pouvoir qu'elle a , dans les cas où elle agit comme cour de justice , tels que

les cas d'élections, etc. , ainsi que dans ceux où il arrive quelque incid ent qui trouble immédiatement ses opérations , ou suivant l'expression de M. Noye , qui tombent inopinément à sa connaissance.

Ceux qui voudraient étendre les privilèges du parlement plus loin que ne le fait Junius , ou ne veulent pas de bien au peuple , ou ne savent ce qu'ils font. Le gouvernement de l'Angleterre est un gouvernement de lois. C'est nous trahir nous-mêmes , agir contre l'esprit de nos lois , et ébranler tout le système de la jurisprudence anglaise , que de confier un pouvoir discrétionnaire sur la vie , la liberté et la fortune des citoyens , à quelque homme ou à quelque réunion d'hommes que ce soit , d'après la présomption qu'on n'en abusera pas.

PHILO JUNIUS.

LETTRE XLVIII.

A l'Éditeur du Public Advertiser.

Le 28 mai 1771.

MONSIEUR,

Tout homme qui voudra prendre la peine de compulser les procès-verbaux de la chambre des communes, se convaincra bientôt qu'on doit avoir peu ou point d'égard aux décisions par lesquelles une branche de la législature déclare la loi du pays, ou même ce qu'elle appelle la loi du parlement. Il verra que ces décisions n'ont aucun des caractères qui, particulièrement dans notre pays, distinguent la loi, de la volonté pure et simple ou du bon plaisir; mais qu'au contraire, elles portent toutes les marques d'un pouvoir arbitrairement usurpé et capricieusement exercé; qu'elles ont généralement été prises dans des temps orageux, et pour servir les vues de la passion ou de l'espèce de parti;

que la loi n'y est presque jamais déclarée qu'après le fait par lequel on la suppose avoir été violée ; que le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire sont réunis sur les mêmes personnes et exercés dans le même moment ; et qu'une cour des décisions de laquelle on ne peut appeler , s'attribue une juridiction primitive dans un cas criminel. Enfin , monsieur , pour rassembler en masse mille absurdités : « Nous avons une loi « qui ne peut être connue parce qu'elle est *ex* « *post facto*. La partie exerce en même temps « les fonctions de juge et de législateur , et la juridiction est sans appel. » Les juges avaient bien raison de dire : « La loi du parlement est au-dessus de nous. »

Vous ne vous étonnerez pas , d'après tout cela , que les déclarations de la chambre des communes paraissent non-seulement en contradiction perpétuelle avec le sens commun et les lois que nous connaissons (et auxquelles seules nous devons obéir), mais même se contredire l'une l'autre. J'ai été conduit à vous importuner de ces réflexions par un passage que , pour parler en corde de luth (38), j'ai rencontré ce matin , dans le cours de ma lecture , et sur lequel je veux adresser une question aux défenseurs du privilège. Le 8 mars 1704 , la chambre jugea à pro-

pos de prendre les résolutions suivantes, savoir :
« 1°. Que nul membre des communes d'Angle-
« terre, emprisonné par ordre de la chambre
« pour violation de privilège ou mépris de sa
« dignité, ne devait pouvoir, par aucun *writ*
« *d'habeas corpus*, comparaître devant aucun
« autre tribunal durant la session du parlement
« pendant laquelle il avait été emprisonné ;
« 2°. que le sergent d'armes attaché à cette cham-
« bre ne tient aucun compte et ne prête pas obéis-
« sance aux susdits *writs d'habeas corpus* ; et
« que, dans le cas d'un semblable refus, il est
« protégé par la chambre *.

Qu'en dites-vous, Welbore Ellis? est-ce là
ou non la loi du parlement? Je suis un homme
tout uni, et je ne saurais vous suivre dans le

* S'il y a réellement en Angleterre quelque loi telle
que la loi du parlement, ce qui (sauf les exceptions
mentionnées dans ma lettre sur le privilège) m'a, je l'a-
voue, paru très-douteux, elle n'existe pas dans les réso-
lutions statuant ou déclaratoires des deux chambres, et
l'on ne saurait l'en extraire. Je prie le lecteur de comparer
la résolution de 1704 ci-dessus relatée avec la suivante du
3 avril 1728: « Résolu que le *writ d'habeas corpus* ne
pourra être refusé, mais au contraire doit être accordé à
tout homme envoyé ou retenu en prison par l'ordre du
Roi, du conseil privé ou de toute autre autorité, lorsqu'il
réclamera cet acte. »

labyrinthe des formes oratoires. Parlez, Gril-drig, dites oui ou non. Si vous dites oui, je vous demanderai en vertu de quelle autorité, M. de Grey, l'honnête lord Mansfield et les barons de l'échiquier ont osé accorder un *writ d'habeas corpus* pour faire amener devant eux le lord-maire et M. Oliver; et pourquoi le lieutenant-gouverneur de la Tour a tenu compte d'un *writ* que la chambre des communes avait déclaré illégal dans une circonstance semblable. Si vous dites non, prenez garde de ne pas abandonner tout d'un coup une cause pour la défense de laquelle vous avez si long-temps et si péniblement torturé votre esprit. Prenez garde de ne pas avouer qu'il n'y a pas de signe auquel nous puissions reconnaître et déterminer ce qui est et ce qui n'est pas la loi du parlement. Les résolutions que j'ai citées demeurent sur vos registres non contestées et non révoquées; elles contiennent une déclaration de la loi du parlement par une cour compétente sur la question, et dont la décision, ainsi que vous le dites, vous et lord Mansfield, doit faire loi, parce qu'elle décide sans appel, et que ces résolutions, d'ailleurs, ne furent pas prises à la hâte, mais bien après une longue délibération sur une question constitutionnelle. Quelle sanction nouvelle et

quel degré de solennité pouvez-vous ajouter à une résolution de la chambre actuelle, au-delà de ce que présentent les deux résolutions dont vous niez aujourd'hui la légalité ? Si vous dites que les parlemens ne sont point infaillibles, et que la reine Anne, en conséquence de la conduite violente de la chambre des communes, fut obligée de la proroger et de la dissoudre, je m'accorderai de bon cœur avec vous, et je penserai que le précédent doit être suivi sur-le-champ. Mais vous, M. Ellis, qui tenez ce langage, vous êtes en contradiction avec vos propres principes. Vous avez soutenu jusqu'à présent que la chambre des communes est seule juge de ses privilèges, et que sa déclaration constitue, *ipso facto*, la loi du parlement ; et aujourd'hui vous avouez que les parlemens sont peccables et que leurs résolutions peuvent être illégales ; conséquemment que ces résolutions ne constituent pas la loi du parlement. Quand on pressa le roi de dissoudre le parlement actuel, vous lui conseillâtes de dire à ses sujets qu'il apportait le plus grand soin à n'usurper aucun des pouvoirs que la constitution avait placés en d'autres mains, etc. Cependant il paraît que la reine Anne eut raison d'exercer sa prérogative, pour arrêter une chambre des communes dont les actes, comparés à

ceux de l'assemblée dont vous êtes un très-digne membre , étaient le *nec plus ultra* de la justice et de la raison.

Dans quel labyrinthe de non-sens s'égare un homme qui s'efforce de soutenir des faussetés par des argumens ! Combien il conviendrait mieux à la dignité des membres de la chambre des communes de parler franchement au peuple, et de lui dire tout d'un coup : « Que leur volonté doit être obéie, non parce qu'elle est légale et raisonnable, mais parce que c'est leur volonté. » Leurs commettans auraient meilleure opinion de leur bonne-foi, et, je vous l'assure, n'en auraient pas une plus mauvaise de leur intégrité.

PHILO JUNIUS.

LETTRE XLIX.

A Sa Grâce, le duc de Grafton.

Le 22 juin 1771.

MILORD,

Le profond respect que je porte à l'auguste prince qui gouverne notre pays avec non moins d'honneur pour lui que de satisfaction pour ses sujets, et qui vous rétablit à votre rang sous son étendard, vous sauvera une multitude de reproches. L'attention que j'aurais donnée à vos fautes, est involontairement attirée vers la main qui les récompense ; et, bien que je ne sois pas assez prévenu en faveur du jugement royal, pour affirmer que la faveur d'un roi peut enlever des montagnes d'infamie, elle contribue du moins à en alléger le fardeau, car elle le divise. Tout en me rappelant combien de respect on doit à son sacré caractère, je ne puis, avec quelque apparence de convenance ou de justice, vous appeler

l'être le plus bas et le plus vil de tout le royaume. Je proteste, milord, que je ne vous regarde pas comme tel ; vous aurez un dangereux rival, dans ce genre de renommée vers lequel vous avez jusqu'ici dirigé si heureusement votre ambition, tant qu'il y aura au monde un homme qui vous croira digne de sa confiance, et fait pour prendre part à son gouvernement. J'avoue que vous avez un grand mérite intrinsèque ; mais prenez garde de l'évaluer trop haut. Songez combien il y en aurait eu de perdu pour le monde, si le roi n'eût daigné le marquer à son coin et lui donner cours parmi ses sujets. S'il est vrai qu'un homme vertueux luttant contre l'adversité soit un spectacle digne des dieux, la glorieuse lutte qui s'est engagée entre vous et le meilleur des princes, mérite d'avoir pour spectateurs une assemblée aussi illustre. Je crois déjà voir des dieux nouveaux sortir du sein de la terre pour la contempler.

Mais ce langage est trop doux pour la circonstance. Le roi a décidé que vos talens ne seront pas perdus pour la société. La consommation et la description de nouveaux crimes nous donnera de l'occupation à tous deux. Milord, si ceux qui ont fait sonner le plus haut leur patriotisme, avaient rempli leur devoir envers le public avec autant de zèle et de persévérance

que moi, je n'assurerai pas que le gouvernement eût recouvré sa dignité, mais au moins notre auguste souverain aurait épargné à ses sujets une dernière insulte*, qui, s'il nous reste quelque sentiment, nous blessera plus vivement même que les torts réels que nous ont causés toutes les mesures de votre administration. C'est en vain qu'il aurait cherché autour de lui un autre agent aussi déhonté que vous. Lord Mansfield recule devant ses principes; ses idées sur le gouvernement vont peut-être plus loin que les vôtres; mais son cœur réproûve les théories de son esprit. Charles Fox est encore dans sa fleur; quant à M. Wedderburne, il y a en lui quelque chose dont la perfidie elle-même doit se défier. Pour le présent, le meilleur des princes a donc dû se contenter de lord Sandwich. Vous auriez depuis long-temps reçu votre congé absolu et votre récompense définitive; et moi, milord, qui ne vous estime pas un brin de plus à cause du haut emploi que vous possédez, je vous aurais de bon cœur suivi dans votre retraite. Il y a, certes, quelque chose de singulièrement bienveillant dans le caractère de notre souverain.

* Le duc de Grafton venait d'être nommé lord du sceau privé.

Du moment où il est monté sur le trône (et sur ce point j'en appelle au *recorder* (39) de la cité), il n'y a pas de crime dont la nature humaine soit capable, qui n'ait paru véniel à ses yeux. Auprès de tout autre prince, votre honteuse désertion, au milieu d'un embarras que vous seul aviez créé, et précisément à l'instant le plus critique, où il croyait voir le trône environné d'hommes habiles et vertueux, aurait effacé le souvenir de vos anciens services. Mais le roi est plein de justice ; il entend la doctrine des compensations. Il se rappelle, avec reconnaissance, combien vous vous êtes empressé d'accommoder vos mœurs au besoin de son service ; comme vous avez, sans hésitation, rompu les engagements de l'amitié privée, et trahi vos promesses les plus solennelles envers le public. Le sacrifice que vous avez fait de lord Chatham n'a pas été perdu pour vous auprès de lui. La lâcheté et la perfidie avec lesquelles vous l'avez abandonné lui-même ne vous ont peut-être pas nui dans son estime. Le cas fut désagréable, mais le principe a pu plaire.

Vous ne négligeâtes pas le prince, tandis que vous flattiez l'homme. L'expulsion de M. Wilkes résolue d'avance dans le cabinet ; le pouvoir de priver un citoyen de son droit naturel attribué

à la décision d'une branche de la législature; la constitution indécemment violée par la chambre des communes; le droit de la défendre perfidement abandonné par la chambre des lords : voilà des actes, milord, qui, sous le règne actuel, peuvent servir de recommandation pour obtenir un haut emploi et arriver au ministère. Ils auraient influé sur le jugement de votre souverain, s'ils n'eussent pas fait impression sur son cœur. Nous n'avons pas besoin de vous chercher d'autre mérite pour expliquer l'empressement qu'il a mis à saisir la première occasion de vous rappeler dans ses conseils. Vous aviez toutefois une foule d'autres titres; ne fût-ce que votre conduite envers M. Hine, le duc de Portland et M. Yorke; c'est-à-dire, manque de foi, vol et meurtre : si j'ajoutais le rapt à ce catalogue, vous croiriez peut-être que c'est un compliment adressé à votre galanterie; mais le genre de vos amours vous met à l'abri de la résistance. Je sais comment ces différentes charges ont été réfutées. D'abord on suppose que le manque de foi a été payé en même monnaie. M. Bradshaw affirme sur son honneur (et puisse-t-il ne jamais perdre le don de sourire!) que vous n'avez gardé pour vous aucune portion de la somme payée par M. Hine, mais que tout, jusqu'au dernier

shilling, fut scrupuleusement compté au gouverneur Burgoyne. Hâtez-vous, milord; une autre patente sollicitée à propos peut faire demeurer *The Oaks** dans le domaine de la famille; sinon j'ai peur que Birnham-Wood ne passe aux *Macaroni* (40).

Le duc de Portland fut votre premier ami. Pour défendre sa propriété, il ne pouvait invoquer autre chose que l'équité contre sir James Lowther, et la prescription contre la couronne. Vous parûtes sensible à la position de votre ami; mais il fallait que la loi reçût son exécution. La postérité aura peine à croire que le beau-fils de lord Bute n'eût que tout juste assez de crédit à la trésorerie pour obtenir que l'on complétât sa donation avant l'élection générale **.

On en a dit assez sur cette abominable affaire qui se termina par la mort de M. Yorke. Je ne

* (*Les Chênes*.) Superbe maison de campagne du colonel Burgoyne, dont la mise en vente fut affichée à cette époque.

** On verra dans une lettre subséquente que la précipitation du duc devint fatale à cette donation. Sa conduite dans cette circonstance ressembla à celle d'un apprenti voleur de grand chemin, qui, au milieu de son trouble, prend quelques shillings et laisse la bourse et la montre. Cependant le duc était un vieux criminel (41).

puis en parler sans un mélange d'horreur et de pitié. Pour vous excuser, vous accusâtes publiquement votre complice; et peut-être, dans *son* opinion, l'accusation est-elle flatteuse : mais quant au meurtre, vous en êtes tous deux les auteurs. Ce fut autrefois un sujet d'émulation, et si l'événement n'eût pas déconcerté les projets du cabinet, il aurait pu devenir un sujet de plaisanterie et d'amusement entre vous.

Cette lettre, milord, n'est qu'une préface à ma correspondance future. Le reste de l'été sera consacré à vous amuser. Je compte de temps à autre vous distraire de la gravité de vos études matinales, et vous préparer aux affaires de la journée. Sans que je prétende à plus de sincérité que M. Bradshaw, vous pouvez compter que je resterai attaché à votre personne tant que vous serez en place.

Votre Grâce me pardonnera-t-elle de témoigner quelque inquiétude pour un homme que je sais qu'elle n'aime pas. Milord Weymouth peut faire valoir une lâcheté et une désertion de plus fraîche date que les vôtres. Vous savez qu'on lui destinait le sceau privé, et si vous considérez la dignité du poste qu'il a déserté, vous ne croirez guère décent de le cantonner chez M. Rigby. Cependant, milord, il faut qu'il ait du pain, ou

plutôt du vin. Si vous lui refusez la coupe, il n'y aura pas moyen de le retenir dans le giron du ministère (42).

JUNIUS.

LETTRE L.

A sa Grâce, le duc de Grafton.

Le 9 juillet 1771.

MILORD,

L'influence de votre fortune semble encore régner à la trésorerie. Le génie de M. Bradshaw inspire M. Robinson *. Combien il est remarquable (et je ne parle pas de cela par manière de reproche, mais comme d'un trait particulier de votre caractère) que vous n'avez jamais formé une amitié sans qu'elle ne devint fatale à celui qui en était l'objet, ni épousé une cause sans que, de façon ou d'autre, vous ne lui ayez porté préjudice ! Votre attachement est un déshonneur tant qu'il dure ; et, de quelque manière

* D'après une lettre écrite par le secrétaire de la trésorerie, et qui fut interceptée, on sut que les amis du gouvernement devaient montrer une très-grande activité à appuyer la nomination de shérifs du parti ministériel.

qu'il tourne , ne laisse après lui que ruine et honte. La jeune fille abusée qui cède aux sollicitations d'un libertin consommé , lors même qu'il est constant , perd sa réputation aussi bien que son innocence , et finit par se trouver abandonnée à l'infamie et à la misère. Pareille chose est arrivée au meilleur des princes , et au pauvre Dingley également. Je déclare que je ne saurais guère dire lequel des deux nous devons plaindre le plus , ou de l'homme malheureux qui succombe sous le poids de son déshonneur , ou de celui qui survit à sa honte. Des caractères aussi accomplis sont placés au-dessus de tout éloge. La mort a imprimé son sceau sur le pauvre Dingley , et vous , milord , vous avez appliqué le vôtre sur l'autre.

La seule lettre que j'aie jamais adressée au Roi , fut si mal reçue , que je crois que je n'oserai plus jamais importuner Sa Majesté de cette manière ; mais mon zèle pour son service est supérieur au dédain , et , comme le patriotisme de M. Wilkes , s'enflamme par la persécution. Cependant le Roi est très-adonné aux lectures utiles ; et si je ne suis pas mal informé , il a honoré le *Public Advertiser* d'une attention particulière. Je me suis donc efforcé , et non sans succès (comme peut-être vous vous en souvenez) ,

à remplir ce papier de nouvelles intéressantes et édifiantes qui probablement ne lui seraient arrivées par aucun autre canal. Les services que vous avez rendus à la nation, votre intégrité dans l'exercice de vos fonctions, et votre fidélité exemplaire à votre bon maître, ont été soigneusement enregistrés. Ses vertus n'ont pas non plus été entièrement oubliées. Ces lettres, milord, sont lues dans d'autres pays et en d'autres langues; et je crois pouvoir affirmer sans vanité qu'aujourd'hui l'auguste caractère du meilleur des princes est non-seulement très-bien connu de ses sujets, mais même passablement compris du reste de l'Europe. A cet égard tout au moins j'ai l'avantage sur M. Whitehead (43). Son plan, je pense, est trop rétréci. Il semble fabriquer ses vers pour le seul usage du héros qui est censé en être le sujet; et, de peur que les richesses de sa poésie ne soient exportées sur des navires étrangers, il les met dans le cas de défier toutes les traductions.

Le rappel de Votre Grâce à un siège dans le cabinet fut annoncé au public par le sinistre retour de lord Bute dans ce pays. Lorsque cette maligne planète approche de l'Angleterre, elle amène pour cortège la peste et quantité d'autres fléaux. Le Roi éprouve déjà le pernicieux effet de votre influence sur ses conseils. Votre pre-

mière administration fit M. Vilkes alderman de Londres et représentant du comté de Middlesex ; votre nouvelle apparition au ministère est marquée par son élection à la place de shérif. Dans toutes les mesures auxquelles vous participez , non-seulement vous manquez d'obtenir du succès , mais même vous parvenez toujours à rendre le gouvernement du meilleur des princes méprisable à ses propres yeux , et ridicule à ceux du monde-entier. Tout en rendant la justice due à la manière dont a été exercée l'intervention déclarée des ministres , ainsi qu'à l'activité de M. Robinson et au nouveau zèle de M. Horne en faveur du ministère , nous avons encore besoin du génie du duc de Grafton pour expliquer comment les intérêts du gouvernement dans la cité ont été abandonnés en entier à la conduite de M. Harley. Je ne veux pas frapper fort sur votre fidèle émissaire et ami M. Touchet , car je connais l'embarras de sa position , et je sais que quelques billets de loterie sont utiles à son économie. Il y a un proverbe concernant les gens qui se trouvent dans sa position , mais qu'on ne saurait strictement lui appliquer : Ils commencent par être dupes et finissent par être fripons (44). Le caractère de M. Touchet est uniforme. Je suis persuadé que ses opinions ne dé-

pendent jamais des circonstances, et que, dans les plus beaux momens de sa prospérité, il fut toujours le même homme et tel que nous le voyons à présent; mais n'y avait-il dans la cité aucun autre individu en qui le gouvernement pouvait placer sa confiance, qu'un Jacobite reconnu? S'imagina-t-on que tous les dissidens (45) et tous les Whigs de Londres voudraient se rendre à l'audience d'un Jacobite avoué et recevoir ses ordres? N'y avait-il pas dans la cité quelque magistrat whig à qui les serviteurs de George III pussent confier la conduite d'une affaire aussi intéressante pour leur maître que l'élection des shérifs? N'y a-t-il de place au palais de Saint-James que pour les Écossais et les Jacobites? Milord, je ne prétends pas mettre en doute la sincérité de l'attachement de M. Harley pour le gouvernement de Sa Majesté. Depuis le commencement du règne actuel, j'ai été témoin de choses encore plus contradictoires. Les principes de ces dignes Jacobites ne sont pas aussi absurdes qu'on nous les a dépeints. Leurs idées du droit divin ne s'appliquent pas autant à la personne ou à la famille du souverain qu'à son caractère politique. S'il y avait eu jamais un honnête homme parmi les Stuarts, les amis actuels de Sa Majesté auraient été whigs par principe.

Mais la conversion du meilleur des princes a dissipé leurs scrupules. Ils lui ont pardonné les péchés de ses ancêtres hanovriens. Ils reconnaissent la main de la Providence dans les événemens qui ont fait descendre la couronne sur la tête d'un vrai Stuart. En vous, milord, ils voient aussi avec une sorte de prédilection qui approche de la *loyauté*, le représentant naturel de cette illustre famille. La manière dont vous descendez de Charles II est seulement un obstacle à vos prétentions à la couronne, et n'interrompt d'aucune manière l'ordre de successibilité qui vous rend l'héritier de toutes les vertus des Stuarts.

Le malheureux succès des efforts du révérend M. Horne pour appuyer la nomination des candidats ministériels aux fonctions de shérifs, sera, je le crains, un obstacle à son avancement. Permettez-moi de le recommander à la protection de Votre Grâce. Vous le trouverez amplement doué de ces qualités du cœur qui vous dirigent ordinairement dans le choix de vos amis. Il fut aussi l'ami de M. Wilkes et est autant incapable que vous du généreux ressentiment d'un homme d'honneur. Non, milord, le sien se montra semblable à la méchanceté sombre et vindicative d'un moine; il vit d'abord avec un secret

plaisir les défauts de son ami ; et lorsqu'ils furent dévoilés publiquement , il contempla avec une joie atroce l'affreuse série de ses malheurs. Maintenant , qu'il retourne à son cloître. L'église est une retraite convenable pour lui : par ses principes, il est déjà évêque.

La simple mention de cet homme m'a fait sortir de ma modération ordinaire. Revenons à vous , milord. Vous êtes l'oreiller sur lequel je suis résolu de reposer tous mes ressentimens. Quelle idée le meilleur des souverains doit-il se former de son propre gouvernement ? Comment peut-il être avec son peuple , lorsqu'il voit à n'en pouvoir douter , que , quel que soit l'emploi brigué , le soupçon de sa faveur est fatal au candidat ; et que , lorsque l'individu auquel il veut du bien a les plus brillantes espérances de succès , si ses royales inclinations sont malheureusement découvertes, elles font manquer l'élection ?

Cet événement , parmi tant d'autres , contribuera peut-être à ouvrir les yeux du Roi sur son véritable honneur et ses vrais intérêts. En dépit de toute l'adresse de Votre Grâce , il pourra , à la fin , apercevoir l'inconvénient de choisir avec un bonheur si rare tous les coquins du royaume pour occuper les divers emplois de

son gouvernement. Cependant je serais fâché de le restreindre dans le choix de ses laquais et de ses amis.

JUNIUS.

LETTRE LI.

Le Révérend M. Horne à Junius.

Le 13 juillet 1771.

MONSIEUR,

La farce, la comédie et la tragédie, c'est-à-dire Wilkes, Foote et Junius, réunis à la fois contre un pauvre ecclésiastique, voilà de terribles chances. Les deux premiers ne font qu'exercer leur profession, et peuvent également alléguer pour excuse, qu'ils cherchent à gagner leur vie. J'admets cette excuse pour le second; il fait un honnête métier, et mon habit était de bonne prise pour lui; mais je ne puis aussi facilement approuver M. Wilkes, ni le louer de faire du patriotisme un commerce et un commerce frauduleux. Que dirai-je donc à Junius le grave, le solennel, le didactique? Le ridicule, il est vrai, a été ridiculement appelé la pierre de touche de la vérité; mais, certes, Junius, avouer que vous

sortez de votre modération naturelle quand on fait mention d'un homme, ne promet pas beaucoup de sincérité ni de justice, lorsque vous en parlez vous-même.

Vous me taxez d'un zèle nouveau pour appuyer le ministère, et d'efforts pour assurer la nomination des candidats ministériels aux fonctions de shérifs. La réputation que vos talens ont justement acquise aux lettres signées Junius, m'arrache une réponse que j'ai dédaigné de faire aux mensonges anonymes de M. Wilkes. Vous faites un fréquent usage du mot homme d'honneur; je m'appelle tout simplement un homme, et je ne désire aucun autre titre. Si vous êtes l'un ou l'autre, vous êtes obligé de prouver vos accusations, ou de confesser que vous avez commis à mon égard une injustice gratuite.

J'aborde franchement la question : je dis que, loin d'être animé d'un zèle nouveau pour soutenir le ministère, je suis pénétré de la plus vive horreur pour ses mesures; et que je me suis toujours montré disposé, et le suis encore à sacrifier tout ce que j'ai, et ma vie même, pour m'opposer à ces mesures. Je dis que je n'ai pas et que je n'ai jamais eu de relation quelconque, directe ou indirecte, avec aucun courtisan, ministre ou partisan du ministère; que je n'ai ja-

mais reçu , sollicité , espéré , ni désiré , et que je n'espère aujourd'hui aucune récompense , quelle qu'elle puisse être , d'un parti ou d'une réunion d'hommes en place ou faisant partie de l'opposition. Je dis que je n'ai jamais fait d'efforts pour assurer la nomination des candidats ministériels aux places de shérifs ; que je n'ai sollicité aucun électeur pour obtenir son vote à aucun des candidats ; que je n'ai employé aucune autre personne à ces sollicitations ; et que je n'ai pas écrit une seule ligne ni un seul mot en faveur de MM. Plumbe et Kirkman , qui , à ce que j'apprends , ont été portés par le ministère.

Vous êtes obligé de réfuter ce que j'avance ici , ou vous perdez votre réputation de véracité. Vous devez produire des faits. Des conjectures et des imputations vagues , quelque élégant que soit le style dans lequel vous les exprimez , ne doivent point passer pour des preuves. Vous avez tous les avantages pour vous , et moi j'ai tous les désavantages : vous êtes inconnu , et je donne mon nom. Les deux partis , et celui du ministère , et celui de l'opposition , ont leurs raisons (que je ferai connaître ci-après) pour se réunir contre moi ; et la prévention populaire est aussi fortement prononcée en votre faveur que contre l'ecclésiastique.

Toute singulière que soit ma situation actuelle, elle n'est nullement pénible pour moi et n'était pas imprévue. Celui-là n'est point propre aux affaires publiques, qui, même à son début, ne prépare pas son âme à un pareil événement. Santé, fortune, repos et relations privées, j'ai tout sacrifié au bien public; et la seule récompense que je reçois pour n'avoir pas voulu concourir à duper et à égarer une multitude ignorante, est de n'être pas mis en pièces par elle. Je suis fier que telle soit ma seule récompense, et c'est pour moi la source d'une satisfaction plus réelle que les honneurs ou les richesses (46).

JOHN HORNE.

LETTRE LII.

Au Révérend M. Horne.

Le 24 juillet 1771.

MONSIEUR,

Je ne descendrai pas jusqu'à une altercation avec vous dans les papiers publics ; mais, puisque j'ai attaqué votre caractère, et que vous vous plaignez de mon injustice, je pense que vous avez quelques droits à une explication. Vous me défiez de prouver que vous ayez jamais sollicité un vote, ou écrit un mot en faveur des *aldermen* ministériels. Je ne vous ai jamais soupçonné, monsieur, d'avoir commis une aussi grosse sottise. Il aurait été impossible à M. Horne de solliciter des votes, et très-difficile d'écrire dans les journaux pour la défense de cette cause, sans être découvert et voué à la honte. Je ne prétends pas non plus être instruit de rien de ce qui vous concerne, ni en savoir plus long sur votre conduite, que vous n'avez

jugé à propos d'en faire connaître au public. C'est de vos propres lettres que je conclus que vous vous êtes vendu au ministère ; ou , si cette accusation vous paraît trop grave , et en supposant possible d'être trompé par des apparences qui parlent si fortement contre vous , qu'ont vos amis à dire pour votre défense ? Doivent-ils avouer que , pour satisfaire votre haine personnelle contre M. Wilkes , vous avez sacrifié (autant que le comportaient vos intérêts et vos talens) la cause de votre patrie ? Je puis accorder quelque chose à la violence des passions ; et si jamais je viens à me convaincre que vous n'eûtes d'autre intention que de perdre M. Wilkes , je serai prêt à rendre justice à votre caractère , et à déclarer au monde que je vous méprise un peu moins que je ne fais à présent. Mais , comme homme public , je dois vous condamner sans rémission. Vous ne pouvez manquer de savoir , et , bien plus , vous n'oserez pas affecter d'ignorer que la plus grande satisfaction que le plus détestable de notre nation soit capable d'éprouver , aurait été le résultat de la défaite de M. Wilkes. Je connais *cet homme* beaucoup mieux qu'aucun de vous. La nature ne l'avait destiné qu'à être un bon imbécile. Une éducation systématiquement conduite , jointe à une

longue pratique , en a fait un hypocrite consonné. Voilà cependant l'homme (pour ne rien dire de ses dignes ministres) que vous vous êtes appliqué sans relâche à satisfaire. Afin d'exclure Wilkes , il était nécessaire que vous sollicitassiez des votes pour ses compétiteurs. On fait aussi bien pencher la balance en retirant des poids d'un bassin , qu'en augmentant ceux de l'autre.

Bien que je sois fort éloigné d'avoir une mince idée de vos talens , la manière dont vous avez attaqué M. Wilkes me donne la conviction ou que vous manquez tout-à-fait de jugement ou que vous êtes aveuglé par votre ressentiment. Vous auriez dû prévoir que les charges que vous avez énoncées contre M. Wilkes , ne pouvaient jamais lui faire aucun mal. Après tout , quand nous comptons sur des découvertes très-intéressantes pour la nation , par quels pitoyables détails la chose se termina-t-elle ? Quelques vieux habits , un cheval gallois , un domestique français , et un panier de vin de Bordeaux. En vérité , M. Horne , le public devrait lui pardonner et lui pardonnera son vin de Bordeaux et ses laquais , et même l'ambition de faire son frère chambellan de Londres , aussi long-temps qu'il tiendra ferme contre un ministère et un parlement qui font

tout ce qu'ils peuvent pour asservir notre patrie, et tant qu'il sera tel qu'une épine enfoncée dans le flanc du roi. Vous ne me soupçonneriez pas de vouloir présenter Wilkes comme un homme parfait. La question pour le public est de savoir où nous trouverons un homme qui, avec des principes plus purs, veuille pousser les choses aussi loin, et courir autant de risques qu'il l'a fait. La circonstance réclame un tel homme, et il doit être soutenu. Quelle n'aurait pas été la joie de cet odieux hypocrite et de ses mignons, si Wilkes eût échoué ! Ce ne fut pas votre faute, révérend personnage, s'il ne la goûta pas complètement. Mais aujourd'hui, je vous l'assure, vous avez si peu de pouvoir pour faire du mal, que je doute fort que le ministère tienne les promesses qu'il vous a faites. En vain vous direz que je suis un partisan de M. Wilkes, ou votre ennemi personnel ; vous ne le persuaderez à personne, parce que vous ne le croyez pas vous-même. Toutefois j'avoue que je suis un peu offensé du bas prix auquel vous semblez évaluer mon intelligence. Je vous prie, M. Horne, de croire désormais que je juge de l'intégrité des hommes par leur conduite, et non par leurs protestations. De semblables contes peuvent amuser M. Oliver, ou votre grand'mère ; mais,

croyez-moi, c'est peine perdue que de les adresser à Junius.

Vous dites que vous êtes un homme. Était-il généreux et digne d'un homme d'insérer à plusieurs reprises, dans un journal, le nom d'une jeune dame avec laquelle vous deviez avoir jusqu'alors vécu sur le pied de la politesse et de la bienveillance ? Mais j'ai fini avec vous. Dans mon opinion, votre crédit est irrévocablement perdu. Je pense que M. Townshend est à peu près dans le même cas. Le pauvre Oliver a été honteusement dupé par vous. Vous lui avez fait perdre tout l'honneur que son emprisonnement lui avait acquis. Quant à M. Sawbridge, dont réellement je respecte le caractère, je suis étonné qu'il ne pénètre pas votre duplicité. Jamais un si vil projet ne fut aussi misérablement exécuté. Vous voyez que cette lettre n'est pas destinée pour le public ; mais si vous croyez qu'elle puisse vous être de quelque utilité, vous êtes libre de la publier.

JUNIUS.

* Cette lettre fut transmise par l'éditeur du *Public Advertiser* à M. Horne, à la prière de Junius. M. Horne la renvoya à l'éditeur avec invitation de la publier.

LETTRE LIII.

Le Révérend M. Horne à Junius.

Le 31 juillet 1771.

MONSIEUR,

Vous avez trompé mon attente. Lorsque je vous ai dit que des conjectures et des imputations vagues, quelque élégant que fût le style dans lequel elles étaient exprimées, ne devaient point passer pour des preuves, je vous ai indiqué clairement la réponse sur laquelle je comptais; mais vous avez abandonné votre élégance ordinaire, et vous semblez vouloir essayer quel sera l'effet de conjectures et d'imputations vagues exprimées en langage très-grossier. Votre réponse à ma lettre (qui, je pense, était calme, modérée et modeste) m'a convaincu que l'idée que je me fais d'un *homme* est supérieure à celle que vous avez d'un *homme d'honneur*. J'ai toujours dit de vos premières lettres, que *materiam superabat opus*. Je ne pense pas de même

de la présente. Les principes en sont encore plus détestables que les expressions n'en sont basses et peu polies. Je consens que tous ceux qui adoptent les uns m'accablent des autres.

J'en appelle au sens commun du public auquel je me suis toujours adressé : je crois qu'il en a , bien que je sois quelquefois un peu enclin à soupçonner que M. Wilkes s'est formé de l'espèce humaine une opinion plus juste que la mienne. Quoi qu'il en soit , je suis sûr d'une chose , c'est qu'il n'y a rien sur quoi l'on puisse aussi sûrement compter que sur ce bon sens. Les petites ruses et les bas artifices , et l'attention de parler aux préjugés et aux passions du peuple peuvent être les moyens les plus propres pour réussir sur quelque point particulier ; mais si le peuple n'a pas le sens commun ; il n'y a point d'espoir de lui obtenir aucun avantage réel et permanent. Les mêmes passions dont un honnête homme s'est servi habilement pour le bien des peuples , peuvent être employés par un malhonnête homme pour causer la ruine publique. Je désire , non pour mon avantage , mais pour le sien , que le peuple fasse usage du sens commun qu'il possède , à l'égard de la lettre de Junius ; elle le touche de très-près ; car les principes qu'elle renferme conduisent au déshonneur et à la ruine ,

et sont incompatibles avec toutes les saines notions de la société civile.

Les charges que Junius a énoncées contre moi, sont devenues ridicules par ses contradictions. Il me taxe positivement d'un zèle nouveau pour appuyer la nomination des candidats ministériels aux fonctions de shérifs, et il assigne à ma conduite deux motifs contradictoires. Il dit que je me suis vendu au ministère, ou que je suis excité par la méchanceté sombre et vindicative d'un moine; que je suis influencé par un sordide amour du gain, ou poussé par la haine personnelle et aveuglé par le ressentiment. Dans sa lettre au duc de Grafton, il me suppose mu à la fois par ces deux puissances; dans celle qu'il m'écrit, il paraît d'abord mettre en doute lequel des deux, de l'intérêt ou de la vengeance, est le motif qui me fait agir. Toutefois il se décide à la fin pour le premier, et de nouveau il affirme positivement que les ministres m'ont fait des promesses; mais il ne cite aucun exemple de vénalité de ma part, et ne prétend avoir aucune connaissance de mes relations ministérielles. Il ne donne aucune cause de haine personnelle envers M. Wilkes, ni aucune raison de mon ressentiment ou de ma vengeance. M. Wilkes lui-même n'en a insinué aucune, quoique pressé ité-

rativement à ce sujet. Quand je somme Junius de prouver son accusation, il répond qu'il ne descendra pas jusqu'à une altercation avec moi dans les journaux. Junius, qui n'existe que dans les journaux, qui reconnaît y avoir attaqué mon caractère, et qui pense que j'ai quelques droits à une explication, ne saurait descendre jusqu'à une altercation dans les journaux ! et, parce qu'il ne saurait descendre jusqu'à une altercation avec moi dans les journaux, il m'envoie, par l'éditeur d'un journal, une lettre insolente qu'il termine en me disant que je suis libre de la publier. C'est à coup sûr une excellente méthode pour éviter une altercation dans les journaux !

Les preuves de ses accusations positives sont extraordinaires. Il ne prétend être instruit de rien de ce qui me concerne, ni en savoir plus long sur ma conduite que je n'ai jugé à propos d'en faire connaître au public. Il ne me soupçonne pas d'avoir commis une aussi grosse sottise, que de solliciter des votes, ou d'écrire dans les journaux sous le voile de l'anonyme, parce qu'il est impossible de faire l'une ou l'autre de ces choses sans être découvert et voué à la honte. Et c'est Junius qui dit cela ! lui qui pense avoir écrit pendant deux ans sous ce nom (et plus long-

temps sous d'autres) sans être découvert (47) ! Mais bien qu'il ne m'ait jamais soupçonné d'une aussi grosse sottise que de courir le risque d'être découvert et voué à la honte, en écrivant sous le voile de l'anonyme, il soutient que je me suis rendu coupable d'une bien plus grosse sottise, celle de m'exposer à la certitude de la découverte et de la honte, par des écrits signés de mon nom ! Mais ce n'est qu'une bagatelle pour le superbe Junius. Il est fort éloigné d'avoir une mince idée de mes talens, quoiqu'il soit convaincu que je manque tout-à-fait de jugement ; et il respecte réellement le caractère de M. Sawbridge, quoiqu'il déclare qu'il est assez imbécile pour ne pas pénétrer le plus vil projet exécuté de la manière la plus misérable ! et ce projet si vil est exécuté de la manière la plus misérable par un homme qu'il ne soupçonne pas capable de commettre une grosse sottise, et des talens duquel il est bien éloigné d'avoir une mince idée !

Si nous demandons à Junius de concilier ces contradictions et d'expliquer ces non-sens, sa réponse est prête : Il ne saurait descendre jusqu'à une altercation dans les journaux. Il ne se sent pourtant nulle répugnance à attaquer le caractère de qui que ce soit. Le trône n'est pas trop élevé ni la chaumière trop humble : sa puissante

méchanceté sait atteindre les deux extrêmes. Il n'insinue pas ses accusations comme des opinions, des conjectures, ou des conséquences, mais il les donne comme des assertions positives. Les personnes accusées se plaignent-elles de son injustice? Il reconnaît qu'elles ont quelques droits à une explication; mais si on lui demande des preuves et des faits, il prie qu'on l'excuse; et, bien qu'on ne puisse le trouver ailleurs, il ne saurait descendre jusqu'à une altercation dans les journaux.

Junius pense peut-être que c'est là le généreux ressentiment d'un homme d'honneur; il peut appeler courage cette lâche manière d'assassiner. J'espère que nous différons, en toutes choses, comme en celle-là (48).

Junius a néanmoins daigné donner la preuve de deux choses. Il parle très-à-propos d'une jeune dame pour prouver que je ne suis pas un homme, et cite une bonne vieille, ma grand'mère, pour prouver que M. Oliver est un sot. La pauvre vieille! elle a lu sa Bible tout autrement que Junius! Elle y a souvent trouvé que les péchés des pères étaient retombés sur les enfans, et, par conséquent, elle a eu soin que, ni elle, ni ses descendans immédiats, n'attachassent aucun blâme à sa postérité; et ils n'en ont attaché au-

cun. Elle ne pouvait guère prévoir que l'on prendrait la chose au rebours , comme Junius , qui reporte mes péchés politiques sur ma grand-mère ! Je ne l'accuse pas de méchanceté à cet égard ; ce fut entièrement par l'effet de sa propension à commettre des bévues , que , lorsqu'il me reprochait de citer de la manière la plus innocente le nom d'une dame , il en citait deux au même instant.

Suivant qu'il convient aux desseins de Junius , je suis représenté alternativement sous les couleurs d'un moine sombre et méchant , et sous celles d'un homme poli et de bienveillant. Il me traite de moine sombre , afin de confirmer ce qui est dit de moi dans les paragraphes anonymes de M. Wilkes , savoir que je ne ris jamais. Et la politesse et la bienveillance avec lesquelles on dit que j'ai vécu jusqu'à présent avec la jeune dame , sont destinées à confirmer d'autres paragraphes de M. Wilkes où l'on suppose qu'il m'a offensé en me refusant sa fille. Que cela est ridicule ! Je ne saurais cependant nier que Junius a prouvé que je n'étais ni loyal ni généreux , aussi évidemment qu'il a démontré que je suis corrompu et vindicatif. Je lui en dirai plus qu'il ne sait. J'ai fait autant de visites et adressé autant de complimens au ministère actuel qu'à la

jeune dame, et je les traiterai toute ma vie avec la même politesse et la même bienveillance.

Junius me prie de croire qu'il mesure l'intégrité des hommes sur leur conduite et non sur leurs protestations. Certes, ce Junius croit ses lecteurs aussi dépourvus d'intelligence qu'il l'est de modestie ! Où trouverons-nous la mesure de son intégrité ? Sur quoi mesurerons-nous la conduite de ce mystérieux assassin ? Et c'est à moi qu'il dit cela ; à moi, dont la conduite, partout où j'ai pu paraître en personne, a été aussi directe, aussi franche et aussi publique que mes paroles. Je ne me suis pas, comme lui, caché dans ma chambre pour tirer mes flèches par la fenêtre ; je ne me suis pas contenté de voir la bataille de loin, mais je suis publiquement entré dans la mêlée et j'ai partagé les périls du combat. A qui ai-je refusé, comme lui, de donner mon nom, lorsqu'on s'est plaint d'une injure ? Quel imprimeur ai-je prié de me cacher ? Dans le nombre infini d'affaires diverses auxquelles j'ai pris part et d'où il n'était guère facile de se tirer sans commettre de fautes, laquelle de mes actions peut-il inculper ? A quel danger un homme a-t-il été exposé que je ne l'aie affronté ? Les accusations, les procès, l'emprisonnement, la mort. Devant quels travaux

ai-je reculé; quelles dépenses ai-je refusé de faire; à quels plaisirs n'ai-je pas renoncé? Mais Junius, à qui l'on ne peut assigner aucune conduite, mesure l'intégrité des hommes sur leur conduite et non sur leurs protestations; lui qui n'est en tout que protestations, et protestations anonymes encore! L'ignorance politique ou la malicieuse fausseté de ce déclamateur sont extrêmes. Ses premières lettres justifient à la fois ma conduite et les personnes qu'il injurie dans sa dernière; car les mesures que Junius a constamment défendues sont notre ouvrage, à nous qu'il attaque; et le perpétuel adversaire de ces mesures, a été M. Wilkes dont Junius s'efforce de pallier les mauvaises actions et les intentions perverses.

Que Junius varie à son gré les injures qu'il m'adresse, et lâchant le peu de prise que lui offraient l'intérêt et la vengeance, qu'il m'accuse de vanité, et appelle ma défense vanterie. J'avoue que je suis fier de voir des statues créées, et les plus grands honneurs décernés, pour des mesures et des actes que tout le monde a approuvés; tandis que ceux qui les ont conseillés et qui en sont la cause première sont exécrés et outragés. Les ténèbres au milieu desquelles Junius croit s'être enveloppé, ne le ca-

chent point; et l'artifice de n'attaquer que sous ce nom les gens qu'il veut abattre, tandis qu'il prône d'autre manière ceux qu'il voudrait voir élever, ne m'a pas trompé sur le parti auquel il appartient. Quand lord Chatham pourra pardonner la situation gauchie où, pour l'avantage du peuple, on a su le placer par les remerciemens qu'on lui a votés dans la Cité; et quand le nom de Wilkes cessera d'être nécessaire à lord Rockingham pour entretenir des clameurs contre la personne des ministres, sans obliger les différentes factions qui composent aujourd'hui l'opposition, à se lier par avance sur certains points, et à stipuler quelques avantages précis pour le peuple; alors, et seulement alors, ceux que Junius injurie maintenant pourront compter sur son approbation. Celle du public, pour la constante attention que nous avons apportée à ses intérêts, en travaillant à ces stipulations qui vous ont rendu aussi suspect aux factions composant l'opposition, qu'à celles réunies sous la bannière ministérielle; cette approbation, nous ne devons peut-être pas y compter d'ici à quelques années. A cette époque le peuple portera ses regards en arrière; il verra comme il a été scandaleusement abusé, et par quels artifices on lui a fait perdre l'heu-

reuse occasion de prévenir (ce qui sûrement arrivera alors) un changement de ministres, sans changement notable dans les mesures, et sans aucune garantie pour une constitution chancelante. Mais, qu'importe à Junius le salut de la constitution ! Il nous a maintenant dévoilé ses principes diaboliques. Comme homme public, il doit toujours condamner toute mesure qui peut tendre même accidentellement à satisfaire le souverain ; et M. Wilkes doit être soutenu et assisté dans toutes ses tentatives (quelque ridicules ou pernicieux que soient ses desseins), tant qu'il continuera d'être tel qu'une épine enfoncée dans le flanc du Roi. La cause du pays, selon Junius, consisterait uniquement à tourmenter le Roi ; et tout fripon doit être soutenu dans sa friponnerie, pourvu que par là il plante une épine dans le flanc du Roi. Ceci est le *nec plus ultra* de l'esprit de faction, et le dernier degré de la dépravation politique. Parce que lord Chatham a été maltraité par le Roi, et lâchement trahi par le duc de Grafton, il faut que ce dernier devienne l'oreiller où Junius reposera tous ses ressentimens ; et le peuple doit s'opposer aux mesures du gouvernement, d'après des motifs d'inimitié personnelle envers le souverain ! Tels sont les principes avoués de l'homme qui

dit dans la même lettre : « Si jamais je viens à » me convaincre que vous n'eûtes d'autre intention que de perdre M. Wilkes , je serai prêt à » rendre justice à votre caractère , et à déclarer » au monde que je vous méprise un peu moins » que je ne fais à présent. » Si j'eusse jamais agi d'après des motifs d'affection ou d'inimitié personnelle envers M. Wilkes , je mériterais qu'on me méprisât ! mais que mérite celui dont le motif avoué est une inimitié personnelle envers le souverain ? Le mépris que sans cela m'inspireraient l'absurdité et les contradictions frappantes de Junius , cède ici à mon horreur pour ses principes. Le *droit divin* et la *sainteté des rois* sont pour moi un jargon vide de sens. On trouva d'une audace monstrueuse , du temps de Charles I^{er} , l'expression d'Oliver Cromwell , qui disait que si , dans une bataille , il se trouvait face à face avec le Roi , il déchargerait son arme sur lui , aussi bien que sur tout autre homme. Je vais plus loin : si j'eusse vécu à cette époque , je n'aurais pas attendu que le hasard m'offrît une occasion de faire mon devoir , j'aurais cherché le Roi dans les rangs , et , sans la moindre inimitié personnelle , j'aurais déchargé mon arme sur lui , *plutôt* que sur tout autre homme. Le Roi dont les

actions justifient la rébellion envers son gouvernement, mérite de recevoir la mort de la main du premier venu de ses sujets. Qu'une pareille époque arrive, et je serai aussi prompt à agir, que je le suis à parler; mais, jusqu'à là, on trouvera mon attachement à la personne et à la famille du souverain, plus vif et plus sincère que celui de tous ses flatteurs. Je blesserais mon souverain avec autant de répugnance que mon père; mais si le bonheur et le salut de la famille entière le rendaient nécessaire, dans ce cas, je le blesserais sans remords.

Examinons un peu où nous conduiraient les principes de Junius. Si M. Wilkes chargeait encore une fois M. Thomas Walpole de lui procurer, sur l'établissement irlandais (49), une pension de mille livres sterling pour trente ans, il devrait être appuyé par le public dans sa demande, parce que cela mortifierait le Roi!

S'il désirait voir lord Rockingham et ses amis rentrer au ministère (sans être liés par aucune stipulation à l'avantage du peuple), afin de pouvoir encore jouir d'une pension de mille quarante livres sterling, savoir, du premier lord de la trésorerie, 300 liv.; de chacun des autres lords de la trésorerie, 60 liv.; de chacun des membres du conseil de commerce, 40 liv., etc.; le public de-

vrait cesser de tourner son attention vers des objets d'intérêt national, et assister M. Wilkes dans sa tentative, parce que cela mortifierait le Roi !

S'il demandait le gouvernement du Canada ou de la Jamaïque, ou l'ambassade de Constantinople, et si, en cas de refus, il menaçait de renverser par ses écrits le ministère existant, comme il en avait précédemment renversé un autre en un an et demi, il faudrait l'appuyer dans ses prétentions et son insolence, parce que cela mortifierait le Roi !

Junius peut dire que ces choses ne sauraient arriver ; mais moi, nonobstant la dénégation de M. Wilkes, j'affirme qu'elles sont arrivées. Je soutiens que M. Wilkes chargea M. Thomas Walpole de solliciter pour lui, sur l'établissement irlandais, une pension de mille liv. sterl. pour trente ans ; pension dont, avec un pardon, il déclara qu'il se montrerait satisfait. Je soutiens, nonobstant sa lettre à M. Onslow, qu'il accepta une pension clandestine et précaire, une sorte d'aumône du ministère de lord Rockingham ; que les ministres la lui payaient sur leurs émolumens et en proportion de ces émolumens, et que cette pension était tellement ministérielle que, lorsque quelques membres de cette administration se retirèrent, leurs noms furent rayés de la liste, et

ils ne payèrent plus. Je soutiens qu'il sollicita les gouvernemens et l'ambassade en question, et qu'il exprima ses menaces, en cas de refus, à peu près dans ces termes. « Il m'a fallu un an et demi pour renverser, par mes écrits, le dernier ministère; si j'employais autant de temps à écrire contre le vôtre, il n'y en aurait guère parmi vous qui seraient encore ministres à l'expiration de ce délai. » Quand il vit que ces menaces ne produisaient point d'effet, il vint en Angleterre pour embarrasser les ministres par sa présence; mais lorsqu'il eut trouvé lord Rockingham plus ferme qu'il ne s'y était attendu, et que ce ministre eut refusé de se laisser contraindre à promettre ce qu'il n'aurait pas pu tenir, M. Wilkes déclara qu'il ne pouvait quitter l'Angleterre sans argent; alors le duc de Portland et lord Rockingham achetèrent son absence en lui comptant chacun cent liv. sterl. avec lesquelles il retourna à Paris. Pour prouver la vérité de ce que j'avance, j'en appelle au duc de Portland, à lord Rockingham, à lord John Cavendish, à M. Walpole, etc.; j'en appelle enfin aux lettres écrites de la main de M. Wilkes, et qui existent encore.

Si, par la suite, M. Wilkes ne réussissant pas dans son commerce en gros, se mettait dans la tête de détailler sa popularité à la livre, et

d'offrir les places de la Cité à son frère, à son procureur, etc., Junius nous dira que c'est seulement par ambition qu'il veut les faire chambellan de la Cité, clerc, etc., et qu'on ne doit pas l'empêcher de frustrer ainsi les habitans de la Cité de leur droit naturel, parce que tout échec éprouvé par M. Wilkes satisferait le Roi !

Si, après avoir dissipé toute sa fortune ainsi que celle de sa femme, et contracté une dette de vingt mille liv. sterl., uniquement par l'effet de sa folle prodigalité, et sans avoir, pendant tout le temps où il était riche, rendu le moindre service au public ; si, dis-je, se voyant ruiné il se faisait patriote ; s'il avait le bonheur d'être illégalement persécuté ; et si, en considération de cette persécution illégale, il se voyait appuyé de quelques hommes connus par les principes politiques les plus purs ; si ses dettes de toute nature (bien qu'aucune n'eût été contractée au service du public) étaient payées ; si on lui offrait six cents ou mille livres sterling de revenu pour le rendre indépendant à l'avenir ; et si, après tout cela, au lieu de montrer de la reconnaissance pour de pareils services, il défendait insolemment à ses bienfaiteurs de donner leur argent à d'autres que lui, et s'il les vilipendait pour avoir mis quelques bornes à leurs libéra-

lités, Junius (qui, pas plus que lord Chatham, n'a contribué pour un *farthing* à ces énormes frais) leur dirait que, s'ils songent à consacrer au succès de mesures d'utilité publique les sommes qu'ils employaient à réparer les folies personnelles de M. Wilkes, ils sont d'aussi grands imbéciles que ma grand'mère; et que M. Wilkes doit tenir les cordons de leur bourse tant qu'il continuera d'être comme une épine dans le flanc du Roi.

Je n'ai jamais agi et je n'agirai jamais d'après ces principes. Dans mon opinion, il est moins déshonorant d'être la créature d'une cour que l'instrument d'une faction. Je ne serai ni l'un ni l'autre. Je considère lord Rockingham et lord Chatham comme les deux principaux chefs de l'opposition, et c'est sous la bannière de l'un d'eux que s'enrôlent tous les membres des deux chambres qui sont opposés aux ministres et désirent avoir des places. Je ne puis accorder de confiance à aucun de ces deux hommes, ni à tous autres, à moins qu'ils ne s'engagent, maintenant qu'ils sont *dehors*, à accorder certains avantages essentiels à la sécurité du peuple, quand ils seront *dans* l'administration. Ils refusent de stipuler ces conditions, parce qu'ils craignent d'empêcher par là de futures ouvertures de la part de la cour. MM. Sawbridge, Townshend,

Oliver , etc. , se sont constamment efforcés de les amener à ces stipulations , et conséquemment ils sont outragés par Junius. Je ne connais aucune raison , sauf mon zèle et mon activité à servir la même cause , qui puisse me donner des droits à l'honneur d'être placé par ses outrages au même rang que des personnes si distinguées par leur fortune et leur position sociale. Je dois à la mémoire de feu M. Beckford de dire qu'il n'avait pas d'autre but que celui dont je viens de parler , quand il prépara une fête somptueuse à Mansion-House (50), pour les membres de l'opposition dans les deux chambres. A cette époque , il jeta sur le papier les bases d'un engagement , qu'il me remit avec prière de le rédiger en termes si bien pesés et si précis , qu'ils ne pussent donner lieu par la suite à aucune chicane , équivoque ou échappatoire , et n'offrissent aux membres en question d'autre alternative , que de remplir dans toute leur étendue les obligations prescrites , ou de signer leur propre infamie , et d'en laisser un témoignage éclatant. Il fut résolu de leur présenter cet engagement à Mansion-House , afin que , par leur refus de le signer , ils perdissent la confiance du public , ou qu'en le signant , ils cimentassent cette confiance.

Quand lord Rockingham et ses amis furent informés de cette intention, ils refusèrent tout net de signer aucun engagement. M. Beckford déclara aussi nettement que , dans ce cas , *ils ne mangeraient pas sa soupe* , et il résolut de contremander la fête; mais il se laissa persuader par..... de leur donner la ridicule parade d'une procession populaire dans la Cité , et le sot plaisir d'étaler une importance imaginaire dans une fête qui n'eut d'avantage réel que pour les cuisiniers et les pourvoyeurs.

Ce fut le même motif qui dicta les remerciemens que la Cité vota à lord Chatham ; ils furent votés , afin qu'on les présentât comme une déclaration de sa part en faveur des *courts parlemens* , et pour attacher au moins lord Chatham à ce remède constitutionnel , sans lequel tous les autres n'offrent aucune garantie. L'embarras sans doute était cruel. Lord Chatham avait le choix , ou d'offenser le parti de Rockingham , qui s'était formellement déclaré contre les *courts parlemens* , et avec l'assistance duquel il pouvait espérer d'être encore ministre , ou bien de perdre la confiance du peuple , d'où , en définitive , toute importance réelle émane. Lord Chatham choisit le dernier parti ; et j'oserai dire que , par la réponse qu'il fit à ces

remercimens, il perdit la faveur du peuple, sans obtenir l'amitié ou l'assistance cordiale des partisans de Rockingham; gens dont la politique mesquine se borne à faire des mariages, et à étendre leurs liaisons de famille, et qui pensent avoir plus gagné en acquérant une voix de plus dans la chambre des communes, qu'en ajoutant à leur mince capacité et à leur faible caractère les talens d'un Chatham, ou la confiance du public.

Quel que soit l'événement qui résulte du misérable état où la politique se trouve aujourd'hui dans notre pays, les principes de Junius ne cadreront avec aucune forme de gouvernement. Ils ne sont tolérables sous aucune constitution. L'inimitié personnelle est un motif qui ne convient qu'au démon. Quiconque est souverain a droit au respect et à l'appui du peuple. L'union nécessaire au bonheur de l'un et de l'autre ne peut exister sans un respect mutuel; et celui qui conseille de violer ce respect donne un conseil perfide. Quand l'une des deux parties a cessé de respecter l'autre, et quand tous les moyens ont été tentés vainement pour rétablir les choses comme elles étaient, il n'y a plus d'autre remède que le divorce. Mais alors même il faut avoir le cœur dur et pervers, pour punir

le plus grand criminel, dans le seul but de punir, et pour ne pas répandre une larme sur chaque goutte de sang versée dans une lutte nationale, quelque juste que soit le motif de la querelle (51).

JOHN HORNE.

LETTRE LIV.

A l'Editeur du Public Advertiser.

Le 13 août 1791.

MONSIEUR,

Je devrais demander pardon au duc de Grafton d'avoir laissé détourner une partie de mon attention de Sa Grâce sur M. Horne. La similitude de leurs dispositions ne me justifie pas. Les vices privés, quelque abominables qu'ils soient, n'ont pas assez de dignité pour mériter la censure de la presse, à moins qu'ils ne se trouvent unis au pouvoir de faire à la société quelque mal notable. La situation de M. Horne ne correspond pas avec ses intentions. A mon avis (et je sais qu'on l'attribuera à ma vanité et à ma présomption ordinaires), la lettre qu'il m'a écrite ne mérite pas de réponse. Cependant j'apprends que le public est mécontent de mon silence; qu'on attend une réponse de moi, et que si je persiste à refuser de plaider, je passerai pour

convaincu. Je serais en contradiction avec les principes que je professe, si je déclinais un appel au bon sens du peuple, ou si je ne me soumettais pas de bon cœur au jugement de mes pairs.

Si quelques expressions dures me sont échappées, je suis prêt à convenir qu'elles sont indignes de Junius; mais je ne vois aucune raison d'admettre qu'elles aient été mal appliquées.

M. Horne, à ce qu'il semble, est incapable de comprendre comment un extrême défaut de sagesse dans sa conduite peut se concilier avec les talens que je lui ai accordés; il ne peut non plus concevoir qu'un très-honnête homme, doué d'un très-bon jugement, puisse être trompé par un coquin. Il faut en vérité que sa connaissance de la nature humaine soit très-bornée. Quand il n'aurait jamais vu le monde, on pourrait penser que ses livres lui en ont appris davantage. A-t-il entendu lord Mansfield défendre la doctrine concernant les libelles, ou expliquer la loi dans les procès pour adultère, ou détailler ses raisons pour convoquer la chambre des lords afin de recevoir une copie de son exposé au jury dans le procès de Woodfall? S'il eût été présent dans quelque-une de ces occasions, il aurait vu combien il est possible à

un homme doué des premiers talens de se perdre au milieu d'un dédale d'absurdités qui déshonorerait les lèvres d'un idiot. Cet exemple lui aurait peut-être appris à ne pas faire tant de cas de son propre esprit. L'intégrité et le jugement de lord Littleton ne peuvent être mis en question, et pourtant il est reconnu qu'il admire ce rusé Écossais, et le croit véritablement un honnête homme. Je parle de faits que nous connaissons tous ; je parle aux hommes et à leur expérience, et je ne veux point descendre jusqu'à répondre aux petits sophismes railleurs d'un pédant. Les talens éminens ne sont pas nécessairement unis à la prudence. S'il y a quelque chose de remarquable dans le caractère de M. Horne, c'est qu'un extrême défaut de jugement s'y trouve joint à une capacité très-médiocre. Au reste, je n'ai pas oublié l'aveu que je lui ai fait ; il le doit à ma générosité ; et quoique sa lettre lui ait porté préjudice dans mon esprit, je ne rétracterai pas cette concession charitable.

J'ai dit qu'il serait très-difficile à M. Horne d'écrire pour la défense d'une mesure ministérielle sans être découvert ; et j'ai attribué uniquement cette difficulté à sa position particulière. Il change les termes de la proposition, et me fait dire qu'il serait impossible à un homme

d'écrire pour les journaux sans être découvert,

Il affirme à diverses reprises, ou au moins il donne à entendre qu'il connaît l'auteur de ces lettres. Avec quelle apparence de vérité prétend-il donc qu'on ne peut me trouver que dans un journal? Je le laisserai avec ses soupçons. Il n'est pas nécessaire que je me confie à l'honneur et à la discrétion d'un homme qui semble déjà me haïr avec autant d'acharnement, que si j'avais été autrefois son ami. Il assure m'avoir reconnu sous diverses signatures. Pour rendre cette prétendue découverte utile à son dessein, il aurait dû prouver que le caractère fictif de Junius n'a pas été soutenu d'une manière conséquente, ou que l'auteur de ces lettres a défendu différens principes sous différentes signatures. Je ne saurais me rappeler les bagatelles sans nombre que j'ai jetées sur le papier; mais je me repose avec confiance sur mon intégrité, et je le défie de diriger contre moi, avec quelque plausibilité, une accusation d'inconséquence.

Je ne suis pas obligé de spécifier les motifs secrets de sa haine apparente pour M. Wilkes; et il n'est pas dit que je ne puisse juger convenablement de sa conduite, fût-il vrai que je n'aie pas de conduite à moi. M. Horne parle longuement et avec enthousiasme de l'importance de

ses services , des terribles combats qu'il aurait soutenus , et des dangers auxquels il a échappé. A l'appui de cette formidable description , il cite des vers sans miséricorde. Le brave homme fait métier d'exploiter le champ de la fiction , et invoque naturellement le témoignage des poètes. En le prenant au mot , je pense qu'il ne saurait s'empêcher de reconnaître la supériorité de M. Wilkes pour le genre de services dont il parle. D'un côté , nous ne voyons que des malheurs imaginaires ; de l'autre , des poursuites réelles , des amendes réelles , un emprisonnement réel , la vie plusieurs fois exposée , et , dans un moment , la presque certitude de la mort. Des remerciemens sont incontestablement dus à tout homme qui fait son devoir dans le combat ; mais c'est le soldat blessé qui mérite la récompense.

Je ne prétends pas nier que M. Horne n'ait été un partisan actif. Je manquerais mon but si je ne lui accordais un degré de mérite qui aggrave sa faute. L'accusation d'avoir employé tous ses efforts pour appuyer une mesure ministérielle renferme implicitement la reconnaissance de ses anciens services. S'il ne se fût pas fait remarquer autrefois par son zèle apparent pour la cause commune , il n'aurait pu se faire

remarquer aujourd'hui en désertant cette cause. Pour moi, il n'y a plus lieu de mettre en question si je me mêlerai dans la foule des combattans et si je prendrai quelque part au danger. Quand Junius se montrera, s'il se montre jamais, il aura à faire face à une légion d'ennemis. Mais n'y a-t-il pas moyen de servir honorablement le public, sans s'engager dans des querelles particulières avec des êtres insignifiants, ou sans se soumettre à la bassesse de briguer des votes pour une élection? N'y a-t-il pas de ma part quelque mérite à consacrer ma vie à l'instruction de mes concitoyens? Quelle question publique ai-je déclinée? Quel coquin ai-je épargné? N'y a-t-il pas de travail dans la rédaction de ces lettres? Je crains que M. Horne ne soit partial à mon égard, et ne mesure la facilité de mes écrits sur la prolixité des siens.

Il nous parle en termes pompeux des vaillans exploits par lesquels il se serait signalé, s'il eût vécu dans le siècle dernier. L'infortuné Charles n'aurait guère pu lui échapper. Mais les princes vivans ont des droits à son respect et à son attachement. De cette manière, il n'y a pas beaucoup de danger à être patriote. S'il a voulu nous offrir autre chose qu'une pompeuse rhapsodie, examinons comment se lient ses argumens.

Je présume qu'il n'est pas encore courtisan assez consommé pour soutenir que la constitution n'a point été grossièrement et audacieusement violée sous le règne actuel. Il ne dira pas que les lois n'ont point été scandaleusement torturées ; que les droits des citoyens n'ont point été usurpés ; que le redressement de tous ces torts n'a pas été maintes fois sollicité et refusé. Des griefs tels que ceux-ci furent le principe et la cause de la rébellion dans le siècle dernier ; et si je comprends bien M. Horne , à cette époque, ils lui auraient paru suffisans pour l'autoriser à attaquer de propos délibéré la vie de son souverain. Je ne lui demanderai pas à quelle constitution politique on peut rapporter une pareille doctrine ; mais il est obligé de nous faire voir que le Roi actuel a de meilleures excuses que Charles I^{er} pour les fautes de son gouvernement. Il doit nous démontrer que la constitution était mieux comprise il y a cent ans , qu'aujourd'hui ; que les droits légaux du citoyen et les limites de la prérogative étaient plus exactement définis et plus clairement entendus. S'il ne peut soutenir ouvertement de semblables propositions, je ne vois pas comment il peut être d'accord avec lui-même et ne point agir sur-le-champ avec autant de liberté qu'il parle. Je respecte le carac-

tère de Charles I^{er} aussi peu que M. Horne ; mais je ne voudrais pas insulter à ses malheurs par une comparaison qui le déshonorerait.

Il est bon d'observer par quelle aimable gradation le zèle furieux et persécuteur de M. Horne s'est adouci jusqu'à la modération. Hier , c'était aux hommes et aux mesures qu'il s'attaquait. Quelles peines ne s'est-il pas donné naguère pour tâcher d'obtenir l'exécution de ce grand criminel d'État, M'Quirk ! Aujourd'hui il se borne à attaquer les mesures seules ; il ne veut pas que l'exemple du châtimement soit légué aux successeurs du duc de Grafton. Demain , je présume qu'il pardonnera aux mesures comme aux hommes. L'ardent patriotisme de M. Horne , qui nous brûlait à son méridien , descend doucement vers l'occident ; et dans son déclin ses rayons se font à peine sentir.

Je conçois la politique de M. Horne en faisant partager à MM. Oliver et Sawbridge les reproches dont il suppose que je l'ai accablé. Si j'ai bonne mémoire , il ne m'est pas arrivé de citer leurs noms avec irrévérence ; à moins qu'il ne soit irrévérencieux d'avoir montré un véritable respect pour le caractère de M. Sawbridge , et de n'avoir pas mis en doute l'innocence des intentions de M. Oliver.

Il paraîtrait, d'après M. Horne, que je suis partisan du grand chef de l'opposition. Si cette imputation m'était adressée par manière de reproche, il fallait la mieux appuyer. J'en n'ai point prétendu faire une profession publique du respect que je porte à lord Chatham. Je savais fort bien quelles conclusions malveillantes on en pourrait tirer. Mais on me somme en quelque sorte de déclarer mon opinion; et, certes, ce n'est pas la petite censure de M. Horne qui m'empêchera de rendre une justice éclatante à un homme qui, je l'avoue, s'est acquis des droits à mon estime. Quant à des vues sordides, ou aux projets d'une ambition vulgaire, si l'on en supposait à lord Chatham, je doute que les éloges de Junius pussent lui être de quelque utilité. Mon vote serait une faible recommandation pour lui faire obtenir une augmentation de pension, ou un siège dans le cabinet. Mais si son ambition est à la hauteur de son intelligence, s'il juge de ce qui est vraiment honorable pour lui avec ce génie supérieur qui l'anime, et lui inspire l'éloquence dans le débat, et la sagesse dans la décision, la plume de Junius elle-même pourra contribuer à le récompenser. Les signes de ses honneurs se presseront autour de son monument. C'est un édifice so-

lide ; il supportera les lauriers qui le décorent. Le style louangeur ne m'est pas familier. On m'arrache ces éloges ; mais ils dureront , car ils ont été chèrement achetés.

Ma haine contre le duc de Grafton n'est pas fondée sur sa trahison envers un individu , quoique je sois assez disposé à croire que , dans les affaires publiques , il serait impossible d'abandonner ou de trahir lord Chatham , sans causer un préjudice notable à notre pays. Mon aversion pour le duc provient d'une connaissance intime de son caractère , et d'une entière conviction , que sa bassesse a causé plus de mal à l'Angleterre que la malheureuse ambition de lord Bute elle-même.

La réduction de la durée des parlemens est un sujet sur lequel M. Horne ne saurait s'étendre avec trop de chaleur , et je ne mets pas en doute sa sincérité à cet égard. Si je ne professais pas les mêmes intentions , je serais d'une manière scandaleuse en contradiction avec moi-même. Il n'est pas nécessaire de lier lord Chatham par les formalités d'un engagement écrit. Il s'est prononcé publiquement en faveur des parlemens triennaux , et , quoique je sois depuis longtemps convaincu que c'est la seule ressource qui nous reste pour conserver la liberté solide

que nous assure la constitution, je ne pense pas que nous ayons le droit d'en rien conclure contre l'intégrité de lord Rockingham ou de ses amis. D'autres mesures peuvent à coup sûr être appuyées de bons argumens, et présentées comme un remède mieux adapté au mal, ou comme plus faciles à obtenir.

M. Horne sait très-bien que n'ai jamais été le champion de M. Wilkes; mais, quoique je ne sois pas obligé de répondre de la constance avec laquelle il demeurera attaché aux principes qu'il professe, je n'ai pas de raison de présumer qu'il les déshonore par la suite. Quant aux suppositions tout-à-fait imaginaires, auxquelles M. Horne se livre avec tant d'ardeur pour me combattre, je lui ferai une réponse simple et franche. Lorsqu'on pourra convaincre M. Wilkes d'avoir sollicité une pension, une ambaassade ou un gouvernement, sa position changera; il faudra qu'il renonce au caractère qu'il prend à présent, et qui, dans mon opinion, lui donne des droits à être soutenu par le public. Par cet acte seul, et à l'instant même, il perdra le pouvoir de mortifier le Roi; et, bien qu'il ne puisse jamais être en faveur à St.-James, sa bassesse pourra procurer une vive satisfaction à l'âme royale de celui qui l'habite. L'homme dont je parle n'a

pas de cœur pour compatir aux faiblesses de ses semblables : ce sont leurs vertus qui l'affligent , et leurs vices qui le consolent.

Je donne tous les avantages possibles à M. Horne , en admettant comme vrais les faits sur lesquels il s'appuie. Il semble extrêmement probable qu'ils sont de son invention ; du moins je ne doute pas qu'ils ne soient exagérés. Au pis aller , que prouvent-ils ? Que M. Wilkes , qu'on n'a jamais regardé comme un parfait modèle de moralité , n'a pas toujours été à l'épreuve des tentations que fait naître un excès de détresse ? Qu'il est honteux pour un homme qui a vécu dans l'intimité avec M. Wilkes , de lui reprocher des fautes qui ne sont que la conséquence trop naturelle du désespoir ! Son bannissement et sa ruine ne lui donnent-ils pas quelques droits à l'indulgence ? Deux années d'emprisonnement n'ont-elles pas expié ses crimes ? Le ressentiment d'un prêtre est implacable. Nulles souffrances , nul repentir ne peuvent l'apaiser. Cependant ce prêtre lui-même , si j'en juge d'après son système , a une multitude de crimes politiques à expier. Je ne m'appesantirai pas sur les dégoûtans détails dont il a si long-temps révolté le public ; il semble en avoir honte. Mais quelle excuse donnera-t-il aux amis de la constitution ,

pour s'être efforcé d'élever cet homme si profondément pervers à un poste de la plus haute importance et où l'on est investi de toute la confiance nationale ? D'après quels motifs honorables le recommanda-t-il à la *livery* de Londres (52) pour son représentant, au quartier de Faringdon pour son alderman, et au comté de Middlesex pour son *chevalier* (53) ? Soutiendra-t-il qu'à cette époque, il ignorait les sollicitations de M. Wilkes auprès du ministère ? Il est, dans le fait, très-nécessaire à sa justification qu'il le dise ; mais où trouvera-t-il des gens assez crédules pour le croire ?

A quelle école ce prodige de science a-t-il étudié la morale ? Je l'ignore. Quant à la logique, il paraît l'avoir apprise de M. Dyson. Ce misérable pamphlétaire, en divisant le seul précédent applicable au cas, et n'en prenant que ce qui convenait à son but, avait fait de son argument sur l'élection de Middlesex, quelque chose d'à peu près semblable à un syllogisme. M. Horne s'est conduit avec autant d'adresse et de bonne foi. J'avais dit que M. Wilkes conserverait la faveur publique aussi long-temps qu'il tiendrait ferme contre un ministère et un parlement qui faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour asservir notre patrie, et tant qu'il serait comme une épine enfoncée

dans le flanc du Roi. Cependant, d'après la triomphante réponse de M. Horne, on pourrait penser que j'avais fondé mon espérance, que M. Wilkes serait soutenu par le public sur la seule condition de mortifier le Roi. Ceci peut être de la logique à Cambridge, ou à la trésorerie; mais vis-à-vis de tout homme de sens et d'honneur c'est le comble de la folie ou de la méchanceté.

Je vois le misérable avantage que M. Horne a tiré d'une seule expression irréfléchie employée par moi dans une lettre qui n'était pas destinée pour le public. Toutefois, il n'y a que l'expression d'irréfléchie. J'admets l'interprétation qu'il donne à ce membre de la phrase, pris séparément; et maintenant, après la délibération la plus calme, j'affirme de nouveau que, pour les vues dont j'ai parlé, il peut être très-avantageux au public de blesser les sentimens personnels du souverain. Ce n'est point une proposition générale, et je ne prétends pas qu'on puisse l'appliquer généralement au premier magistrat de notre constitution ou de toute autre. M. Horne sait aussi bien que moi, que le meilleur des princes ne voit pas avec déplaisir les injures qu'on lance à ses ministres ostensibles. Cette circonstance en fait, du moins je le présume, des objets plus dignes de sa royale compassion; il n'échappe pas non plus

à la sagacité qui le distingue que , plus ils tombent bas dans l'estime publique , plus ils dépendent de sa faveur et de sa protection , et par conséquent plus ils doivent être humbles et soumis. Ceci , je puis l'affirmer d'après ma conviction la plus intime , et la connaissance la plus certaine , est une des maximes fondamentales de la politique du cabinet royal. Je crois inutile de pousser cet argument plus loin.

M. Horne est un sujet très-loyal. Il déplore le misérable état de la politique dans notre pays , et voit , sous un nouveau jour , la faiblesse et la folie de l'opposition. « Quiconque est souverain a droit au respect et à l'appui du peuple , » dit M. Horne. Il n'en n'était pas ainsi lorsqu'il fit ce vers :

Néron jouait du luth , quand Rome était en flammes.

Notre auguste souverain a réussi d'une manière étonnante à faire naître de nouveaux attachemens à sa personne et à sa famille. Il le doit , je présume , au système des conversions mystérieuses qu'il a régulièrement suivi. Il a commencé ses expériences sur l'Écossais * , et finit par convertir M. Horne. Quel dommage que les Juifs soient condamnés par la Providence à attendre un Messie de leur nation !

* Lord Mansfield.

LETTRE LV.

A l'Éditeur du Public Advertiser.

Le 26 août 1771.

MONSIEUR,

Les ennemis du peuple n'ayant pu trouver rien de grave à reprocher à mon ami Junius, sont à la fin obligés d'abandonner sa politique, et de le gourmander pour des fautes dont il n'est pas coupable. Sa vanité et son impiété sont aujourd'hui le texte perpétuel de leurs invectives. Je ne prétends pas affaiblir ces inculpations, supposé qu'elles fussent vraies; mais je veux faire voir qu'elles ne sont pas fondées. Si j'admettais les prémisses, je serais prêt à accorder toutes les conséquences qu'on en tire. La vanité, après tout, est une faute pardonnable, car elle porte ordinairement sa punition avec elle; mais, si je croyais Junius capable de proférer une parole irrespectueuse pour la religion de son

pays, je serais le premier à le renier et à l'abandonner au mépris et à l'indignation du public. Comme homme, j'ai la plus entière conviction qu'il est bon chrétien; comme écrivain, il serait tout-à-fait en contradiction avec ses principes politiques, s'il osait attaquer une religion établie par les lois à la défense desquelles il semble avoir consacré sa vie. Venons aux preuves. On accuse Junius d'une allusion impie au saint sacrement, pour avoir dit : Si l'on refusait la coupe à lord Weymouth, il n'y aurait pas moyen de le retenir dans le giron du ministère. Maintenant, monsieur, je soutiens que ce passage se rapporte entièrement à une cérémonie de l'Eglise catholique qui refuse la coupe aux laïcs. Il n'a aucun rapport à la foi protestante; et c'est, dans notre pays, un objet de ridicule tout aussi légitime que la transsubstantiation, ou toute autre partie de l'histoire de lord Péter, dans le conte du Tonneau.

Mais on accuse Junius d'une vanité égale à son impiété, en comparant ses lettres à la sainte Écriture. Il a beau protester formellement qu'il n'a point eu en vue une semblable comparaison, cela ne lui sert de rien. Il devient donc nécessaire de montrer que l'accusation se détruit d'elle-même. S'il est vain, il ne peut être impie :

Un homme vain ne se compare pas d'ordinaire aux choses qu'il veut déprécier. D'un autre côté, s'il est impie, il ne peut être vain; car son impiété, s'il en avait commis une, consisterait à avoir voulu dégrader les saintes Écritures, par une comparaison avec ses chétifs écrits. Ce serait, au fait, une sottise de l'espèce la plus grossière; mais où est la vanité? On pourra me dire : « Ce que vous avancez, monsieur, est assez plausible; mais encore devez-vous convenir qu'il y a de la part de Junius une scandaleuse impudence à nous dire que ses ouvrages vivront aussi long-temps que la Bible. » D'accord, répondrai-je; mais prouvez-nous d'abord qu'il a dit cela. Relisez ses paroles, et vous verrez que tout ce qu'il espère, c'est que la Bible et Junius survivront aux Commentaires des jésuites, ce qui peut se trouver vrai dans quinze jours. La plus adroite malignité ne pourrait montrer que l'opinion de Junius est que ses ouvrages vivront autant que la Bible. Supposons que j'aie prédit que Jean et Thomas survivront à Henri, s'ensuit-il que Jean doive vivre aussi long-temps que Thomas? En pareil cas, je me bornerais, comme Junius, à expliquer mon intention, et je protesterais contre toute idée de profanation.

Voilà pourtant de quelle manière on prétend d'ordinaire réfuter , inculper et convaincre Junius. Ces critiques de bonne foi ne se ressouviennent de rien de ce qu'il dit en l'honneur de notre sainte religion , bien qu'il ait basé l'un de ses principaux argumens sur l'évidence intérieure que la plus pure des religions porte avec elle. Je cite ses propres paroles , et j'en conclus qu'il est un chrétien fidèle et zélé; qu'il l'est au fond de l'âme et non pas en apparence , quoique peut-être il ne convienne pas avec nos révérends seigneurs les évêques et avec le chef de l'église que les prières sont moralité et l'agenouillement religion.

PHILO JUNIUS.

LETTRE LVI.

Le Révérend M. Horne à Junius.

Le 16 août 1771.

JE vous félicite, monsieur, d'avoir retrouvé votre style accoutumé, bien qu'il vous en ait coûté quinze jours de travail. J'ai pitié de la peine que vous donne la composition de vos lettres, et je vous communiquerai le secret de ce que vous appelez ma prolixité. La vérité n'a pas besoin d'ornement, et, à mon avis, tout ce qu'elle emprunte au pinceau la rend difforme.

Vous avez porté contre moi une accusation positive de corruption (54). J'ai nié la chose et je vous ai sommé de fournir vos preuves. Vous m'avez répliqué par des injures et vous avez renouvelé votre accusation. Je vous somme de nouveau de fournir vos preuves. Vous ne me répliquez encore que par des injures, mais vous

laissez de côté votre accusation. Dans cette lettre qui vous a coûté quinze jours, il n'y a pas un mot touchant ma corruption.

Je n'ai plus rien à faire maintenant que de vous adresser des remerciemens pour votre condescendance, et de remercier aussi un public reconnaissant et d'honnêtes ministres de toutes les faveurs qu'ils m'ont accordées. De ces deux côtés, je suis sûr qu'on ne me refusera jamais aucune grâce que je solliciterai; et, puisqu'il vous a plu d'avouer, que c'était par pure bonté d'âme et par l'effet d'une concession charitable, que vous aviez dit de propos délibéré un mensonge en ma faveur, pourquoi n'espérerais-je pas que, par la suite (si vous n'oubliez pas que vous ayez jamais cité mon nom d'une manière irrespectueuse), vous ferez le même aveu pour les mensonges que vous avez dits à mon préjudice? Cette seconde rétractation répugnera peut-être davantage à votre caractère; mais si vous refusez de la faire, vous offrirez une nouvelle preuve de cette vérité, qu'il est beaucoup plus facile d'être généreux que juste, et qu'on est souvent bon sans être honnête.

Dans tous les cas, je suis aussi content de votre panégyrique de lord Chatham qu'il peut l'être lui-même. Je n'aurai pas de mausolée; mais on

pourra graver sur ma tombe vos propres paroles : « La situation de Horne ne cadrerait point avec ses intentions. »

JOHN HORNE.

LETTRE LVII.

A Sa Grâce, le duc de Grafton.

Le 28 septembre 1771.

MILORD,

Le peuple d'Angleterre ne connaît pas toutes les obligations qu'il vous a. Il ne s'est pas encore fait une juste idée de la variété infinie de votre caractère. Il vous a vu réussir dans la violation continuelle des devoirs moraux et politiques qui forment le lien des petites et des grandes sociétés humaines. Toutes les couleurs et tous les caractères vous convenaient. Avec cette dose de talens que lord Weymouth méprise à très-juste titre, vous avez fait autant de mal à la nation que Cromwell lui en eût fait, si Cromwell eût été un lâche, et autant que Machiavel, si Machiavel n'avait pas su qu'une apparence de mœurs et de religion est utile dans le monde. Aux yeux de tout homme pensant, l'influence de la cou-

ronne ne paraîtra, sous aucun point de vue, aussi formidable, que lorsqu'il verra à quels épouvantables excès elle vous a conduit, sans un seul rayon de véritable intelligence, sans même de prétentions à une décence ordinaire, et sans une lueur de courage personnel. Quel doit être l'effet de cette pernicieuse influence, pour laquelle nos Rois ont sagement échangé le nom ridicule de prérogative, et qui, dans les hauts emplois, peut pleinement suppléer à la vertu, au courage et aux talens, et rendre propre à devenir le ministre d'une grande nation, un homme tel qu'un simple citoyen rougirait et craindrait de le recevoir au milieu de sa famille ! Semblable au passe-port général d'un ambassadeur, elle annule les défenses de la loi, bannit les vertus qui font l'honneur de notre pays, introduit et fait triompher les vices dans toutes les branches du service public. D'autres princes que le Roi actuel, ont eu à leur disposition les moyens de corruption que nous voyons employer aujourd'hui ; mais ils en ont usé avec modération. Dans les temps anciens, la corruption était regardée par le gouvernement comme un auxiliaire étranger, qu'on n'appelait que dans des conjonctures extraordinaires. La piété sincère et la religion pure de Georges III lui ont appris à donner une

forme nouvelle aux forces civiles de l'État. On ne compte plus sur les ressources naturelles de la couronne. La corruption lève et fait briller son étendard, rassemble et maintient une armée permanente de mercenaires, et, en même temps, ruine et asservit notre pays. Les prédécesseurs de Sa Majesté (excepté la digne famille dont vous descendez incontestablement, milord,) possédèrent quelques qualités généreuses, unies, je l'avoue, à une abondance de vices ou de faiblesses. C'étaient des Rois ou des *gentlemen* (55), et non des hypocrites ou des prêtres. Ils étaient chefs de l'Église; mais ils ne connaissaient pas tout ce que vaut cet emploi. Ils priaient sans cérémonie, et avaient trop peu de l'esprit du prêtre pour concilier les pratiques les plus saintes et les plus austères de la religion, avec la destruction des mœurs de leur peuple. Malgré toute votre partialité en faveur de la maison de Stuart, vous devez avouer que Charles II aurait rougi de l'encouragement décidé et des indécentes caresses que tous les genres de vices privés et de corruption publique reçoivent au palais de St.-James. La malheureuse maison de Stuart (si la comparaison peut lui servir de défense) a été traitée avec une sévérité qui approche de l'injustice. Ni Charles, ni son frère n'étaient faits pour soute-

nir un système de mesures tel qu'il serait nécessaire pour changer le gouvernement et renverser la constitution d'Angleterre. L'un était trop absorbé par ses plaisirs, l'autre par sa religion. Mais le danger dont je viens de parler, cesserait d'être problématique pour notre pays, si jamais la couronne descendait à un prince dont l'apparente simplicité empêcherait ses sujets de se tenir sur leurs gardes, qui pourrait bien n'être pas libertin dans sa conduite; mais qui n'aurait aucun sentiment d'honneur pour lui servir de frein, et qui, avec tout juste assez de religion pour en imposer à la multitude, ne se ferait aucun scrupule d'en pervertir les mœurs. Avec ces honorables qualités, et l'avantage décisif de sa position, l'astuce et la fourberie sont ce qu'il lui faudrait pour détruire le fruit de la sagesse des siècles et dégrader le plus noble monument que la politique humaine ait érigé. Je connais un tel homme. Je vous connais tous deux, milord; et avec l'assistance de Dieu (car moi aussi je suis religieux); le peuple d'Angleterre vous connaîtra aussi bien que je vous connais. Je ne suis pas très-sûr que de plus grands talens ne seraient pas, en réalité, un obstacle à un dessein qui semble au premier coup d'œil exiger une capacité supérieure. Un meilleur jugement ferait sentir à

l'homme en question la merveilleuse beauté du système qu'il s'efforçait de détruire; le danger d'une telle tentative pourrait l'alarmer; la bassesse et la perversité du dessein (en supposant qu'il pût l'exécuter) le remplirait de honte , de repentir et d'horreur. Mais ce sont là des sentimens qui n'entrent point dans un cœur barbare et desséché. Chez quelques hommes il existe un malin penchant à détruire les œuvres du génie et de la liberté : le vandale et le moine y trouvent un plaisir égal.

De semblables réflexions, milord , se rapportent généralement à Votre Grâce , et se présentent à notre esprit dans quelque compagnie et dans quelque position que vous nous apparaissiez. Elles n'ont pas de rapport immédiat avec le fait suivant, arrivé il y a peu de temps , et dont je vais informer le public pour l'honneur du meilleur des souverains , et pour l'édification de son peuple. Un prince qui jouit d'un revenu de près d'un million sterling, et que sa piété et l'abnégation de soi-même devrait mettre à l'abri d'une multitude de besoins terrestres , a le malheur de manquer d'argent. Par un concours aussi étrange de circonstances imprévues (quoique pas tout-à-fait aussi malheureusement pour Sa Majesté), la marine d'Angleterre se trouve

manquer de bois de construction. Le monde sait dans quelle situation brillante vous remîtes la marine entre les mains de votre successeur , et dans quel état nous la trouvâmes au moment du besoin. Il avait été décidé par vous qu'elle demeurerait telle que vous l'aviez laissée. Au surplus, il arriva très-heureusement pour la bourse royale qu'un des besoins dont je viens de parler offrit le moyen de subvenir à l'autre. Notre pieux, bienveillant et généreux souverain ne se fit aucun scrupule de vendre *son* bois à *son* amirauté pour réparer *ses* vaisseaux, et d'en mettre l'argent dans *sa* poche. Les gens d'un caractère religieux se conforment naturellement aux principes de l'Église ; tout ce qu'ils acquièrent devient main-mortable. Sur la représentation de l'amirauté relativement au besoin extraordinaire de bois pour faire à la marine les réparations indispensables , on ordonna à l'inspecteur général de procéder à une grande inspection dans toutes les chasses et forêts royales de l'Angleterre. Ayant exécuté cet ordre avec exactitude et attention , il déclara que le bois le plus beau et le plus propre aux usages requis se trouvait dans la forêt de Whittlebury dont je crois que vous êtes veneur héréditaire. D'après ce rapport, on dressa suivant l'usage à la trésorerie un or-

dre par lequel l'inspecteur général, ou son délégué, était autorisé à faire abattre dans la forêt de Whittlebury, tous les arbres qui lui paraîtraient propres aux usages en question. Le délégué, informé que l'ordre avait été signé et délivré à son chef à Londres, se met en route pour le Northamptonshire, et, avec un zèle et un empressement louables, commence à remplir son devoir dans la forêt. Par malheur, il n'avait pas l'ordre dans sa poche. La bévue était énorme; et vous l'avez puni en conséquence. Vous avez voulu absolument qu'un employé actif et utile perdît sa place. Vous avez ruiné un homme innocent et ôté le pain à sa famille. Quel langage emploierai-je pour m'adresser à un tyran aussi lâche et aussi cruel? Tyran pire qu'un des Brunswicks et que tous les Stuarts! Il est inutile de dire à ceux qui connaissent lord North qu'il fut assez vil et assez bas pour se soumettre à ce que vous avez voulu. Ceci, au reste, n'est qu'une partie de l'affaire. Après avoir ruiné le délégué de l'inspecteur, sous prétexte qu'il avait agi sans ordre, vous avez attaqué l'ordre même. Vous l'avez déclaré illégal, et dans un accès de colère écumante vous avez juré qu'il ne serait point exécuté. Vous avez affirmé sur votre honneur que, dans la donation de la vénerie de la

forêt de Whittlebury que Charles II (qu'avec une modestie qui ferait honneur à M. Rigby, il vous plaît d'appeler votre aïeul) fit à un de ses bâtards (duquel je ne doute point que vous ne descendiez), la propriété du bois est accordée au veneur. J'ai examiné le titre original ; et maintenant je déclare à la face du public qu'il vous donne un démenti formel. Ce que vous avez affirmé sur votre honneur est le contraire de la vérité. L'acte de donation réserve expressément, et par une clause particulière, la propriété du bois pour le service de la couronne. En dépit de cet acte, au mépris des représentations de l'amirauté, et sans aucun égard pour les besoins notoires de la marine anglaise, et pour ceux également pressans et presque aussi notoires de votre pieux souverain, l'affaire en demeure là. Les lords de la trésorerie révoquent leur ordre ; le sous-inspecteur est ruiné pour avoir fait son devoir ; M. John Pitt (dont je suppose que le nom vous blesse) se soumet à des dédains et des insultes ; les chènes restent sur pied, le Roi est lésé, et la marine d'Angleterre peut périr faute du meilleur et du plus beau bois de notre île ; et tout cela pour apaiser le duc de Grafton, pour satisfaire l'homme qui a placé le Roi et son royaume dans

une situation critique , et qui , comme un lâche et un traître , a abandonné son souverain au milieu des embarras où il l'avait plongé !

Vos principes ont subi une étrange altération , depuis que vous jugeâtes à propos de dépouiller le duc de Portland de sa propriété , pour fortifier le crédit du beau-fils de lord Bute avant la dernière élection générale. *Nullum tempus occurrit Regi* , était alors votre devise , et le cri de tous vos faméliques partisans. Il paraît maintenant qu'une donation de Charles II à un de ses bâtards doit être regardée comme sacrée et inviolable ! Votre titre ne peut être contesté par les serviteurs du Roi , et à vous seul appartient de l'interpréter. Milord , ce n'est pas là le langage que vous teniez , lorsqu'il vous convenait d'insulter à la mémoire du glorieux libérateur de l'Angleterre , du prince qui l'affranchit de cette famille détestée , à laquelle vous appartenez encore plus par les principes que par le sang. Au nom de la décence et du sens commun , quels sont vos mérites auprès du Roi ou des ministres pour prendre sur eux cette imposante autorité ? Est-ce l'heureuse consanguinité que vous prétendez exister entre vous et la maison de Stuart ? Est-ce la correspondance secrète que vous avez pendant tant d'années entretenu avec lord Bute , par

l'entremise assidue de votre *blême parasite*? Votre galanterie ne pouvait-elle l'occuper suffisamment dans les nobles fonctions qui lui acquièrent antérieurement la tendre amitié de lord Barrington? Votre seul titre serait-il donc cette étonnante sympathie de caractère qui subsiste entre vous et un de vos supérieurs et qui vous fait tant d'honneur à tous deux? La coalition de Blifil et de Black Georges n'est-elle plus fabuleuse? De quelque source que dérive votre influence sur notre pays, elle est un phénomène dans l'histoire de l'esprit et du cœur humains. Les gens de bien peuvent à peine croire la chose; les savans ne peuvent l'expliquer. Quant aux dévots, ils y trouvent le moyen d'exercer leur foi, et ils ont besoin de tous les efforts de leur piété pour ne point murmurer contre la Providence.

JUNIUS.

LETTRE LVIII.

Aux Liverymen (56) de Londres.

Le 30 septembre 1771.

MESSIEURS,

Si vous seuls étiez intéressés à l'issue de la présente élection d'un premier magistrat de la capitale, ce serait un excès de présomption, de la part d'un étranger, que d'essayer d'influencer votre choix, ou même de vous offrir son opinion. Mais la situation des affaires publiques ajoute une importance extraordinaire à vos résolutions. Vous ne pouvez pas, dans le choix de votre magistrat, ne songer qu'à vous seuls. Vous allez décider un point qui intéresse tous les membres de la société. Je ne craindrai pas de vous dire que l'existence même de ces lois, de ces droits, de cette constitution pour lesquels nous avons si long-temps lutté, est aujourd'hui en danger. Ceux qui voudraient égarer votre jugement vous

disent qu'il s'agit d'un cas ordinaire, et qui doit se décider d'après les usages et les précédens ordinaires. Ils concluent artificieusement d'un temps de modération et de calme, à un autre où l'on n'est pas modéré et qui ne doit point être calme. Tout en sollicitant votre faveur, ils invoquent une règle de nomination à tour de rôle qui exclut toute idée d'élection.

Honorez-moi de votre attention quelques minutes seulement. La question, pour ceux qui veulent franchement la liberté du peuple (ce que nous professons tous avoir en vue), se trouve renfermée dans un cercle très-étroit. Entendez-vous abandonner cet honorable système que vous avez suivi jusqu'ici, dans l'espérance d'obtenir du parlement ou de la couronne l'entier redressement des griefs passés et une garantie pour l'avenir? Croyez-vous la cause désespérée, et voulez-vous déclarer au peuple anglais que telle est votre opinion? S'il en est ainsi, vous agirez conséquemment en choisissant M. Nash. Je proteste ne pas connaître son caractère privé; mais il a agi comme magistrat et comme homme public: c'est comme tel que je parle de lui. J'ai vu son nom au bas d'une protestation contre une de vos remontrances au Roi. Il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour détruire la liberté des élec-

tions populaires dans la Cité, en publiant le *poll* (57) dans une circonstance antérieure; et je sais qu'en général il s'est distingué en calomniant et entravant toutes les mesures publiques que vous avez adoptées avec la plus grande ardeur, et que vous avez jusqu'ici cru le plus dignes de votre approbation. D'après sa conduite passée ne concluez-vous pas qu'il jouera, étant lord maire, le même rôle qu'il n'a cessé de jouer comme alderman et comme shérif? Il ne peut changer de conduite sans confesser qu'il n'a jamais agi d'après aucune espèce de principes. Je serais fâché d'outrager le caractère d'un homme qui peut-être a des intentions honnêtes, en supposant *possible* qu'il puisse jamais s'accorder avec vous sur quelque mesure ou quelque opinion politique.

Si, au contraire, vous entendez persister dans ces résolutions avantageuses au bien public, et qui, sans être toujours couronnées de succès, sont toujours honorables, votre choix penchera naturellement vers les hommes qui (sans égard pour ce qu'ils peuvent être sous d'autres rapports) doivent le plus probablement concourir avec vous à l'exécution de ces grands desseins que vous êtes résolu de ne point abandonner. La question n'est pas de savoir de quel métal vos

instrumens sont faits, mais s'ils sont propres à l'ouvrage que vous avez en main. C'est très-improprement (parce que c'est exclusivement) qu'on regarde aujourd'hui les *honneurs* (les hauts emplois) de la Cité comme une récompense. Vous devez non-seulement vouloir payer, mais encore employer les gens. Y a-t-il probabilité que M. Crosby et M. Sawbridge remplissent les devoirs extraordinaires comme les devoirs ordinaires d'un lord maire? Vous accorderont-ils des assemblées du conseil commun quand il sera nécessaire? Iront-ils porter vos remontrances au Roi? Ont-ils assez de fermeté pour braver la furie d'une basse chambre vénale? Ont-ils assez de courage pour ne pas reculer devant un emprisonnement? Ont-ils assez de cœur pour risquer leur vie et leur fortune, s'il était nécessaire, dans une lutte avec une législature corrompue? Si l'on peut répondre affirmativement à ces questions, votre choix est fait. Pardonnez ce langage passionné; je ne puis le modérer sur un sujet qui nous intéresse tous : c'est le langage de mon cœur.

JUNIUS.

LETTRE LIX.

A l'Editeur du Public Advertiser.

Le 5 octobre 1771.

MONSIEUR,

Personne ne déplore plus sincèrement que moi les malheureux différends qui se sont élevés entre les amis du peuple, et les divisent. La cause souffre incontestablement, tant par la diminution de cette force que produit l'union, que par ces pertes partielles que tout homme éprouve dans sa réputation personnelle, quand son caractère et sa conduite sont fréquemment présentés sous des couleurs odieuses ou méprisables. Ces différends ne profitent qu'à l'ennemi commun de notre patrie. Les ardens amis de la cause sont piqués et dégoûtés. Le partisan tiède profite du premier prétexte pour retomber dans cette molle indifférence sur tout ce qui deyrait intéresser un Anglais, si injustement

décorée du titre de modération. Le traître ou le faux frère qui fait naître ou foment le désordre, voit le fruit de ses honteux efforts mûrir d'une manière qui surpasse ses espérances, et se repaît par avance d'un festin digne de ses infâmes appétits. Il est temps que les hommes, réellement portés pour la cause et pour le peuple, qui ne recherchent aucun avantage privé, et qui ont assez de vertu pour préférer le bien général de la société à la satisfaction de leurs animosités personnelles; il est temps, dis-je, que de tels hommes interviennent. Essayons si ces fatales dissensions ne peuvent se terminer par une réconciliation; ou, si cela est impraticable, tenons-nous du moins en garde contre les plus pernicioeux effets de la division. Tâchons de persuader à ces furieux partisans, s'ils ne veulent pas combattre ensemble, d'agir séparément d'une manière utile à cette cause à laquelle ils prétendent être attachés. On ne doit renoncer ni à l'honneur, ni à la vertu, parce qu'il y a mille degrés intermédiaires de bien et de mal entre la morale de Zénon et celle d'Épicure. Les principes fondamentaux du christianisme peuvent être conservés, bien que chaque ardent sectaire demeure attaché à sa doctrine particulière; et que de pieux ecclésiastiques regardent comme un des premiers de-

voirs de leur religion de se persécuter les uns les autres. La constitution civile, cette liberté légale, cette croyance générale que tout Anglais professe, pourrait de même être défendue, non-seulement quand Wilkes, Horne, Townshend et Sawbridge refuseraient obstinément de communier, mais encore quand les Pères de l'Eglise, Saville, Richmond, Camden, Rockingham et Chatham ne s'accorderaient pas dans les cérémonies de leur culte politique, ni même sur l'interprétation de vingt textes de la *Magna Charta*. Je parle au peuple comme un ami du peuple. Employons ces hommes dans les divers départemens auxquels leurs talens variés les rendent les plus propres; il en résultera de grands avantages pour la cause commune, et pour eux personnellement : ils ne peuvent nous servir, sans se servir eux-mêmes d'une manière efficace.

Si M. Nash est élu, il n'osera guère, après avoir reçu une marque si récente de l'estime de ses concitoyens, se montrer tout de suite courtisan. Le courage et l'activité des shérifs seront suffisans, je l'espère, pour paralyser toutes sinistres intentions de la part du lord-maire. En approchant du flambeau de leur vertu, peut-être s'embrâsera-t-il du même feu.

Il n'est pas nécessaire d'exiger de M. Wilkes

les vertus d'un stoïcien. Ils n'ont pas été consé-
quens avec eux-mêmes, ceux qui, presque au
même moment, le représentaient comme le plus
bas des hommes, et semblaient attendre de lui
des preuves de courage et d'abnégation de soi-
même, capables de faire honneur à un apôtre.
Il n'y a, toutefois, pas de flatterie à dire qu'il
est opiniâtre, intrépide et fertile en expédiens.
Ce qui, à mon sens, est une grande recomman-
dation pour lui, c'est qu'il n'a absolument de
ressource que dans la faveur publique. Je vou-
drais que tout homme, qui aspire à la popula-
rité, fût dans le même cas. Je voudrais que le
palais de Saint-James n'offrit pas un refuge aussi
facile que certains patriotes déserteurs l'ont
trouvé. Il n'y a là aucun accès pour M. Wilkes.
Bien qu'il puisse se laisser égarer par la colère
ou l'imprudence, je crois qu'il ne saurait être
capable d'une trahison préméditée envers le pu-
blic. La faveur nationale est l'égide qui le dé-
fend contre mille dards. La désertion lui enle-
verait son armure.

Je suis plus disposé à admirer le noble cou-
rage, l'esprit libéral et l'intégrité que le juge-
ment de l'homme qui, pour le gouvernement
de l'Empire britannique ou de tout autre aussi
étendu, préfère la forme républicaine à une

monarchie tempérée et limitée comme la nôtre. Je suis convaincu, non-seulement qu'en théorie ce système de gouvernement n'est pas le plus sage, mais encore qu'il est impraticable dans notre pays. Cependant ; bien que j'espère voir la constitution anglaise conserver à jamais sa forme primitive, c'est-à-dire la forme monarchique, je voudrais que les mœurs du peuple fussent purement et strictement républicaines. Je ne parle pas de l'esprit de licence, d'anarchie et de trouble. Je veux parler d'un attachement général au bien public, distinct de tout attachement partiel à des personnes ou des familles ; une obéissance passive aux lois seulement, et une affection pour le premier magistrat, proportionnée à l'intégrité et à la sagesse avec lesquelles il rend la justice à son peuple et gouverne ses affaires. L'habitude actuelle de notre corps politique me paraît tout le contraire de ce qu'elle devrait être. La forme de la constitution incline un peu trop en faveur de la branche populaire ; tandis que, par le fait, les mœurs du peuple (au moins des gens qui sont dans le cas de donner l'exemple) penchent trop généralement vers la dépendance de la couronne. Les amis réels du pouvoir arbitraire combinent les faits, et ne sont pas en contradiction avec leurs

principes, quand ils défendent vigoureusement les privilèges illégaux que s'arrogé la chambre des communes. Dans ces circonstances, il serait à désirer que nous eussions beaucoup d'hommes comme M. Sawbridge, pour nous représenter dans le parlement. Je ne parle que d'après le bruit public, quand je lui impute une prédilection théorique en faveur de la république. Dans la conduite personnelle et les mœurs de l'homme, je ne puis me tromper. Il s'est montré pourvu de cette fermeté républicaine que le temps actuel réclame, et par laquelle un *gentleman* anglais peut se distinguer aussi utilement et aussi honorablement qu'aucun citoyen de l'ancienne Rome, d'Athènes ou de Lacédémone.

M. Townshend se plaint que la reconnaissance publique n'ait pas égalé ses services. Il n'est pas difficile d'apercevoir les artifices qui lui ont suggéré un langage si peu digne de son esprit. Un grand homme commande l'affection du peuple ; un homme prudent ne se plaint pas lorsqu'il l'a perdue : et pourtant elle est loin de l'être pour M. Townshend. Il a traité notre opinion un peu trop cavalièrement. Un jeune homme est sujet à avoir trop de confiance en lui-même, pour se montrer aussi attentif envers sa maîtresse qu'un amant poli et passionné doit l'être. Il l'a peut-

être trouvée d'abord une conquête trop facile. J'innagine qu'elle sera disposée à le bien recevoir, quand il jugera à propos de renouveler ses assiduités auprès d'elle. Mais malgré sa jeunesse, son esprit et sa bonne mine, il serait indécent à la dame de l'engager à revenir.

J'ai une trop haute idée des talens de M. Horne pour penser que jamais les coryphées de l'opposition se réunissent cordialement. Toutefois il n'est pas déraisonnable de compter que chacun d'eux travaillera séparément pour le bien public avec honneur et intégrité. Quant aux différences d'opinion sur des questions purement spéculatives, s'il nous faut attendre qu'elles disparaissent, le mouvement des affaires humaines doit être suspendu pour jamais. Au surplus, nous ne devons pas plus chercher la perfection chez un homme que l'accord entre plusieurs. Quand lord Chatham affirme que l'autorité de la législature anglaise n'a pas le même genre de suprématie sur les colonies que sur la Grande-Bretagne; quand lord Camden suppose une nécessité (dont il fait le roi juge), et, se fondant sur cette nécessité, attribue à la couronne le pouvoir légal de suspendre l'effet d'un acte de la législature, lorsque l'acte lui-même n'a fait aucune provision à cet égard, je les écoute tous deux

avec respect et défiance de moi-même, mais sans le moindre degré de conviction ou d'assentiment. Cependant je ne doute point qu'ils n'aient émis leur véritable opinion, et je pense qu'on ne doit pas se hâter de les condamner. Moi aussi j'ai droit à ce que mon pays interprète favorablement mes intentions, quand je confesse un assentiment involontaire et irrésistible à une opinion très-impopulaire. Je déplore, en quelque temps que ce soit, la malheureuse nécessité de pourvoir au salut de l'État par la suspension temporaire de la liberté individuelle. Plût à Dieu qu'il fût possible de concilier ces deux importants objets, dans toutes les différentes situations des affaires publiques ! Je regarde la liberté légale du plus humble des citoyens de la Grande-Bretagne comme aussi précieuse que la mienne propre, et je la défendrais avec le même zèle. Je sais que nous devons résister ou succomber ensemble. Mais je ne douterai jamais que la société n'ait le droit d'exiger aussi bien que d'acheter le service de ses membres. Je vois, dans l'origine, ce droit fondé sur une nécessité qui l'emporte sur tous les raisonnemens. Je le vois établi par un usage immémorial, et admis plus que par un consentement tacite de la législature. J'en conclus qu'il n'y a pas de remède, dans la nature des choses,

pour le tort dont on se plaint ; car s'il y en avait, il y a long-temps qu'il eût été redressé. Quoi-qu'il se soit présenté d'innombrables occasions très-favorables à la liberté publique, aucune tentative, pour délivrer les citoyens de ce mal, n'a jamais réussi. Cependant on l'a senti et on s'en est plaint depuis que l'Angleterre a une marine. Les conditions qui constituent ce droit doivent être examinées en masse ; séparément elles n'ont guère de poids. Il n'est pas loyal de conclure d'un abus dans l'exécution, à l'illégalité du pouvoir ; encore moins doit-on conclure du service de mer à celui de terre. Un marin ne peut jamais être employé que contre les ennemis de son pays. Le seul cas où le roi ait le droit d'armer tous ses sujets, est celui où une force étrangère a réellement débarqué sur nos côtes. En quelque temps que ce cas arrivât, aucun véritable Anglais ne demanderait si le droit du roi à le forcer de défendre son pays, est le résultat d'une coutume de l'Angleterre, ou lui a été octroyé par la législature. Pour ce qui regarde la presse des matelots, de ce que le mal ne peut être entièrement guéri, il ne s'ensuit pas qu'on ne puisse en tempérer les symptômes. Qu'on augmente les primes autant que les deniers publics peuvent le permettre. Cependant elles doivent

avoir une limite ; et quand on les aura portées à un taux raisonnable, on verra qu'il faudra avoir recours au stimulant de la presse, pour que le système des gratifications produise son effet.

Après tout, je n'avais jamais eu un doute sur le strict droit de presser, avant qu'on n'eût vu lord Mansfield applaudir lord Chatham, pour avoir émis quelque chose de semblable à cette doctrine dans la chambre des lords. Cette circonstance ne m'ébranla pas peu ; mais, en y réfléchissant, je reconnus que la conduite de lord Mansfield s'expliquait d'elle-même. Il savait que cette doctrine était impopulaire, et il s'empessa de l'attacher à l'homme qui est le premier objet de ses frayeurs et de sa haine. Le rusé Ecossais ne dit jamais la vérité, sans quelque motif perfide. Dans le conseil il affecte généralement de pencher pour la modération. Indépendamment de sa *timidité* naturelle, il entre dans son système de conduite politique, de ne jamais passer pour avoir recommandé des mesures violentes. Quand on fait marcher les gardes pour massacrer leurs concitoyens, ce n'est pas d'après l'avis ostensible de lord Mansfield. Sa prudence lui dit qu'il vaut mieux en laisser l'odieux à des hommes comme Gower

et Weymouth, ou comme Barrington et Grafton. Lord Hillsborough réserve prudemment sa fermeté pour les lointains habitans des colonies de l'Amérique. Les desseins de Mansfield sont plus subtils, plus efficaces et plus sûrs. Qui attaque la liberté de la presse? Lord Mansfield. Qui usurpe l'autorité constitutionnelle des juges? Lord Mansfield. Quel juge récusa jamais un juré, sinon lord Mansfield? Quel fut le juge qui, pour sauver le frère du roi, soutint qu'un homme du premier rang et de la première qualité, qui obtient un verdict en sa faveur dans un procès pour adultère, n'a pas droit à de plus gros dommages-intérêts que le dernier artisan? Lord Mansfield. Qui fait les commissaires du grand sceau? (58) Lord Mansfield. Qui rédige, pour ces commissaires, un décret décidant contre lord Chatham, et ensuite voyant les juges lui résister, déclare, en plein parlement, qu'il n'a jamais douté que la loi ne fût directement opposée à ce décret? Lord Mansfield. Qui s'est, toute sa vie, étudié à miner et corrompre tout le système de jurisprudence suivi par la cour du banc du roi? Lord Mansfield. Jamais il n'exista un autre homme que lui, à qui pût s'appliquer aussi parfaitement une description si étendue et si compliquée.

Comparé à ces crimes, son attachement au Prétendant (dont son très-cher frère était secrétaire intime) est une vertu du premier ordre. Mais l'heure de l'*impeachment* viendra, et ni lui, ni Grafton ne pourront m'échapper. Pour le moment, laissons-les faire cause commune contre l'Angleterre et la maison d'Hanovre. Un Stuart et un Murray doivent sympathiser l'un avec l'autre.

Quand je rappelle des exemples éclatans d'opinions impopulaires, émises et soutenues par des hommes qu'on peut très-justement supposer n'avoir en vue que le bien public, je n'entends pas renouveler les discussions qu'elles ont fait naître. Je serais fâché de réveiller les questions assoupies du *Stamp-Act* (loi sur le timbre), du *Corn-bill* (bill sur les grains), ou du *Press-Warrant* (ordre d'exercer la presse). Je veux seulement éclaircir une proposition utile, que le but de cette lettre est d'inculquer. Je voudrais persuader *qu'en général, nous ne devrions rejeter ni l'amitié, ni les services d'un homme, parce qu'il diffère d'opinion avec nous sur un point particulier.* Ceci ne paraîtra pas une précaution superflue, si l'on observe la conduite ordinaire des hommes. C'est dans les affaires publiques qu'il y a le moins de chances d'un

accord parfait d'opinions et de sentimens; néanmoins tout homme peut porter son tribut à la masse, et le tribut de personne ne devait être rejeté. Si certains hommes n'ont pas de vertus, leurs vices pourront nous être utiles. Je ne m'inquiète pas quels sont les principes d'un nouveau patriote, si les mesures qu'il appuie sont avantageuses à la société. Sa conduite intéresse la nation. Quant à ses motifs, ils lui appartiennent. Les qualités d'un patriote périssent avec lui; mais les individus se succèdent les uns aux autres, et la race mérite d'être conservée. L'esprit des Américains peut nous offrir un utile exemple. Nos chiens et nos chevaux ne sont anglais que sur le sol anglais; mais il paraît que le patriotisme peut s'améliorer en se transplantant. Je ne rejeterai pas un bill tendant à restreindre les privilèges du parlement dans des bornes raisonnables, quand il aurait été volé à la maison de Cavendish, et serait présenté par M. Onslow. Les traits de l'enfant sont une preuve de son origine, et vengent sa noble naissance de la bassesse des gens qui l'ont adopté. J'accepte volontiers un sarcasme du colonel Barré, ou une comparaison de Burke; le vote silencieux de M. Calcraft lui-même fait nombre dans un scrutin. Quoi !

lorsqu'il s'engraisse des dépouilles de l'armée, et qu'il ne s'est décidé à se faire patriote qu'à défaut de pouvoir être fait pair ? Profitons de l'assistance de ces hommes, tant qu'ils sont avec nous, et plaçons-les, s'il est possible, au poste du danger, pour prévenir leur désertion. Le prudent Wedderburne et le pompeux Suffolk ne jetèrent jamais le fourreau, et nes'avancèrent jamais en enfans perdus. Ils traitèrent toujours les *serviteurs du roi* (les ministres), comme des gens avec lesquels ils pouvaient, tôt ou tard, se trouver amis. Quand un homme, qui défend l'intérêt public, s'est avancé jusqu'au point où il n'y a plus de retraite possible, quand il a commis cette espèce d'offense personnelle, qu'un pieux monarque ne pardonne jamais, je commence à croire qu'il joue bon jeu, bon argent, et qu'il n'aura jamais lieu d'implorer le pardon de son pays. Mais les exemples d'une résolution si ferme, si absolue, se rencontrent rarement. Prenons donc les hommes comme ils sont. Répartissons les vertus et les talens des individus dans les emplois auxquels ils conviennent; et quand ils quittent le service, efforçons-nous de trouver, pour remplir leurs places, des hommes supérieurs à ceux que nous avons perdus. Dans notre pays il y a toujours assez d'as-

pirans à la faveur populaire. Le temple de la Renommée est le chemin le plus court pour arriver aux richesses et aux dignités.

Par dessus toutes choses, je veux prémunir mes concitoyens contre la bassesse et la sottise d'accepter une insignifiante ou trop légère réparation pour des torts graves, et touchant à des intérêts d'une importance majeure. Nos ennemis nous traitent comme le rusé marchand traite l'ignorant Indien; ils exaltent leur générosité, quand ils nous donnent des babioles de peu de valeur pour de l'ivoire et de l'or. La même chambre des communes, qui a frustré les citoyens de leur droit d'élection; qui a osé faire une loi, sous prétexte de la déclarer; qui a payé les dettes de notre bon roi, sans s'informer comment elles avaient été contractées; qui a voté des remerciemens pour des meurtres commis chez nous, et pour le déshonneur dont on flétrit notre nation au dehors; qui a couvert lord Mansfield de son égide; qui a emprisonné les magistrats de la capitale, pour avoir défendu le droit des citoyens à la protection des lois; qui a fait disparaître les traces d'une information juridique, et ordonné de suspendre toutes poursuites dans un procès criminel; cette chambre des communes a daigné consentir à ce que ses membres

payassent leurs dettes, et que les élections contestées fussent à l'avenir décidées en ayant quelque égard aux circonstances du cas. L'issue de ces espèces d'enquêtes n'est d'aucune conséquence pour la couronne : quand le parlement est septennal, l'achat du membre siégeant ou du candidat ne fait que la différence d'un jour. Des concessions comme celles dont je viens de parler sont de peu d'importance, relativement à l'ensemble des choses ; à moins qu'elles ne puissent servir, et à prouver que les pires de tous les hommes ont la conscience des maux qu'ils nous ont faits, et aussi, peut-être, à nous montrer le danger imminent de notre situation. Dans le naufrage de l'État, les choses légères et de peu de prix surnagent et sont sauvées, tandis que tout ce qu'il y a de solide et de précieux coule à fond et est perdu pour jamais.

JUNIUS.

LETTRE LX.

A l'Editeur du Public Advertiser.

Le 15 octobre 1771.

MONSIEUR,

Je suis convaincu que Junius est incapable de dénaturer sciemment l'opinion de personne, et qu'il est porté d'inclination à traiter lord Camden avec une sincérité et un respect tout particuliers. La doctrine que Junius lui attribue cadre avec celle de votre correspondant Scévola, qui me paraît faire une distinction sans établir de différence. On est d'accord sur ce point: savoir, que lord Camden a effectivement soutenu que, dans l'intervalle des sessions du parlement, le Roi (ce qui signifie pour tout le monde le Roi dans son conseil, ou le pouvoir exécutif) pourrait suspendre l'effet d'un acte de la législature; et qu'il a fondé sa doctrine sur une nécessité supposée dont le Roi, dans le pre-

mier instant, doit être juge. Les lords et les communes ne sauraient l'être, dans le premier instant, puisqu'ils n'existent pas. Voilà jusqu'où va Junius.

Mais, dit Scévola, lord Camden fait le parlement et non le Roi, juge de la nécessité. Il est incontestable que le parlement peut maintenir les actes des ministres; mais il y a une immense différence entre dire que la couronne a un pouvoir légal, ou que les ministres peuvent agir à leurs risques et périls. Quand nous disons qu'un acte est illégal, nous entendons qu'il est prohibé par une résolution commune aux trois branches de la législature. Comment une résolution subséquente de deux de ces branches peut-elle le rendre légal *ab initio*? Voilà ce qui demanderait une explication. Si la chose pouvait avoir lieu, les conséquences en seraient terribles, surtout dans les circonstances actuelles. Il n'y a pas d'acte arbitraire que le Roi ne pût attribuer à la nécessité, et pour lequel il ne fût assuré d'obtenir l'approbation de son parlement corrompu. Si lord Camden admet que la sanction subséquente du parlement était nécessaire pour rendre la proclamation légale, pourquoi s'opposait-il si opiniâtrément au bill d'indemnité (59) qui, bientôt après, fut présenté en faveur de

toutes les personnes qui avaient agi en vertu de cet acte ? Si ce bill n'eût point passé, je soutiens, en opposition directe avec la doctrine de lord Camden (telle que Scévola l'expose), qu'un marchand de blé, tant soit peu processif, qui aurait éprouvé quelque perte en conséquence de la proclamation, eût pu intenter une action contre les officiers des douanes, et aurait infailliblement obtenu des dommages-intérêts : aucun jury n'eût pu les lui refuser ; et moi, qui ne suis pas du tout processif, si j'eusse été lésé de cette manière, j'aurais à coup sûr porté l'affaire à Westminster-Hall, afin de faire juger la question de droit. Je l'aurais fait d'après un principe de doute du prétendu pouvoir de l'une ou l'autre, ou même des deux chambres, de faire des déclarations contraires à la loi ; et je n'ai pas le moindre doute qu'ayant pour moi un acte du parlement, j'aurais été trop fort pour tout ce monde-là. Voici la manière dont un Anglais devrait parler et agir, et non pas souffrir qu'on établisse de dangereux précédens, parce que les circonstances sont favorables ou offrent une certaine palliation.

Pour ce qui regarde lord Camden, la vérité est qu'il a, par inadvertance, été plus loin qu'il ne le voulait, ainsi que cela paraît clair par la mention irréfléchie d'une tyrannie de quarante

jours, que je lui ai moi-même entendu faire. Au lieu de soutenir que la proclamation était légale, il aurait dû dire : « Milords, je sais que la proclamation était illégale ; mais je l'ai conseillée, parce qu'elle était absolument indispensable pour sauver le royaume de la famine, et je me soumets à la justice et à la miséricorde de mon pays. »

Un tel langage aurait été noble, raisonnable, et conséquent ; nullement impropre pour un avocat, et tout-à-fait digne d'un grand homme.

PHILO JUNIUS.

P. S. Si Scévola juge à propos d'écrire encore sur ce sujet, je le prie de me donner une réponse directe, c'est-à-dire, de répondre d'une manière franchement affirmative ou négative aux questions suivantes : Dans l'intervalle entre la publication d'une proclamation ou ordre du conseil, comme celle ou celui en question, et sa sanction par les deux chambres, de quelle nature est cet acte ? est-il légal ou illégal, ou n'est-il ni l'un ni l'autre ? Je ne veux pas user de détour avec Scévola, et je vais lui indiquer la conséquence de sa réponse, de quelque manière qu'il la fasse. Si

l'acte est légal, il n'a pas besoin de sanction ultérieure ; s'il est illégal, les citoyens ne sont pas obligés de s'y soumettre. Conséquemment c'est un acte inutile et sans force , même pour atteindre son but déclaré. Avant la rentrée du parlement, tout le mal qu'il était destiné à prévenir aurait été consommé.

LETTRE LXI.

A Zénon.

Le 17 octobre 1771.

MONSIEUR,

Les sophismes contenus dans votre lettre en faveur de lord Mansfield sont dignes du personnage que vous avez entrepris de défendre. Mais lord Mansfield est un homme rempli de formes, et rarement on le voit, dans sa conduite, violer les règles du décorum. J'imiterai les belles manières de sa seigneurie, et je vous laisserai en pleine possession de ses principes. Je ne vous appellerai pas menteur, jésuite ou coquin ; mais, avec toute la politesse imaginable, je prouverai peut-être que vous êtes tout cela.

Comme les autres beaux plaideurs de l'école de lord Mansfield, vous répondez à Junius en mutilant ses paroles et en dénaturant ses propositions. Si je suis d'assez bonne foi pour re-

connaître que c'est là précisément la logique qu'on enseigne à Saint-Omer, vous avouerez sans peine qu'elle est constamment employée à la cour du banc du roi. Junius ne dit pas qu'il n'avait jamais eu un doute sur le strict droit de presser, avant de savoir que lord Mansfield était de la même opinion ; il dit : Avant qu'on n'eût vu lord Mansfield applaudir lord Chatham pour avoir soutenu cette doctrine dans la chambre des lords. Ce ne fut point la conformité accidentelle de l'opinion de lord Mansfield, mais l'éloge suspect donné par un rusé Écossais à l'homme qu'il déteste, qui a fait naître et justifié un doute dans l'esprit de Junius. La question n'est pas de savoir si lord Mansfield est un homme instruit et habile (ce que Junius n'a jamais contesté), mais s'il n'abuse pas de son savoir et de son habileté.

Junius ne dit pas que lord Mansfield ait conseillé de faire marcher les gardes. Au contraire, il dit clairement que l'adroit Écossais laissa l'odieux de cet acte à des hommes moins rusés que lui. La doctrine de lord Mansfield concernant les libelles est-elle ou non une atteinte portée à la liberté de la presse ? C'est une question que le public en général est très à même de décider. Je ne la discuterai pas à présent. Je ne pense pas non plus qu'il soit nécessaire d'en dire bien long

à un homme qui a eu la hardiesse de parler ainsi à des jurés : « Messieurs, vous êtes dans l'obligation de rendre un verdict portant *coupable* ou *non coupable* ; mais que l'accusé soit coupable ou innocent, c'est une chose que vous ne devez pas considérer. » Donnez à cette phrase telle forme que vous voudrez, c'est le fond de la doctrine de lord Mansfield. Si cela n'est pas, que Zénon nous montre la différence.

Mais, dites-vous, on peut abuser de la liberté de la presse ; et l'abus d'un privilège précieux est le moyen certain de le perdre. J'admets la première proposition ; mais alors que l'abus soit soumis à un jury, frein suffisant, et le seul légal et constitutionnel qu'on puisse opposer à la licence de la presse. Je nie tout net la seconde. Je soutiens, contre l'assertion de lord Mansfield, que l'abus d'un privilège précieux n'est pas le moyen certain de le perdre. Si cela était, il resterait peu de privilèges à la nation anglaise ; car quel est le privilège dont les individus n'aient pas abusé, dans un temps ou dans un autre ? Mais il est faux, d'après la raison et l'équité, que des abus particuliers doivent produire une confiscation générale. La société sera-t-elle privée de la protection des lois, parce qu'il existe des voleurs et des assassins ? Punira-t-on la société, parce

que des individus ont péché? Lord Mansfield ; en disant cela, est assez conséquent à ses principes ; mais je m'étonne de le trouver si explicite. Cependant j'avoue que je lui sais gré de cette concession, quoique arrachée : La liberté de la presse est après tout un privilège précieux. Je m'accorde bien volontiers avec lui à cet égard ; et je défendrai ce privilège contre lui-même.

Vous me demandez quel juré fut récuse par lord Mansfield ? Je vous le dis : il se nommait Benson. Lorsque son nom fut appelé, lord Mansfield ordonna au clerk de le laisser de côté. Quant à ses raisons, vous pouvez les lui demander, car il n'en donna aucune. Mais je puis vous dire ce que tout le monde pensa. Ce Benson avait précédemment fait partie d'un autre jury et s'était montré récalcitrant ; il n'avait pas voulu reconnaître la loi telle que lord Mansfield l'avait expliquée, et il avait eu l'impudence de prétendre avoir une opinion à lui. Mais il paraît, honnête Zénon, que vous ne savez rien de l'affaire. Vous n'avez jamais lu la lettre de Junius à votre patron ; vous n'avez jamais entendu parler des instructions qui devaient venir de la Cité pour réclamer la mise en accusation de lord Mansfield ; vous n'avez jamais su avec quelle dextérité M. Patterson empêcha qu'on ne prît cette me-

sure. Comme il y a des gens qui sont mal informés !

Junius n'a jamais soutenu que séduire la femme d'un artisan ou celle d'un pair ne fût pas le même crime, considéré sous le point de vue moral ou religieux. Ce qu'il a soutenu, en dépit du principe d'égalité si tardivement adopté par lord Mansfield, c'est que les dommages-intérêts doivent être proportionnés au rang et à la fortune des parties ; et cela par la raison évidente et admise par tout autre juge qui ait jamais siégé à Westminster-Hall, que ce qui est indemnité ou amende pour un homme, n'est rien pour un autre. La distinction sophistique que vous cherchez à établir entre la personne qui a reçu l'outrage et celle qui l'a commis, est du Mansfield tout pur. Si vous pouvez une fois faire admettre que la partie lésée n'est pas en droit de recevoir de gros dommages-intérêts, il s'en suivra très-clairement qu'on ne pourra forcer l'autre partie à les payer ; conséquemment, le frère du roi se trouve parfaitement à couvert par la doctrine de lord Mansfield. Votre exemple de Nathan et David vient naturellement à l'appui du système de jurisprudence adopté par votre patron. Il aime à invoquer au tribunal du banc du roi toute législation qui contredit ou exclut la

loi commune de l'Angleterre; que ce soit le droit canon, le droit civil, le droit des gens ou le droit lévitique. Mais, monsieur, la Bible est le code de notre foi religieuse, et non de notre jurisprudence municipale; et bien qu'il ait plu à Dieu d'infliger à David un châtimement particulier pour le punir d'un crime qui violait ses divins commandemens, et d'envoyer un prophète le lui annoncer, un jury anglais n'a rien à démêler avec David ou le prophète. Il considère le crime uniquement comme une violation de l'ordre établi, un outrage envers un individu et une offense envers la société; il le juge d'après des règles positives de droit, ou d'après l'usage de nos ancêtres. Au bout du compte, l'homme selon le cœur de Dieu vous a beaucoup d'obligation pour l'avoir comparé au duc de Cumberland. Il paraît plus que probable que son altesse royale est l'homme selon le cœur de lord Mansfield; et vous, M. Zénon, je pense que vous réussiriez passablement dans le rôle de Nathan. Le démon, le prophète et le royal pécheur iraient fort bien de compagnie.

Vous dites que lord Mansfield ne fit pas les commissaires du grand sceau, et qu'il conseilla seulement au roi de les nommer. Je crois que Junius n'a pas voulu dire autre chose, et la

différence ne méritait guère d'être relevée.

Vous dites qu'il n'a pas émis une opinion sur l'appel de lord Chatham. Je soutiens qu'il se prononça positivement en faveur de l'appel. C'est un point de fait, et qui ne peut être établi que par des preuves. Mais vous n'assignez aucune raison pour son silence supposé, ni pour son désir de conférer la veille avec les juges. Tous les hommes qui siégeaient à Westminster-Hall ne furent-ils pas convaincus qu'il le fit dans la vue de les embarrasser par quelques questions entortillées, et dans l'espérance d'en attirer quelques-uns à lui ? Vous dites que les commissaires étaient très-capables de rédiger un décret eux-mêmes. Le fait vous montre seulement qu'ils étaient capables d'en rédiger un illégal, et qui, je le crains bien, ne fera pas beaucoup d'honneur à leur savoir ni à leur intégrité.

Nous sommes tous deux d'accord sur un point, savoir, que lord Mansfield a travaillé sans relâche à introduire de nouvelles manières de procéder dans la cour qu'il préside ; mais vous l'attribuez à un zèle louable en faveur de l'innocence, victime des subtilités de la chicane. Je dis, moi, qu'il a introduit aussi un nouveau droit, et abattu les jalons établis par d'anciennes décisions. Je dis que son dessein est de changer une

cour de droit commun en cour d'équité, et de faire tomber tout dans l'*arbitrium* d'une cour *prétorienne*. C'est au public à décider entre nous.

Venons maintenant à ses mérites. En premier lieu la confirmation des juges dans leur place pour la vie (que vous nous dites avoir été conseillée par lord Mansfield) fut une concession qui n'avait pour unique objet que de capter le peuple. Elle portait l'apparence d'un bienfait royal; mais cette apparence n'avait rien de réel. Les juges étaient déjà à vie, excepté dans le cas du décès d'un roi. Votre bill tant vanté règle seulement qu'il ne sera pas au pouvoir du successeur du roi de les déplacer. Ce n'est donc tout au plus qu'un legs, et non pas un don, de la part du roi actuel, puisque lui-même n'abandonne rien. Il est très-vrai que lord Mansfield se montra opposé à lord Camden et lord Northington, au sujet de la proclamation contre l'exportation des grains, et qu'il déploya dans cette circonstance une grande habileté. Avec ses talens, et en prenant le bon côté d'une question si claire, il était impossible de mal parler. Ses motifs ne sont pas aussi faciles à pénétrer. Ceux qui sont au fait de l'état de la politique, à cette époque, les jugeront un peu différemment de Zénon. Le plus important de tous les bills popu-

lares, que vous dites qu'il a appuyé dans la chambre des lords, est incontestablement celui de M. Grenville, pour la manière de décider les élections contestées. Mais je serais bien aise de savoir sur quel prétexte il était possible à un membre de la chambre haute de s'appuyer pour combattre un pareil bill, après qu'il avait passé dans la chambre des communes ! Je ne prétends pas savoir quelle part il eut à l'adoption des deux autres bills ; mais je suis disposé à lui en faire tout l'honneur qu'il vous plaira. Vous trouverez encore qu'une vie entière d'iniquité réfléchie est mal expiée par une action louable qu'on fait de temps en temps, d'après un principe mixte ou équivoque. S'il croit indigne de lui, lorsqu'on le traite avec autant d'ingratitude, de travailler plus long-temps pour le public, au nom de Dieu, qu'il se retire. Le patron de son frère (à la santé duquel il s'intéressait autrefois) est mort ; mais le fils de ce prince infortuné lui survit, et j'ose assurer qu'il sera disposé à le recevoir.

PHILO JUNIUS.

LETTRE LXII.

A un défenseur de la cause du Peuple (60).

Le 18 octobre 1771.

MONSIEUR,

Vous ne traitez pas Junius loyalement. Vous ne vous seriez pas tant hâté de le condamner, si vous aviez lu ce qu'a écrit le juge Foster sur la légalité de la presse des matelots. Un homme qui n'a pas lu cela, n'est pas en état de parler pertinemment sur ce sujet. En réponse à des faits palpables et à des raisonnemens clairs, vous ne présentez rien qu'une comparaison vague entre deux choses qui ont peu ou point de ressemblance. Il est vrai qu'on a souvent lancé des *warrants* généraux (61); mais ils n'avaient jamais été contestés d'une manière régulière, et on ne leur avait jamais résisté avant l'affaire de M. Wilkes. Il les a fait juger, et aussitôt ils ont été déclarés illégaux. Il n'en est pas de même

des *press-warrants* (ordres de presser). On s'en est plaint, on les a contestés, et on leur a résisté dans mille circonstances; mais la législature n'est jamais intervenue, et jamais les cours supérieures n'ont rendu de décision formelle contre ces actes. Au contraire, ils ont été fréquemment reconnus et admis par les chambres du parlement, et des juges de la première distinction ont émis des opinions judiciaires en leur faveur. Dans les diverses circonstances mentionnées par Junius, il a droit de conclure que, selon lui, il n'y a pas de remède. Si vous en avez un bon à proposer, vous pouvez compter sur l'assistance et l'approbation de Junius. Le magistrat qui protège la liberté individuelle mérite des éloges; mais qu'il se souvienne qu'il est aussi de son devoir d'assurer, ou du moins de ne pas risquer le salut de la société: Si, dans le cas d'une guerre étrangère et dans l'attente d'une invasion, vous teniez votre flotte dans le port plutôt que de l'équiper, en pressant les matelots qui refusent la gratification, je n'ai plus rien à dire.

Vous parlez bien à votre aise et avec une merveilleuse indifférence de licencier l'armée. Si un homme plus instruit tenait un pareil langage, je serais porté à douter de sa sincérité.

Quant à entretenir en temps de paix un nom-

bre beaucoup plus considérable de marins, cela ne peut se faire; vous vexeriez les armateurs, vous ruineriez le commerce et vous détruiriez la pépinière de vos matelots. C'est un triste homme d'État que celui qui, volontairement et par le même acte, augmente les dépenses publiques et diminue les moyens d'y faire face.

PHILO JUNIUS.

LETTRE LXIII.

Le 22 octobre 1771.

Un ami de Junius prie d'observer (en réponse à un *Avocat*):

1°. Que l'ordre, donné par lord Mansfield, de laisser de côté un juré (ce dont le pauvre Zénon n'avait jamais ouï parler), est un fait pleinement admis aujourd'hui. Quand on appela M. Benson, on vit lord Mansfield rougir (signe de culpabilité qui n'est pas rare chez lui), et il cria : Laissez-le de côté. Je regarde ceci comme quelque chose de plus qu'une récusation péremptoire (62) : c'est un ordre illégal donné sans assigner de raison. L'avocat ne résista pas, il est vrai ; mais ceci a pu arriver, ou par inadvertance, ou par une complaisance criminelle pour lord Mansfield. Vous autres avocats, vous êtes trop portés à vous montrer civils envers le chef de la justice, aux dépens de vos cliens.

2°. Junius n'a jamais dit que lord Mansfield

avait détruit la liberté de la presse; mais qu'il s'était efforcé de la détruire, que sa doctrine était une attaque contre cette liberté et une usurpation du droit des jurys. Voilà les propositions soutenues par Junius. Ses adversaires ne lui répondent jamais *ad rem*, parce qu'ils ne viennent jamais l'attaquer franchement sur son terrain.

3°. La politique de lord Mansfield, en cherchant à couvrir ses doctrines inconstitutionnelles d'un acte de la législature, se comprend facilement. Que tout Anglais se tienne sur ses gardes. Le droit des jurys de rendre un verdict général, dans tous les cas possibles, fait partie de notre constitution. Il n'est besoin d'aucun bill statuant ou déclaratoire pour le confirmer.

4°. Pour ce qui regarde l'affaire de Grosvenor, il est plaisant d'observer que la doctrine, attribuée par Junius à lord Mansfield, est admise et directement défendue par Zénon. L'*Avocat* n'a pas l'audace de le nier tout net; mais il élude l'accusation, et il tempère la doctrine par de si misérables subterfuges, qu'ils ne pourraient en imposer à l'esprit le plus borné.

5°. La quantité d'affaires soumises à la cour du banc du Roi ne prouve rien que l'esprit processif du peuple, provenant du grand accroisse-

ment du commerce et de la richesse nationale. Au reste, l'un et l'autre sont maintenant sur le déclin, et ne laisseront bientôt plus après eux que des procès. Quand Junius affirme que lord Mansfield s'est efforcé d'altérer le système de jurisprudence suivi par la cour qu'il préside, il s'adresse aux personnes qui peuvent voir un peu plus loin que le vulgaire. En outre, de ce que la multitude se laisse facilement tromper par les noms imposans d'équité et de justice solide, il ne s'ensuit pas qu'un juge, qui introduit dans son tribunal de nouveaux modes de procédure et de nouveaux principes de droit, ait l'intention de décider injustement dans tous les cas. Pourquoi le ferait-il quand il n'a pas intérêt à le faire? Nous disons que lord Mansfield est un mauvais homme et un plus mauvais juge; mais nous ne disons pas qu'il soit un *pur démon*. Nos adversaires voudraient bien nous réduire à l'embarras de trop prouver; mais cet artifice ne profitera pas à l'homme qu'ils défendent. Voici clairement la vérité du fait : Quand lord Mansfield aura réussi à changer une cour de droit commun en cour d'équité, il aura le pouvoir de commettre des injustices toutes les fois qu'il le jugera à propos. Ce projet, quoique infâme, n'est ni absurde, ni inexécutable.

6°. On ne peut répondre au dernier paragraphe relatif à l'affaire de lord Chatham. Une partie se rapporte à des faits d'une nature trop secrète pour être éclaircis, et l'autre est inintelligible. « Sur un point, nous dit-on, la cause est décidée contre lord Chatham; sur un autre point, elle est décidée pour lui. » Le fonds et la forme de cette assertion judiciaire conviennent parfaitement à un avocat. Si j'ai pu deviner ce que cet honnête homme veut dire, le voici : « Attendu que les commissaires du grand sceau avaient envisagé la question sous un point de vue défavorable à lord Chatham, et décidé en conséquence, lord Mansfield, par pure amitié et bienveillance pour lord Chatham, prit la peine de la présenter sous un jour plus favorable à l'appelant. » *Credat Judæus Apella*. Une assertion aussi curieuse ébranlerait la foi de M. Sylva.

LETTRE LXIV.

Le 2 novembre 1771.

On nous prie de faire, en faveur de Junius, la déclaration suivante, sur trois points essentiels, où son opinion a été mal comprise, ou faussement présentée :

1°. Junius considère le droit d'imposer les colonies, par un acte de la législature anglaise, comme un droit purement nominal qu'on ne doit jamais exercer ni abandonner. A son avis, il paraît clair « que les raisonnemens généraux qu'on employa contre ce pouvoir, attaquaient directement toute notre autorité législative, et qu'on ne pouvait céder une partie de cette autorité sur de pareils argumens, sans abandonner virtuellement tout le reste. »

2°. Quant à ce qui regarde les *press-warrants*, on devrait considérer son argument dans les termes mêmes où il l'a énoncé et y répondre strictement; les comparaisons peuvent quelquefois

expliquer , mais elles ne prouvent rien ; et , dans ce cas , un appel aux passions n'était ni loyal , ni nécessaire. Junius sent le mal , et l'avoue dans les termes les plus exprès ; il se montrera toujours prêt à seconder tout plan raisonnable pour assurer la liberté individuelle sans risquer le salut de la nation. En même temps il espère que le mal , tel qu'il existe , n'est pas exagéré , ni faussement présenté. En thèse générale , il n'est pas injuste , lorsque le riche paie de ses richesses un tribut à l'État , que le pauvre le serve de sa personne ; autrement le dernier ne contribuerait en rien à la défense des lois et de la constitution auxquelles il demande sûreté et protection. Au reste , la question n'est pas à débattre entre le riche et le pauvre. Les lois de l'Angleterre ne font point de pareilles distinctions. Il n'est pas vrai non plus qu'on arrache le pauvre d'entre les bras d'une femme et d'une famille dont il est l'unique soutien. La question est simplement de savoir si le *marin* * , dans les temps de danger public , doit servir le marchand ou l'État dans le métier qu'il a appris , et le seul au moyen duquel il puisse subvenir à ses besoins

* Je me borne strictement aux *marins* ; si d'autres individus sont pressés , c'est un abus grave , que les magistrats peuvent et doivent réprimer.

et à ceux de sa famille. Les argumens généraux contre la doctrine de la nécessité et le dangereux usage qu'on en peut faire, ne sont d'aucun poids dans ce cas particulier. La nécessité implique l'idée d'inévitabilité. Lorsqu'elle est telle, elle crée une loi à laquelle toutes les lois positives et tous les droits doivent céder. Dans ce sens, la levée de l'impôt sur les navires (*ship-money*), par ordre du Roi, n'était pas nécessaire, parce que l'affaire aurait pu être faite tout aussi bien, ou même mieux par le parlement. Si la doctrine que soutient Junius est renfermée dans ces limites, elle n'offrira que très-peu d'appui au pouvoir arbitraire. Il n'y a pas d'objection à ce que le Roi soit juge de la circonstance, à moins qu'on ne nous dise comment il pourrait en être autrement. Il y a d'autres cas non moins importans dans l'exercice d'une faculté, et non moins dangereux dans l'abus qu'on en pourrait faire, où la constitution s'en repose entièrement sur le jugement du Roi. Le pouvoir exécutif proclame la guerre et la paix, lie la nation par des traités, ordonne des embargos généraux, impose des quarantaines et exerce, en vertu de sa prérogative, une multitude d'actes qui, bien que sujets aux plus grands abus, ne furent jamais contestés ;

3°. On a reproché à Junius de n'avoir pas donné son opinion sur les lois concernant le gibier (*game-law*), et principalement sur le dernier acte relatif aux chiens (*dog-act*); mais Junius pense qu'il a beaucoup plus de raison de se plaindre de n'être jamais secondé par ceux qui sont capables de l'assister, et de ce que toute la besogne de la presse soit laissée sur les bras d'un seul écrivain, dont il est déraisonnable d'attendre un examen de toutes les questions d'intérêt public (63). Il n'est pas payé de son travail, et, certes, il a le droit de choisir ce qu'il lui plaît de faire. Quant aux lois sur le gibier, il ne s'est jamais fait un scrupule de déclarer qu'il les considérait comme faisant partie des lois sur les forêts (*forest-laws*); qu'elles étaient oppressives pour les citoyens, et que leur esprit est incompatible avec la liberté légale; que les peines portées par ces lois ne sont nullement proportionnées à la nature du délit; que le mode de procédure, le degré et l'espèce de preuve nécessaires pour condamner, non seulement privent le citoyen de tous les bienfaits d'un jugement par jurés, mais forment en eux-mêmes une justice trop sommaire, et en même temps arbitraire et oppressive au plus haut degré. Junius ajoute que les derniers actes pour empêcher de voler des chiens ou de tuer du

gibier entre deux soleils se distinguent, par dessus tous les autres, par leur absurdité, leur extravagance et leur tendance pernicieuse. Si ces expressions sont faibles ou ambiguës, dans quel langage Junius pourra-t-il s'exprimer ? Ce n'est pas excuser lord Mansfield que de dire qu'il lui arriva d'être absent quand ces bills passèrent dans la chambre des lords. Il devait être présent. De pareils bills n'avaient pu passer à son insu, dans la chambre des communes ; mais nous savons très-bien sur quoi il règle sa présence. Quand, au sujet de l'affaire de lord Pomfret, la chambre des communes rendit un ordre qui fait frémir tout véritable Anglais, l'honnête lord Mansfield se trouva, par pur hasard, à la cour du banc du Roi ; autrement il aurait fait des merveilles pour défendre la loi et le droit de propriété. Cette pitoyable excuse est bien digne du personnage. Quant à Junius, il ne se justifiera jamais par l'exemple de ce méchant homme. La distinction entre faire mal et éviter de faire bien, appartient à lord Mansfield : Junius la désavoue.

LETTRE LXV.

A lord Mansfield, chef de la justice.

Le 2 novembre 1771.

A la sollicitation de trois de vos compatriotes, vous avez admis à caution un homme qui, je présume, est aussi Écossais, et que le lord-maire de Londres avait refusé de relâcher moyennant cette formalité. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans un examen détaillé de la partialité et des autres motifs répréhensibles qui ont dirigé votre conduite; mais, me bornant strictement au fait, je soutiens que vous avez agi comme, d'après la loi, vous n'étiez pas autorisé à faire. Le voleur avait été pris en flagrant délit, les effets volés trouvés sur lui, et il n'avait rien allégué pour sa défense. Dans ces circonstances (dont vous n'oserez pas nier la vérité, parce qu'elle est de notoriété publique), il ne pouvait être indifférent qu'il fût ou non coupable; il pouvait

encore bien moins exister quelque présomption de son innocence; et, par conséquent, j'affirme contre vous, lord Mansfield, chef de la justice, que, d'après les lois de l'Angleterre, il n'était pas admissible à caution. Si jamais M. Eyre est mis en jugement, nous verrons ce que vous aurez à dire en votre faveur; et je m'engage, devant Dieu et mon pays, à prouver, en temps et lieu, l'accusation que je porte contre vous.

JUNIUS.

LETTRE LXVI.

A insérer dans le Public Advertiser.

Le 9 novembre 1771.

Junius s'engage à prouver son accusation contre lord Mansfield, chef de la justice, quelque temps avant la rentrée du parlement, afin que la chambre des communes puisse, si elle le juge à propos, en faire un article de l'*impeachment* dudit lord, chef de la justice.

LETTRE LXVII.

A sa Grâce , le duc de Grafton.

Le 28 novembre 1771.

Par quelle raison, milord, quand tout le monde, dans le royaume, sans distinction de principes ou de parti, se réjouit de la ridicule défaite de sir James Lowther; quand les bons et les méchans s'accordent dans leur opinion sur ce baronnet, et triomphent de sa disgrâce, comme si cet événement (indépendamment de sa moralité) intéressait tout le genre humain; par quelle raison, dis-je, Votre Grâce seule paraît-elle si fortement abattue et si piteusement affligée? Au milieu d'une joie si universelle, je ne sais où vous pourrez chercher un compliment de condoléance, à moins que vous ne fassiez un appel aux tendres et sympathiques douleurs de M. Bradshaw. Les larmes de ce pâle *gentleman*, toutes touchantes qu'elles sont, portent la consolation avec elles. On ne les voit jamais tomber que comme une ondée d'avril, lais-

sant briller un léger rayon de soleil sur son visage. Je ne tirerai aucune conclusion contre Votre Grâce, des sentimens que manifestent les honnêtes gens dans cette joyeuse occasion. Ils se réjouissent naturellement, lorsqu'ils voient un exemple signalé de résistance efficace à la tyrannie, et de perfidie exposée à la dérision du monde; un délateur infâme déjoué, et un impudent voleur attaché au gibet de l'opinion publique; mais, dans l'autre partie du genre humain, je m'attendais, je l'avoue, à rencontrer le duc de Grafton. Des gens qui n'ont aucun respect pour la justice, ni aucun sentiment d'honneur, semblent se réjouir d'aussi bon cœur du châtiment bien mérité de sir James Lowther, que s'il n'offrait pas un exemple contre eux. Le malheureux baronnet n'a point d'amis, même parmi ceux qui lui ressemblent. Vous, milord, vous n'êtes pas encore réduit à un état d'abandon aussi déplorable; tous les scélérats du royaume sont vos amis; et, par égard pour cette amitié, je pense que vous devriez souffrir que votre sombre figure se déridât. En outre de cela, milord, je suis un tant soit peu jaloux de vous voir conserver votre caractère. Vous violez vos règles de décence, quand vous n'insultez pas l'homme que vous avez trahi.

La justice divine semble aujourd'hui commencer son cours. L'heure de la rétribution a sonné. La trahison attire le châtimement sur le traître. Il n'est pas possible de l'éviter, même dans le plus haut rang auquel le consentement de la société puisse élever le plus vil et le plus méchant des hommes. L'union forcée et anti-naturelle de Luttrell et de Middlescx était le présage d'une autre union anti-naturelle qui a couvert la maison de Brunswick d'une honte ineffaçable. Si l'un de ces actes fut vertueux et honorable, le meilleur des princes, Dieu merci, en est heureusement récompensé par l'autre. Votre Grâce contribua, dit-on, à recommander le colonel Luttrell au roi. Serait-ce vrai, ou fut-ce seulement l'aimable Bradshaw qui se rendit garant de la bonne conduite de son ami ? Une liaison intime a long-temps existé entre lui et le digne lord Irnham. Elle prit naissance dans une heureuse conformité de principes, et fut cimentée par la constante médiation de leur amie commune, miss Davis *.

* Il y a dans ce pays une certaine famille que la nature semble avoir douée d'une bassesse de sentimens héréditaire. Dans ce qu'on connaît de son histoire, le fils a toujours enchéri sur les vices de son père, et a pris soin de les transmettre purs et intacts à son successeur. Dans le

J'avoue, néanmoins, que je serais fâché de voir l'opprobre de cette alliance rejaillir au-delà de la famille. Nous avons, maintenant plus que jamais, raison de prier pour la vie du meilleur

sénat, leurs talens les ont toujours retenus dans ces fonctions viles et humiliantes auxquelles les ministres emploient d'ordinaire les derniers de leurs esclaves; mais dans les annales de la perfidie secrète ils occupent le premier rang. L'anecdote suivante servira à faire connaître le caractère de cette respectable famille, et à convaincre le monde que son représentant actuel a autant de titres à l'infamie de ses aïeux qu'à leurs domaines. Cette anecdote mérite d'être conservée pour la curiosité du fait, et doit être communiquée au public, comme un avis à tous les honnêtes gens.

Le possesseur actuel du titre de lord Irnham, qui est maintenant sur le déclin de la vie, a cultivé autrefois la connaissance d'un cadet de famille, avec les parens duquel il avait toujours vécu dans une sorte d'intimité. Le jeune homme avait été long-temps dupe d'un malheureux attachement pour une prostituée. Ses amis et ses parens prévirent les conséquences de cette liaison, et firent tout ce qui dépendait d'eux pour le sauver de la ruine qui le menaçait; mais il avait dans lord Irnham un ami dont les avis rendirent tous ces efforts infructueux. Ce vieux débauché, non content de jouir de la maîtresse de son ami (la fameuse Polly Davis dont il est question ci-dessus), poussa la bassesse jusqu'à profiter de la folie et de la passion du jeune homme, et le décida à épouser cette femme. Il s'abassa même jusqu'à remplir l'office de père de la prostituée. Il la conduisit à l'autel, la donna à son ami qui

des princes, et pour le bonheur de sa royale postérité. Je ne mêlerai rien de sinistre augure à mes prières : mais que le parlement y veille. Un Luttrell ne succédera jamais à la couronne d'Angleterre. Si les vertus héréditaires de la famille méritent un royaume, l'Écosse sera une retraite convenable pour elle (64).

Ce qui suit offre un exemple remarquable de la bonté de la Providence. La juste loi du talion a enfin atteint le méprisable petit tyran du nord. Vous avez voulu transférer la propriété du duc de Portland au beau-fils de votre très-cher ami, le comte de Bute, et vous avez fait expédier l'acte de concession avec une promptitude inconnue à la trésorerie, afin qu'il pût l'avoir assez tôt pour donner un tour décisif à l'élection du comté. La conséquence immédiate de cette infâme friponnerie fut la perte de l'élection que vous vouliez lui assurer, et cette disgrâce fut accompagnée de marques si éclatantes de mépris, de reproche et d'indignation (sans

était sur le point de quitter le royaume, et le lendemain il passa la nuit avec elle.

La dépravation du cœur humain peut-elle produire rien de plus bas et de plus détestable que cette conduite ? C'est ce qui doit rester incertain jusqu'à ce que le fils ait acquis l'âge et l'expérience de son père.

parler de la joie générale de tous les partis), en un mot, d'insultes, telles qu'on n'a jamais personne dans le royaume (excepté le beau-frère du roi, le colonel Luttrell et le vieux Simon son beau-père) n'en reçut de pareilles. Il perd à cet événement la propriété dont il avait obtenu la possession, et cela après une dépense qui aurait payé vingt fois la valeur de la terre. Vous le voyez, les formes de la scélératesse sont nécessaires à son succès. A l'avenir, vous agirez avec plus de circonspection, et vous n'irez pas si directement au but. Extorquer une grâce hors de la portée d'une perfidie ordinaire est une exception et non pas une règle.

Maintenant, mon bon lord, votre conscience ne vous apprend-elle pas que la justice *rétributive* commence à agir, et qu'elle peut bientôt vous atteindre ? Pensez-vous que Junius ait abandonné l'élection de Middlesex ? ou qu'on refusera impunément à la marine le bois du roi ? ou que vous n'entendrez plus parler de cette vente d'une patente à M. Hine, que vous avez essayé de dérober à la connaissance de la justice, en cessant subitement vos poursuites contre Samuel Vaughan, lorsque vous aviez obtenu contre lui une autorisation absolue ? Je crois que jamais l'histoire n'offrit un tel exemple d'impudence

négalive. Mais cela ne vous sauvera pas. Les rayons de soleil qui brillent sur vous annoncent votre chute prochaine. Quand vous serez mûr, vous tomberez.

JUNIUS.

P. S. Je vous prie d'adresser à notre auguste maître mes humbles félicitations sur le glorieux succès des pairies et des pensions, si libéralement prodiguées comme récompenses de la vertu irlandaise.

LETTRE LXVIII.

A lord Mansfield, chef de la justice.

Le 21 janvier 1772.

J'ai entrepris de prouver que quand, à la sollicitation de trois de vos compatriotes, vous avez admis à caution John Eyre, vous avez fait ce que, d'après la loi, vous n'étiez pas autorisé à faire ; et qu'un voleur pris sur le fait, avec les objets volés sur lui, et n'alléguant rien pour sa défense, n'est pas admissible à caution selon les lois de l'Angleterre. Vos savans avocats ont interprété cette accusation de ma part comme une dénégation du fait que les juges de la cour du banc du roi ont, pendant les vacations, une plus grande autorité que les juges de paix, pour admettre à caution dans les cas de délits criminels. Avec cet exemple devant moi, je suis soupçonné de mettre en question votre pouvoir de faire mal, et de nier l'existence de ce pouvoir au moment

même où j'en dénonce l'exercice illégal. Mais l'opinion de tels hommes, qu'ils soient méchans de dessein prémédité ou de bonne foi dans leur ignorance, est indigne de mon attention. Vous, milord Mansfield, vous ne m'avez pas compris ainsi ; et je vous assure que votre cause exige une défense plus habile. Je vais maintenant prouver mon accusation contre vous. Quelque ennuyeux que soit mon raisonnement, le sujet est de nature à intéresser. Je serai honoré de l'attention du public, et j'aurai le droit de réclamer celle de la législature. Appuyé comme je le suis sur l'ensemble de la législation criminelle d'Angleterre je ne doute point d'établir mon accusation. Si, de votre côté, vous n'avez pas de défense directe à présenter, et si vous cherchez à vous mettre à l'abri derrière les chicanes d'un légiste consommé, ou si vous vous retranchez avec hauteur dans votre autorité, la réputation à laquelle vous aspirez vous est déniée pour jamais ; vous perdez le respect et la considération attachés à votre place, et vous n'êtes plus *de jure* le chef de la justice d'Angleterre.

Cette lettre, milord, est moins adressée à vous qu'au public. Instruit comme vous l'êtes et doué d'une conception prompte, il faut peu d'arguments pour vous convaincre que vous avez fait

ce que, d'après la loi, vous n'étiez pas autorisé à faire. Votre conscience vous dit déjà que vous avez péché avec connaissance de cause, et que toute défense que vous allégueriez démentirait votre conviction intime. Mais beaucoup de gens sont disposés à croire sur parole tout ce qui tient aux lois ; ils s'en rapportent à l'autorité, parce qu'ils sont trop indolens pour chercher à s'instruire ; ou bien s'imaginant qu'il y a, dans la jurisprudence de leur pays, des mystères que les légistes sont seuls capables d'expliquer, ils se défient de leur jugement, et renoncent volontairement au droit de penser par eux-mêmes. Avec tous les exemples que leur offre l'histoire, depuis Tressillian jusqu'à Jefferies, et depuis Jefferies jusqu'à lord Mansfield, ils ne veulent pas croire possible qu'un juge agisse d'une manière directement contraire aux lois qu'il est censé avoir étudié toute sa vie, et qu'il a juré d'appliquer fidèlement. La superstition n'est certainement pas le trait caractéristique de notre siècle ; et pourtant on voit quelques hommes qui sont bigots en politique et incrédules en religion ; je ne désespère pas de les faire rougir de leur crédulité.

L'accusation que je porte contre vous est conçue en termes mesurés et bien réfléchis. Je ne

nie pas le strict pouvoir des juges de la cour du banc du roi, d'admettre à caution dans des cas non cautionnables par un juge de paix, comme dans ceux où la main-levée ne peut être accordée par un *writ* commun (ordre ordinaire) ni *ex officio* par le shérif. Je connais très-bien l'usage de la cour, et je sais par quelles règles légales elle doit se diriger. Mais loin de vouloir adoucir ici ou diminuer la force des expressions dont je me suis servi, je vais maintenant plus loin, et j'affirme :

1°. Que le pouvoir supérieur d'admettre à caution, dans les cas de *félonie* (65), réclamé par la cour du banc du Roi, est motivé sur l'opinion des légistes et l'usage de la cour; que l'assentiment de la législature à ce pouvoir est purement négatif, et qu'il n'est appuyé sur aucune disposition positive d'un statut quelconque. S'il l'est, produisez le statut.

2°. En admettant que les juges de la cour du banc du Roi sont investis d'un pouvoir discrétionnaire, pour examiner et juger des circonstances et allégations dont un juge de paix n'est pas autorisé à connaître, j'affirme que les juges, dans l'exercice et l'application de ce pouvoir discrétionnaire, sont aussi étroitement liés par l'esprit, l'intention et le sens, que le juge de paix l'est par les termes précis des actes de la légis-

lature. Des circonstances favorables, alléguées devant le juge, peuvent autoriser à douter si le prisonnier est coupable; et là où le crime est douteux, on doit en général présumer l'innocence.

Mais quand des circonstances de ce genre ayant un caractère de probabilité sont alléguées, la position du prisonnier change. Ce n'est plus ce criminel avéré (*sauf la conviction légale*) que la loi a eu en vue, et qui d'après cette loi ne peut nullement être admis à caution. Si aucune circonstance n'est alléguée en sa faveur; si on ne présente aucune considération tendant à diminuer la force de la preuve que la loi exige pour une charge positive de *félonie*, et particulièrement le fait d'être pris avec le *maner* (l'objet volé), je dis que, dans ce cas, le lord chef de la justice d'Angleterre n'a pas plus de droit qu'un juge de paix d'admettre le prisonnier à caution. Le pouvoir discrétionnaire d'un juge anglais n'est pas simplement son bon plaisir; ce pouvoir n'est ni arbitraire, ni capricieux; mais, comme dit avec raison un grand jurisconsulte dont je souhaite que vous respectiez à moitié autant que moi l'autorité: « La discrétion judiciaire, prise dans le sens qu'elle doit avoir, est *discernere per legem quid sit justum*. Si elle n'est pas dirigée suivant la droite ligne de la loi, elle n'est pas

légale. » Si la discrétion était arbitraire pour le juge, il pourrait introduire toutes les innovations qu'il lui plairait. Mais, dit encore lord Coke, « des innovations non appuyées sur des précédens ne doivent point être permises ; on doit suivre des règles certaines : *Quidquid judicis auctoritati subjicitur, novitati non subjicitur.* » Et cette saine doctrine est appliquée à la chambre Étoilée, cour évidemment arbitraire. Si vous voulez vous en rapporter à l'autorité de ce grand homme, vous aurez tout l'avantage de son opinion partout où elle paraîtra être en votre faveur. Excepté les actes précis de la législature devant lesquels toutes les opinions privées doivent céder, je ne souhaite pas de meilleur juge entre nous que lord Coke.

3°. J'affirme que, conformément à l'intention évidente et incontestable de la législature, intention exprimée à diverses reprises, un individu accusé de vol et pris *flagrante delicto* avec les objets volés sur lui n'est pas admissible à caution ; la loi le considère comme ne différant d'avec un criminel convaincu, que par la formalité de la conviction ; et, quelque corrompu que soit un juge, il ne doit accepter de cet homme d'autre garantie que l'emprisonnement de son corps entre quatre murailles. Je sais qu'on a allégué en votre faveur, que vous avez souvent admis à

caution pour des meurtres, des rapt et autres crimes patens. Sans mettre le fait en doute, je n'admettrai pas que vous puissiez vous justifier par votre propre exemple. Si ce devait être une protection pour vous, quel est le crime que, comme juge, vous ne pourriez pas maintenant commettre en toute sûreté? Mais je ne veux point me laisser écarter de mon raisonnement, ni souffrir que vous profitiez de vos torts. Je veux prouver l'intention et la volonté de la législature; c'est une chose qui exige des développemens longs et fastidieux. L'examen d'une question de droit demande quelque travail et quelque attention, mais bien peu d'esprit et de sagacité. Comme science pratique, l'étude du droit n'exige qu'une médiocre portion de talens. Le savoir d'un homme de loi est ordinairement au niveau de son intégrité. La défense indistinctement pratiquée du juste et de l'injuste rétrécit l'esprit en même temps qu'elle corrompt le cœur. La subtilité est souvent prise pour de la sagesse, et l'impunité pour de la vertu. S'il y a eu quelques exemples (et sans doute il y en a eu) de génie et de moralité réunis chez un homme de loi, ces exemples ont été rares et doivent être regardés comme des exceptions.

Je dois réclamer la patience de mes lecteurs.

La matière que je traite n'est point une matière frivole, et elle n'est pas plus susceptible d'ornement, que la conduite de lord Mansfield ne peut recevoir d'aggravement.

Comme la loi sur la caution, dans les cas de *félonie*, a été exactement précisée par des actes de la législature; il est, à présent, de peu d'importance de rechercher comment elle figurait dans le droit commun, avant le statut de Westminster. Et, pourtant, il est intéressant de montrer au lecteur combien, dans l'opinion de nos ancêtres, la circonstance d'être pris avec le *maner* approchait de la conviction du *félon*. « Elle imprimait le sceau de la vraisemblance sur l'accusation; et d'après la loi commune, quand un voleur était pris avec le *maner* (c'est-à-dire avec la chose volée sur lui, *in manu*), il pouvait, ainsi découvert *flagrante delicto*, être traduit devant un tribunal, accusé et jugé sans *indictment* (acte d'accusation dans les formes); suivant la loi danoise, il pouvait être saisi et pendu sur-le-champ, sans accusation ni jugement. » (*Blackstone.*) On verra bientôt que, sur ce point, notre *statute-law* (loi en statuts ou droit écrit), quoique moins sommaire dans les formes de procédure, est faite dans le même esprit. Dans un cas même on y retrouve la forme.

Dans les délits forestiers, si un homme était pris avec du *vert* ou de la venaison, le flagrant délit équivalait à un *indictment*. Pour mettre le lecteur en état de juger par lui-même, je vais citer, dans leur ordre, les diyers statuts relatifs à la caution, dans les cas criminels, ou tout autant de ces actes qu'il peut être nécessaire pour l'objet en question, laissant de côté les mots superflus. Si j'expose mal ou si je ne cite pas fidèlement, il ne sera pas difficile de s'en apercevoir (66).

.....
.....

Il est inutile de fatiguer le lecteur par un plus grand nombre de citations. Si l'on ne trouve pas que ces autorités suffisent pour appuyer la doctrine exposée dans cette lettre, ce sera en vain qu'on invoquera le témoignage des livres de droit, ou l'opinion des juges. Ce ne sont pas là les autorités sur lesquelles lord Mansfield se fonde. Il s'attribue un pouvoir arbitraire de bien faire; et, s'il fait mal, cela ne regarde que Dieu et sa conscience.

Maintenant, milord, bien que j'aie une grande confiance en mon précédent argument, je ne dirai pas que toutes les parties en soient absolument inattaquables. Je suis trop bien instruit de l'u-

sage de certaine cour dirigée par votre exemple, comme elle est gouvernée par votre autorité, pour penser qu'il y ait jamais eu un argument, quelque conforme qu'il pût être au droit et à la raison, dans lequel un procureur rusé ne vint à bout de découvrir un défaut; mais, en le prenant dans son entier, je soutiens qu'il constitue une démonstration telle qu'il est impossible d'en offrir à l'esprit humain de plus complète et de plus satisfaisante. C'est à vous de considérer comment une réponse évasive indirecte peut convenir à votre réputation, et jusqu'à quel point elle pourra vous servir de défense devant la chambre des lords. Si, après tout ce qui a été dit, on soutenait encore que la cour du banc du roi, en recevant à caution des criminels, est dispensée de toutes règles légales quelconques, et que le juge ne doit consulter que ses affections privées, ou sa volonté et son bon plaisir, il s'en suit évidemment que la distinction entre cautionnable et non-cautionnable, constamment énoncée par la législature, répandue dans tous nos livres de droit, et admise par tous nos grands jurisconsultes sans exception, est, dans un sens, illusoire, et, dans l'autre, pernicieuse. Elle est illusoire, en ce qu'elle suppose une différence dans la qualité cautionnable des

délits, lorsqu'en effet, la distinction ne regarde uniquement que le rang du magistrat. Elle est pernicieuse, en ce qu'elle implique une règle de droit à laquelle le juge n'est pas tenu d'avoir le moindre égard; et qu'elle inculque dans l'esprit du peuple l'idée que le juge est plus sage et plus puissant que la loi.

Il ne reste plus qu'à appliquer la loi ainsi exposée au fait en question. Il paraît, d'après une copie authentique du *mittimus*, que John Eyre fut emprisonné pour une félonie clairement et spécialement exprimée dans l'ordre d'emprisonnement. Il fut accusé devant l'alderman Halifax, sur le serment de Thomas Fielding, William Holder, William Payne, et William Nash, d'avoir criminellement dérobé onze mains de papier à écrire de la valeur de six shillings, appartenant à Thomas Beach, etc. D'après les dépositions sous serment des quatre personnes mentionnées dans le *mittimus*, il fut prouvé qu'une grande quantité de papier avait disparu, et que onze mains, marquées à dessein et sur le soupçon qu'Eyre était le voleur, furent trouvées sur lui. On trouva à son logement beaucoup d'autres mains de papier marquées de la même manière. Après qu'il eut été quelque temps dans Wood Street Compter,

on découvrit, dans sa chambre, une clef qui parut être celle du cabinet de *Guild-Hall* (l'Hôtel-de-Ville), d'où le papier avait été soustrait. Quand on lui demanda ce qu'il avait à dire pour sa défense, sa seule réponse fut : « J'espère que vous me recevrez à caution. » M. Holder, le clerc, répliqua : « C'est impossible. Jamais il n'y en a eu d'exemple, quand les effets volés ont été trouvés sur le voleur. » On s'adressa ensuite au lord maire qui refusa aussi de l'admettre à caution. Votre devoir était de vous faire informer en détail de toutes ces circonstances. Le fait était remarquable, et l'on savait que le premier magistrat de la cité de Londres avait refusé d'admettre à caution le criminel. Pour justifier la condescendance que vous avez eue pour les sollicitations de vos trois compatriotes, il faudrait prouver qu'ils alléguèrent en faveur de leur compagnon des circonstances faites pour donner lieu à douter de bonne foi si le prisonnier était coupable ou non. Le triumvirat écossais avança-t-il quelque chose qui tendit à invalider l'accusation formelle portée contre lui par les dépositions sous serment de quatre témoins respectables ? Vous fut-il insinué par lui ou par sa caution, qu'il n'y avait pas eu de vol commis ou qu'il n'était pas le voleur ; que les

effets volés n'avaient point été trouvés sur lui , ou qu'il n'en était que le dépositaire, sans savoir s'ils avaient été volés ; ou enfin essaya-t-on de donner quelques preuves de sa démente ? A toutes ces questions, je réponds pour vous, sans la moindre crainte d'être démenti : *Non !* Depuis le moment où il fut arrêté, il ne conçut jamais aucune espérance d'être acquitté ; en conséquence, il ne pensa qu'à se faire admettre à caution, afin d'avoir le temps d'arranger ses affaires, de transférer sa fortune dans un autre pays, et d'aller y passer le reste de sa vie dans l'aisance. Le lord chef de la justice d'Angleterre s'est prêté de bon cœur à l'exécution de ce beau plan de bonheur futur. A l'aspect de tant de vertu en détresse, votre bienfaisance naturelle a pris l'alarme. Un homme tel que M. Eyre, luttant contre l'adversité, doit toujours être un spectacle touchant pour lord Mansfield. Auriez-vous été mu par cette généreuse sollicitude que vous avez toute votre vie montrée pour la liberté individuelle ? Milord, nous n'avions pas besoin d'un nouvel exemple de la libéralité de vos principes. Nous savions déjà quelle était l'espèce d'hommes dont la liberté vous intéressait. Dans tous les cas, le public vous a de grandes obli-

gations pour avoir fixé un prix auquel on peut commettre un vol impunément.

Vous avez cautionné, pour la somme de 300 livres sterling, un criminel connu pour être riche de 30,000 livres. D'après votre penchant naturel à l'équité, et versé comme vous l'êtes dans la connaissance des précédens, vous avez incontestablement voulu établir la proportion entre la fortune du criminel et l'amende, moyennant laquelle il peut composer pour son crime. Le taux maintenant fixé, et qui sera transmis à la postérité sous les auspices de lord Mansfield, est exactement d'un pour cent. Milord, sans le vouloir, vous avez imposé une contrainte bien cruelle au génie de vos compatriotes. Dans l'ardeur avec laquelle ils se livrent à leurs passions, ils songent un peu à la dépense; et si nous sommes privés de leurs autres vertus, nous avons une ressource dans leur économie.

En exigeant une si faible caution de John Eyre, vous l'invitiez, vous l'exhortiez manifestement à s'échapper. Quoique, dans les cas cautionnables, il soit d'usage de prendre quatre répondans, vous le laissâtes seulement sous la garde des trois Écossais qu'il aurait pu facilement déterminer à donner les mains à son évasion. S'il ne profita pas de l'occasion que vous lui offrites

si adroitement, cela ne justifie pas votre conduite, et ne peut être attribué qu'à sa monstrueuse avarice. Tout autre homme que ce cher ami des trois Écossais, aurait de bon cœur sacrifié quelques centaines de livres sterling, plutôt que de s'exposer à l'infamie de s'avouer coupable en plein tribunal. Il est possible, à la vérité, qu'il se soit flatté, non sans raison, de l'espoir d'un pardon. Il est plus que probable qu'il l'aurait obtenu, s'il n'eût pas attiré l'attention publique sur la grande mesure que vous prîtes en sa faveur. Sous le règne si doux où nous vivons, nous savons bien quel usage on a fait de l'indulgence de la cour et de la clémence royale. Le lord chef de la justice d'Angleterre accepte la centième partie de la propriété d'un malfaiteur pris sur le fait, comme une garantie de son apparition devant la justice. Votre confrère Smythe gourmande un jury et le force à altérer le verdict par lequel il avait déclaré un homme de loi écossais coupable de meurtre; et quoique les Kennedy eussent été convaincus d'un meurtre atroce et prémédité, ils eurent encore des droits à la clémence royale. Ils furent sauvés par la chasteté de leurs parens. Ils avaient une sœur; ce ne fut pas sa beauté, mais l'élasticité de sa vertu qui la recommanda au roi. Le saint au-

teur de notre religion se fit voir au milieu des pécheurs ; mais il s'associait à eux avec l'admirable intention de les convertir. Un autre homme qui, dans les cérémonies de notre foi, pourrait donner des leçons même au grand ennemi de notre salut, fréquente souvent la même compagnie, mais d'après des principes différens. Il quête des malades, rassemble toutes les maladies du cœur, et change un palais royal en un hôpital d'incurables. Un homme d'honneur n'a pas de billet d'entrée à Saint-James. On l'y reçoit comme une vierge au *Magdalen asylum* (67) ; on lui dit : *Va, et fais de même.*

Mon accusation contre vous est maintenant établie. Quoi qu'il en soit, je serai toujours prêt à répondre aux objections, et à me soumettre aux observations qui me seront faites de bonne foi. Si, lorsque cette affaire sera discutée, vous souffrez qu'on ferme la porte de la chambre des lords, je déclare dès à présent que je vous considérerai comme n'ayant fait aucune réponse. De ce moment vous passerez aux yeux du monde pour atteint et convaincu de votre propre aveu. Ce sera à vos pairs de juger si votre réponse est subtile et évasive, ou loyale et satisfaisante ; mais si, lorsque je déclare ici solennellement toute intention de manquer de respect à cette noble chambre (en l'hon-

neur et la justice de laquelle la nation a la plus entière confiance), vous cherchez à présenter cette accusation comme une insulte faite à son autorité, et si vous demandez que la chambre censure l'éditeur de ce papier, je soutiendrai que vous appuyez l'injustice par la violence, que vous êtes coupable d'un odieux aggravement de votre crime, et que vous usez de toute votre influence pour arracher à la plus haute cour de judicature un déni formel de justice envers la nation.

JUNIUS.

LETTRE LXIX ET DERNIÈRE.

Au très-honorable lord Camden.

MILORD,

J'abandonne avec plaisir cet homme dont l'âme ressemble à un désert aride, où nulle plante salubre ne prend racine, et nulle verdure ne pousse, pour un autre dont le caractère (ainsi que j'aime à le croire) est fertile en toute espèce de grandes et belles qualités. Je vous somme, au nom de la nation anglaise, de vous montrer pour défendre les lois de votre pays, et d'employer à servir la cause de la justice et de la vérité, ces grands talens dont vous fûtes doué pour l'avantage du genre humain. Pour obtenir la preuve des faits avancés dans la lettre précédente; il peut être nécessaire de mander à la barre de la chambre des lords, les personnes mentionnées dans le *mittimus*. Si une motion à cet effet se trouvait rejetée, nous ne saurions que penser

de l'innocence de lord Mansfield. L'argument légal est soumis au jugement de votre seigneurie. Après la noble résistance que vous aviez opposée à lord Mansfield sur la question des libelles, nous comptons que vous ne souffririez pas que l'affaire restât indécise. Mais on assure que le lord chef de justice Wilmot s'était laissé persuader de soutenir une opinion du feu juge Yates, qu'on supposait vous être contraire : nous admettons cette excuse. Quand on emploie de si détestables artifices pour préjuger une question de droit, il serait imprudent de la faire décider alors. Dans le cas actuel, vous n'aurez pas à combattre une pareille opposition. S'il y a un juge ou un légiste de quelque éminence, à Westminster-Hall, qui soit assez hardi pour affirmer que, conformément au véritable esprit des lois de l'Angleterre, un voleur pris *flagrante delicto* et avec le *maner*, est cautionnable, ou que le pouvoir discrétionnaire d'un juge est purement arbitraire et indépendant des formes légales ; je serais bien aise de faire connaissance avec lui. Quel qu'il soit, je prendrai soin qu'il ne vous donne pas beaucoup d'inquiétude. Votre caractère me donne l'assurance que vous vous chargerez du grand rôle qui vous appartient, en soutenant les lois de l'Angleterre contre un juge

pervers qui fait l'occupation de sa vie de les interpréter fausement et de les torturer. Si vous refusez ces nobles fonctions, je crains qu'on ne dise que, depuis quelques mois, vous avez trop fréquenté le duc de Grafton. Quand la lutte s'engage sur l'interprétation des lois, vous ne pouvez, sans un abandon formel de toute votre réputation, céder le poste d'honneur, même à lord Chatham. Eu égard à la position et aux talens de lord Mansfield. Je ne crains pas d'affirmer, en invoquant Dieu, de la manière la plus solennelle, pour garant de ma sincérité, que je le regarde comme l'homme le plus pervers et le plus dangereux de tout le royaume. J'ai donc fait mon devoir en m'efforçant de l'amener à recevoir son juste châtimement. Mais mon emploi n'est que subalterne dans le temple de la justice : J'ai lié la victime et je l'ai traînée à l'autel.

JUNIUS.

Le révérend M. John Horne ayant, avec sa véracité ordinaire et son honnête activité, répandu le bruit que Junius, dans une lettre aux *défenseurs du bill des droits*, s'était fortement prononcé en faveur des longs parlemens et des bourgs pourris, on croit nécessaire de mettre sous les yeux du public l'extrait suivant de la lettre de Junius à John Wilkes, esquire, datée du 7 septembre 1771, et présentée à la société ci-dessus mentionnée, le 24 du même mois.

« Quant à ce qui regarde les divers articles, pris séparément, j'avoue avoir vu avec peine que la grande condition qui devrait être le *sine quâ non* de la capacité à être élu au parlement, et la base, comme assurément elle sera le seul appui de toute barrière élevée pour la défense de la constitution (je veux dire *une promesse sous serment de travailler à diminuer la durée des parlemens*), soit rejetée au quatrième rang par l'opinion de la société; et que, même à cette

place, loin d'y insister avec fermeté, on semble l'avoir partiellement condamnée, en l'exprimant ainsi : *Vous vous efforcerez de rétablir les parlemens annuels*. Sont-ce là les termes que des hommes de bonne foi doivent employer quand il s'agit du *salus reipublicæ* ? J'attendais un autre langage de M. Wilkes. Outre l'objection que j'élève contre les formes, je désapprouve hautement le sens du quatrième article dans son état actuel. Quand la question sera sérieusement agitée, je tâcherai (et si je vis, je l'essayerai certainement) de convaincre la nation anglaise, par des argumens que je crois sans réplique, qu'elle doit insister pour avoir un parlement triennal, et repousser l'idée d'un parlement annuel..... Je suis convaincu que si, de cette diminution de la durée des parlemens (dont le résultat est en réalité de tenir les représentans sous la verge de leurs commettans), on ne fait pas la base de notre nouvelle jurisprudence parlementaire, d'autres freins et d'autres améliorations ne signifient rien. Au contraire, si l'on en fait le fondement de l'édifice, d'autres mesures peuvent venir seconder celle-là et produire de grands avantages. Par exemple, le projet de lord Chatham d'augmenter le nombre des représentans des comtés, me paraît admira-

ble..... Quant à retrancher tous les bourgs pourris, je suis aussi scandalisé que quiconque ce soit d'en voir autant sous l'influence de la couronne, ou à la disposition de personnes privées. Cependant, je confesse que j'ai des doutes et des craintes, touchant le remède que vous proposez. On m'accusera peut-être de manquer d'intrépidité politique, si je vous avoue sincèrement que je suis effrayé de l'idée d'une telle amputation. En premier lieu, je mets en doute le pouvoir *de jure* de la législature, pour ôter la franchise électorale à un certain nombre de bourgs, sur le motif général d'améliorer la constitution. Il ne peut y avoir une doctrine plus fatale à la liberté et à la propriété, pour lesquelles nous militons, que celle qui confond les idées d'une législature suprême et d'une législature arbitraire. Je n'ai pas besoin de vous indiquer les pernicieux desseins auxquels on l'a appliquée et l'on peut l'appliquer encore. Si nous sommes sincères dans la foi politique que nous professons, il y a bien des choses que nous devons affirmer ne pouvoir être faites par le roi, les lords et les communes. Parmi ces choses, je compte le *défranchissement* des bourgs, dans des vues générales d'amélioration. Je considère cela comme équivalant à un vol fait aux propriétaires des bourgs, et de

leur propriété et de leur droit de naissance. Je dis que, bien que ce droit puisse se perdre, ou l'exercice en être suspendu, dans certains cas particuliers, il ne peut être ôté par une loi générale, d'après aucun motif réel ou prétendu d'améliorer la constitution. Supposons qu'on tente de le faire, je suis persuadé que vous ne pensez pas que le Roi ou les lords y prennent une part bien active. Un bill qui ne touche que la représentation du peuple doit prendre naissance dans la chambre des communes. Dans la rédaction et la manière de le faire passer, cette chambre doit revendiquer son droit exclusif aussi soigneusement que dans le cas d'une loi de finance (*money-bill*). Maintenant, monsieur, je serais bien aise de savoir par quelle espèce de raisonnement on peut prouver que le représentant est investi du pouvoir de détruire son commettant immédiat. D'où pourrait dériver ce droit? Je sais qu'un courtisan serait disposé à soutenir l'affirmative. Cette doctrine lui conviendrait parfaitement, parce qu'elle donne une action illimitée à l'influence de la couronne. Mais nous, M. Wilkes, nous devons tenir un autre langage. Ce n'est pas me répondre que de dire que le bill, lorsqu'il passe dans la chambre des communes, est l'acte de la majorité, et non des

représentans des bourgs particuliers qu'il concerne. Si la majorité peut ôter la franchise électorale à dix bourgs, pourquoi pas à vingt, pourquoi pas à tout le royaume? Pourquoi ne rendrait-elle pas viagères les fonctions des membres de la chambre-basse du parlement? Quand l'acte qui rendit le parlement septennal passa, la législature fit ce qu'évidemment elle n'avait pas le pouvoir de faire; mais elle fit plus que la masse du peuple ne s'imagina; elle ôta en réalité, à tout le royaume, la franchise électorale pour quatre ans.

« Je supposerai maintenant, pour simplifier le raisonnement, que la convenance de la mesure et le pouvoir du parlement à cet égard sont incontestables. Vous trouverez encore une difficulté insurmontable dans l'exécution. Quand tous vos instrumens seront préparés pour l'amputation, quand le malheureux patient sera lié devant vous, de manière à ne pouvoir opposer la moindre résistance, d'après quelle règle infaillible dirigerez-vous l'opération? Lorsque vous vous proposez de couper les parties gangrenées, pouvez-vous nous dire quelles parties sont parfaitement saines? Existe-t-il quelques données certaines, en pratique ou en théorie, pour vous enseigner à quel point vous devez vous arrêter,

et jusqu'où la gangrène s'étend ? En s'adressant à un homme aussi capable d'observer et de réfléchir, il est inutile de dire tout ce qui pourrait être dit sur ce sujet. J'approuve grandement l'idée de lord Chatham, *d'introduire une portion de santé nouvelle dans la constitution, pour la rendre capable de supporter ses infirmités* (idée brillante et pleine de vraie sagesse) ; d'autres raisons, d'ailleurs, se réunissent pour m'engager à l'adopter. Je n'ai pas d'objection, etc. »

L'homme qui répondra loyalement et complètement à ces argumens aura des droits à ma reconnaissance et à mes éloges. Mon cœur est déjà porté pour lui ; je suis prêt à me laisser convertir ; j'admire sa morale et je signerais volontiers ses articles de foi. Tout reconnaissant que je suis envers l'*Être bienfaisant* dont la bonté m'a départi cette intelligence (quelle qu'elle soit) dont je fais usage, je me crois proportionnellement obligé envers l'homme dont la raison éclairée communique à la mienne un nouveau rayon de lumière ; mais je ne considérerais pas les facultés les plus sublimes de l'esprit humain comme un bienfait digne de la Divinité, ni toute assistance pour

leur perfectionnement, comme un sujet de gratitude envers mon semblable, si je n'étais persuadé qu'en instruisant l'esprit, on corrige et on élève le cœur.

JUNIUS.

NOTES.

(1, page 4.) CETTE maxime constitutionnelle, *le roi ne peut faire mal*, n'est pas toujours entendue comme elle devrait l'être. Cela ne signifie pas, dit Delolme, que le Roi n'a pas la puissance de faire mal; mais qu'il est hors de l'atteinte des tribunaux; et que sa personne est sacrée et inviolable. On voit, dans la préface de Junius, qu'il n'adopte pas cette maxime dans toute son exactitude littérale. Il ne croit pas qu'un roi ne puisse jamais être puni pour ses crimes. Il demande qu'on examine combien de temps et jusqu'à quel point un roi constitutionnel peut être protégé par les formes de la constitution lorsqu'il en viole l'esprit. Loin de penser que le roi ne puisse mal faire, il regarde ces expressions comme un langage de pure forme souvent en opposition avec la réalité, et il déclare qu'un souverain n'a pas de plus grands ennemis que ceux qui lui disent que le caractère de roi détruit la relation naturelle qui existe entre le crime et le châtiment. Ce principe de l'inviolabilité du souverain peut, quelquefois, garantir un bon prince des atteintes d'une faction; mais il ne protégera jamais un tyran contre la fureur de son peuple exaspéré par l'excès du despotisme et de l'oppression. Un méchant prince qui se fierait sur son inviolabilité constitutionnelle pour exercer toute espèce d'injustices et de cruautés envers ses sujets commettrait une erreur qui pourrait avoir des conséquences funestes.

(2 , page 16.) Ce mot , qui veut dire en général *pacte* , *traité* , *convention* , se rapporte ordinairement à l'espèce de pacte que firent entre eux les presbytériens écossais , sous le règne de Charles I^{er}. A la mort de ce prince , les Écossais consentirent à proclamer roi , son fils Charles II , après avoir profité des circonstances pour lui faire accepter des conditions très-dures au nombre desquelles se trouvait celle de respecter le *covenant*.

(3 , page 18.) La conduite des Écossais envers le Prétendant est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'entrer dans quelques détails à ce sujet.

(4 , page 25.) Il n'y a en effet rien de plus tyrannique et de plus cruel que les hommes lâches , vils et rampans ; ils semblent ainsi se venger de leur abjection. Plus un prince a été adulé , plus il a d'outrages à craindre si la fortune le trahit : que d'exemples nous en offre l'histoire , et combien est mémorable celui dont nous avons été témoin dans ces dernières années !

(5 , page 26.) Voir la note 47 , tome I^{er}.

(6 , page 32.) Le mot *herbager* ne se trouve point dans nos dictionnaires ; mais il est d'un usage général dans les pays de pâturages , pour désigner un nourrisseur de bestiaux.

(7 , page 34.) La lettre de Junius est du 14 février 1770 , c'est-à-dire ; postérieure d'une quinzaine de jours seulement à la retraite du duc de Grafton qui se démit de son emploi de premier lord de la trésorerie le 28 janvier. Sa

démarche , d'après les journaux du temps , étonna toute la nation ; les causes en furent diversement rapportées. Les amis du duc prétendirent qu'il s'était retiré pour éviter d'être responsable de mesures qu'il n'approuvait pas entièrement ; d'autres firent courir le bruit que le roi avait été mécontent de la précipitation avec laquelle on avait renvoyé le lord-chancelier (lord Camden), avant d'avoir pensé à lui donner un successeur , circonstance qui avait obligé S. M. à ces instances et ces sollicitations humiliantes dont parle Junius quelques lignes plus loin. Ce que Junius dit en ce même endroit de l'obligation à laquelle le duc de Grafton avait réduit lord Granby de quitter un emploi auquel il tenait , se rapporte à ce qui se passa le 17 janvier. Plusieurs ministres et grands officiers de la couronne résignèrent leurs emplois. De ce nombre furent M. Grenville , le marquis de Granby et le lord-chancelier. On crut que ces démissions avaient été provoquées par le duc de Grafton ; celles des deux derniers personnages cités furent évidemment forcées , car on lit dans l'*Annual Register* que le lord-chancelier reçut du secrétaire d'État un message qui lui annonçait que le roi lui redemandait les sceaux. Le duc de Grafton , ainsi que Junius le fait remarquer , page 36 , affecta après sa retraite de soutenir fermement les mesures des collègues dont il avait jugé à propos de se séparer. Cette politique annonçait que le duc , qui avait cru devoir céder un moment à l'orage , espérait conserver la faveur de son souverain et rentrer bientôt dans le ministère : on verra qu'en effet ces espérances furent réalisées. A l'égard des embarras au milieu desquels le duc de Grafton avait placé le roi avant de se retirer , cela se rapporte à l'état d'agitation dans lequel se trouvait la nation. De toutes les parties du

royaume on voyait arriver des pétitions contre les actes du ministère.

(8, page 34.) L'affaire, dont il est question, est la mort subite de M. Yorké que le roi avait eu tant de peine à décider à accepter les sceaux. Il sera question de cet événement dans une lettre subséquente.

(9, page 37.) Voir note 7. La conduite suivie par le duc de Grafton, d'appuyer les mesures des collègues dont il s'était séparé, méritait d'être réprochée par Junius. Elle est en effet assez rare en Angleterre : elle l'est moins dans d'autres pays où le gouvernement représentatif est établi. Depuis la restauration de l'ancienne dynastie en France, c'est-à-dire, depuis huit ans on a vu autant de changemens de ministère qu'il y en a eu en Angleterre dans les dix premières années du règne de Georges III, que Junius appelle quelque part le règne des expériences ; cependant très-peu d'entre les ministres français renvoyés ont été s'asseoir sur les bancs de l'opposition. On en compte à peine deux ou trois dans la chambre haute où l'opposition est bien molle (la chambre des pairs n'a véritablement point de côté gauche), et un seul dans la chambre basse où elle est plus fortement prononcée. Ils parcourent les divers degrés de l'extrême droite et du centre droit, jusqu'au centre proprement dit près duquel ils s'arrêtent. Cette circonstance et quelques autres sembleraient indiquer qu'on est à tout prix décidé à ce que jamais nous ne voyons de ministres tirés du côté gauche. Tout cela paraît bizarre au premier abord : la raison néanmoins en est claire ; mais il n'est pas temps de la dire.

(10, page 40.) Les attributions de la cour de chancellerie ne sont pas bien précises. M. Cottu dit que la procédure devant cette cour lui a paru inextricable. Voici au reste comment cette cour est composée : le lord-chancelier la préside, et est assisté non par des juges, mais par quelques officiers employés à lui faciliter l'examen des procès; elle est plus particulièrement chargée de toutes les affaires qui concernent les mineurs, les interdits, et les personnes tombées en faillite.

(11, page 41.) Ce passage rappelle, et peut-être Junius a eu dans l'idée, le titre d'un des contes de La Fontaine où il s'agit d'un mari qui, de plus, avait été battu.

(12, *ibid.*) Le mot *conseils*, en anglais, se prend souvent pour mesures, parce que les actes du pouvoir exécutif sont toujours censés conseillés au Roi par ses ministres.

(13, page 45.) La déclaration et le bill des droits, actes qui datent de la révolution qui plaça Guillaume III, consacrent d'une manière formelle le droit qu'ont les citoyens anglais de présenter des pétitions au Roi.

(14, page 47.) Il est inutile de rappeler ici l'effet que produisit l'établissement de cet impôt, ni le fameux procès d'Hampden, qui refusa obstinément de payer les dix shillings auxquels il avait été imposé, et qui défendit ses droits avec autant d'ardeur et de persévérance que s'il se fût agi de toute sa fortune.

(15, page 49.) Cette maxime, *Nullum tempus occurrit Regi*, texte d'une ancienne loi tombée en désuétude, éta-

blissait qu'aucune durée de possession n'anéantissait les droits de la couronne sur un domaine. Comme toutes les terres du royaume avaient à différentes époques appartenues à la couronne, et que beaucoup de domaines, par la perte des titres de propriété, pouvaient être l'objet de revendication au nom du Roi, la résurrection de cette vieille maxime alarma tous les propriétaires fonciers. L'usage qu'on en fit pour dépouiller le duc de Portland, et enrichir le gendre de lord Bute, excita un mécontentement général.

(16, page 53.) Sir James Hodges était clerk de la cité de Londres, et, en vertu de son office, il signait les pétitions, adresses et remontrances au Roi; il en faisait même lecture lors de la présentation à Sa Majesté, quand il arrivait au *recorder* d'être absent. La remontrance dont il est question ici était remarquable par la hardiesse des expressions; elle avait été présentée le 14 mars au Roi; la réponse de Sa Majesté avait excité un grand mécontentement, et donna lieu aux XXXVII^e et XXXVIII^e lettres de Junius.

(17, page 59.) *Country gentlemen*, mot à mot, *gentilshommes campagnards*, mais plus proprement personnes qui vivent à la campagne, soit de leurs rentes, soit en faisant valoir leurs terres. On a donné ce nom, dans la chambre des communes, à la portion composée de propriétaires fonciers, gens que le ministère rend aisément dociles à ses vues en les alarmant sur le sort de leurs propriétés, par la perspective d'une révolution et d'un bouleversement inévitables, s'ils n'appuient pas les mesures du gouvernement. Il y a, dans ce qui suit et ce

qui précède immédiatement, plusieurs choses qui demandent une explication. M. Ellis, vice-trésorier d'Irlande, était d'une taille très-peu élevée, ce qui lui valut les différentes épithètes dont Junius le gratifie. Quant au nom de Guy Faux (d'autres écrivent Guy Fawkes), on sait que c'est celui d'un des auteurs du fameux Complot des Poudres. Tous les ans, le 5 novembre, anniversaire de la découverte de ce complot, la populace des différentes villes de l'Angleterre se livre à des réjouissances un peu tumultueuses, et finit par attacher à un gibet et brûler un mannequin qui représente Guy Faux. On verra plus loin Junius donner aussi à M. Ellis le nom de *Grildrig* (page 156); le lecteur se souviendra probablement que c'est le nom qui fut donné au capitaine Gulliver par la fille du fermier de Brobdignag, que lui-même nomma *Glumdalclitch*. Swift dit du nom de *Grildrig*: c'est ce que les Latins appellent *homunculus*, les Italiens, *uomicciuolo*, et les Anglais *mannikin* (nain ou nabot). Gay, auteur d'un recueil de Fables, et de l'opéra des *Gueux*, a composé une pièce de vers dans qui a pour sujet les regrets et lamentations de *Glumdalclitch* après la perte de *Grildrig*.

(18, page 68.) *Le writ d'erreur* est un acte par lequel on réclame contre la décision d'un tribunal, lorsqu'on suppose que les juges n'ont pas prononcé conformément à la loi.

(19, page 74.) *Le mot d'incapacitation*, dont on s'est déjà servi ailleurs, n'est point français, c'est-à-dire qu'on ne le trouve point dans le dictionnaire de l'Académie; toutefois il se comprend sans peine, et donne un nouveau

sujet de regretter que la langue française soit plus restreinte que les autres dans la confection des mots qui dérivent régulièrement les uns des autres, et qui ont le grand avantage de tenir lieu d'une périphrase. Si les règles trop sévères de notre langue permettaient que d'*incapacité* l'on dérivât le verbe *incapaciter*, rien n'empêcherait de faire ensuite dériver de celui-ci le substantif *incapacitation*.

(20, page 81.) Ceci se rapporte à la conduite de lord Weymouth et lord Barrington, dont il a été parlé d'une manière assez détaillée dans la note 5 du tome premier.

(21, page 85.) Blackeath et Wimbledon Common sont deux endroits dans le voisinage de Londres, où les grandes revues de troupes ont ordinairement lieu.

(22, page 86.) Il y a dans cette expression de *malencontre* qui paraîtra peut-être un peu bizarre, mais qui rend parfaitement le mot original, quelque chose de méprisant qu'il fallait exprimer de la sorte pour conserver à Junius le cachet particulier qui distingue son style.

(23, page 87.) Il était peut-être superflu de souligner ces mots *la presse*; le sens que leur donnent les Anglais a passé chez nous lorsque nous avons cherché à imiter leurs institutions politiques. *The press* (la presse) signifie souvent *les journaux*, par abréviation de *the daily press* (la presse journalière).

(24, page 89.) *Lige* est un de ces mots d'origine féodale qui bientôt ne seront plus compris. Les peuples en se

civilisant (car la liberté marche de pair avec la civilisation) perdront jusqu'au souvenir de leur ancien état de servage et d'abrutissement; toutefois il sera peut-être utile de le leur rappeler encore d'ici à quelque temps, pour les mettre en garde contre certaines tentatives funestes dont ils n'apercevraient pas les résultats infaillibles.

(25, page 92.) Les cours d'équité sont des tribunaux extraordinaires établis pour prononcer sur les cas auxquels les tribunaux ordinaires, gênés par leurs formes et par les anciennes institutions, ne sauraient pourvoir. Les cours d'équité ne sont pas aussi arbitraires qu'on pourrait le croire; elles ne sauraient changer les dispositions prescrites par les statuts et actes du parlement. Dans tous les cas prévus par les lois elles doivent s'y conformer; elles ne peuvent en outre toucher à la pratique établie dans les autres tribunaux, et encore moins annuler les jugemens rendus par ceux-ci. Elles forment une espèce de juridiction inférieure et pour ainsi dire expérimentale occupée à pourvoir aux cas non encore prévus par les lois; elles doivent se récuser à l'égard de ceux auxquels il a déjà été pourvu, et aussi se conformer à la jurisprudence établie par leurs décisions antérieures. Les appels des sentences rendues par les cours d'équité sont portés à la chambre des pairs.

(26, page 96.) Rien ne saurait donner une idée plus exacte de l'horreur des Anglais pour le genre de procédure en question que les fragmens suivans de l'ouvrage de M. Cottu sur l'administration de la justice en Angleterre :

« L'instruction des procès criminels, en Angleterre, est
 « bien inférieure à la nôtre, à laquelle on a peut-être
 « à reprocher au contraire sa trop grande activité pour

« arriver à la conviction du coupable. Aucun procès-
 « verbal de l'état des lieux, des blessures de la victime,
 « des effractions commises, n'est dressé par un officier
 « public : ces circonstances, lorsqu'elles sont nécessaires
 « à la manifestation de la vérité, s'établissent aux débats,
 « ainsi que toutes les autres, par la simple déposition des
 « témoins. Presque aucune question n'est adressée à l'ac-
 « cusé; il rend, comme il le juge à propos, le compte
 « qui lui est demandé de sa conduite, et le juge ne se
 « croit pas obligé de lui faire sentir ses contradictions,
 « soit avec lui-même, soit avec les témoins. On ne lui
 « demande non plus aucune explication sur les charges
 « qui résultent contre lui des dépositions; il les éclaircit,
 « s'il croit pouvoir y réussir, ou bien il garde le silence.
 « Tous ces soins pris en France avec tant de patience,
 « de sagacité et presque toujours avec tant de succès,
 « sont négligés en Angleterre, et seraient même regardés
 « comme une espèce d'inquisition.....

« On dit en Angleterre, et l'on répète en France, que
 « les juges anglais sont les défenseurs des accusés; cette
 « phrase que l'on trouve dans toutes les bouches, même
 « dans celle du plus bas peuple, et qui prouve jusqu'à
 « quel point est portée, dans la nation anglaise, sa confiance
 « dans l'équité, la douceur et l'humanité de ses ma-
 « gistrats; cette phrase, dis-je, quelque expressive qu'elle
 « soit en elle-même, est encore loin de présenter l'idée
 « de toute la protection réelle dont le juge couvre l'ac-
 « cusé; il le traite pendant le cours des débats comme un
 « être faible et malheureux, et il est en cela admirablement
 « secondé par tout l'auditoire : peuple, avocats et jurés

« Aussi les accusés ne rencontrent-ils partout que des
 « regards encourageans. Innocens, on aspire au moment

« de voir cesser leur captivité; coupables, on les plaint,
« et, je dirais presque que l'on désire de les voir acquittés;
« loin que l'on s'empresse avec une joie odieuse à rassem-
« bler les preuves du fait qui leur est imputé; on paraît
« plutôt chercher ce qui leur est favorable. Non-seule-
« ment on ne les interroge jamais, mais même on les
« arrête quand ils veulent entrer dans des détails qui
« pourraient leur nuire; le greffier, les avocats, un mur-
« mure bienveillant du public, le juge lui-même les
« engage à se taire, et à ne pas fournir des armes
« contre eux. On dirait qu'il existe dans tous les cœurs
« une conspiration générale contre la rigueur de la so-
« ciété, contre la justice elle-même, et que chacun s'ef-
« force de lui enlever une victime.

« Tel est l'esprit de la procédure anglaise si opposé à
« celui qui anime nos tribunaux, pour qui la conviction
« du coupable et la connaissance de toutes les circonstan-
« ces du procès paraissent être un besoin dévorant.

« Il s'est introduit dans nos cours criminelles un usage
« qui a quelque chose de révoltant. Nous voyons tous les
« jours des présidens engager, dans l'intérêt de la vé-
« rité, les accusés à avouer leur crime, en leur promet-
« tant l'indulgence de la cour. Ces malheureux, séduits
« par ces douces paroles, laissent échapper cet aveu
« qu'ils espèrent devoir les sauver, et, trompés ensuite
« dans leur attente, ils se voient condamnés aux galères
« ou à la réclusion. Le seul avantage qu'ils retirent de
« leur confiance est la promesse du magistrat, c'est de
« n'être punis que du *minimum* de la peine prononcée
« par la loi; mais la plupart, s'ils n'eussent pas avoué,
« eussent été acquittés faute de preuves. Cette espèce de
« piège est odieux et cruel. »

(27, page 98.) Westminster-Hall est le lieu où se tiennent les principales cours de justice. C'est dans une salle de cet édifice qu'a lieu le banquet royal, le jour du couronnement, et la cérémonie passablement ridicule du défi porté par le champion du Roi. (Voir les journaux du mois de juillet 1821 pour les détails du banquet et de la farce du champion.)

(28, page 102.) Après la mort de M. Yorke, dont il a été parlé précédemment, l'emploi de lord-chancelier fut mis en commission, c'est-à-dire que l'exercice en fut confié à des commissaires. Leur nomination fut l'ouvrage de lord Mansfield, qui, sans renoncer à sa place de lord chef de justice de la cour du banc du Roi, obtint l'honneur de présider la chambre des lords et une augmentation d'émolumens de cinq mille livres sterling par an. Il y a certains hauts emplois qui, depuis une époque plus ou moins ancienne, ont toujours été en commission, comme celui de grand trésorier et de grand amiral; les membres de ces deux grandes commissions portent le titre de lords de la trésorerie, lords de l'amirauté.

(29, page 103.) Il s'agit ici d'un sergent de loi. (Voir note 40, tome I^{er}.)

(30, page 107.) L'île Falkland, l'une de celles que les Français ont nommées îles Malouines. Ces îles sont situées entre 51 et 52 degrés de latitude méridionale et à environ 100 lieues à l'est du détroit de Magellan; deux seulement, l'île Falkland et l'île Solidad, sont d'une certaine grandeur; les autres, dont le nombre est considérable, sont très-petites. On sait que le nom d'îles Malouines leur fut

donné par M. de Bougainville qui avait armé en partie à ses frais, à Saint-Malo, une expédition qui avait pour but de fonder sur ces îles un établissement qui pût servir de relâche aux vaisseaux français de la compagnie des Indes. Cet établissement naissant fut ensuite cédé, par le gouvernement français, à l'Espagne qui en prit possession en 1766 et changea le nom de Port-Louis en celui de Port-Solidad. Vers cette époque, les Anglais avaient formé un établissement sur un îlot adjacent à l'autre grande île; et lors des différends qui font le sujet de la lettre de Junius, ils prétendirent que les deux établissemens n'avaient aucune connaissance l'un de l'autre, et que le gouvernement britannique ignorait l'acquisition faite par les Espagnols de l'établissement français et leur prise de possession. Ce point importe fort peu à éclaircir, et l'on ne l'essayera pas ici. Quoi qu'il en soit, la mésintelligence ne tarda pas à éclater entre les chefs des deux établissemens anglais et espagnol. Les prétentions de l'Espagne devinrent, ainsi que le dit Junius, le sujet d'une négociation entre les deux cours. Le cabinet espagnol, voyant qu'on refusait de reconnaître son droit, eut recours à des hostilités. et une expédition partie de Buenos-Ayres vint attaquer l'établissement auquel les Anglais avaient donné le nom de Port-Egmont. Après avoir opposé toute la résistance que permettait l'infériorité de leurs forces, les Anglais capitulèrent. On sent qu'une telle conduite de la part du gouvernement espagnol ne manqua pas de donner lieu à des réclamations de la part du cabinet de Saint-James. Ce qui s'ensuivit paraît assez clairement exposé, dans la lettre de Junius, pour qu'il soit inutile de s'étendre davantage sur ce sujet.

(31 , page 125.) M. Wedderburne était un avocat assez

distingué, et membre de la chambre des communes; il jouissait d'une certaine popularité avant la défection que lui reproche Junius.

(32, page 126.) Les hommes que Junius appelle partisans de la *haute église*, c'est-à-dire; partisans de l'intolérance ou de la foi anglicane pure, étaient les Torys. On se rappelle les persécutions que ce parti voulut diriger contre les protestans dissidens, à l'époque où, sous le règne d'Anne, il se trouva en majorité dans le parlement.

(33, page 128.) M. Gorges Onslow avait fait partie de quelqu'un des nombreux ministères qu'on vit se succéder les uns aux autres dans les premières années du règne de Georges III. C'est ce qu'indiquerait, à défaut d'autre enseignement, le titre de très-honorable acquis à toute personne qui a siégé dans le cabinet.

(34, *ibid.*) Toute cette discussion sur le privilège de la chambre des communes fut motivée, comme on le verra quelques pages plus loin, par la décision en vertu de laquelle le lord-maire et l'alderman Oliver furent emprisonnés à la Tour. Les circonstances qui portèrent la chambre à cet acte de rigueur ont été expliquées ailleurs. (Voir la *dissertation*, page 16.)

(35, page 138.) Le *posse comitatus* signifie toute la force civile du comté.

(36, *ibid.*) Lord Barrington, ainsi qu'on l'a vu en divers endroits, était secrétaire de la guerre.

(37, page 143.) Le parlement est septennal depuis le règne de Georges I^{er}. Junius dit quelque part, avec beaucoup de raison, que lorsqu'on passa l'acte qui rendit le parlement septennal on ôta en réalité, à tout le royaume, la franchise électorale pour quatre ans. Cette mesure du gouvernement de Georges I^{er} ne contribua pas peu à rendre ce prince impopulaire.

(38, page 154.) L'expression, *parler en corde de luth*, employée par Junius, paraît bizarre et inusitée aux Anglais eux-mêmes. Le sens ici est *pour parler en écho*; mais on a conservé les mots mêmes de Junius par une raison déjà alléguée, celle de laisser à la traduction le cachet de l'original.

(39, page 162.) Le *recorder* est un officier de justice qui, dans les principales villes d'Angleterre, préside les *quarter sessions*, espèces d'assises tenues dans l'intervalle des tournées des douze juges. Le *recorder* de la cité de Londres fait, à des époques déterminées, un rapport au roi sur les criminels condamnés à mort. C'est sur ce rapport que le roi prononce la grâce pour les uns, une commutation de peine pour les autres, et enfin l'exécution de la sentence pour les plus coupables. Le passage en question fait allusion à cet usage.

(40, page 164.) Il est probable que les Maccaroni étaient une espèce de bande noire.

(41, *ibid.*) Le procès entre le duc de Portland et sir James Lowther, dont il est ici question, et sur lequel il a été dit quelques mots dans la note 15, avait pour objet

un domaine royal que le roi Guillaume III avait donné à la famille du duc de Portland. On jugea à propos de faire revivre la maxime *Nullum tempus*, etc., pour ôter ce domaine au duc de Portland, dans le dessein de le donner à sir James Lowther, gendre de lord Bute, afin d'augmenter sa richesse et surtout son crédit dans le comté de Cumberland où l'on voulait le faire nommer membre du parlement. Cette mesure réussit d'abord ; mais le procès intenté par le duc de Portland prit ensuite une tournure telle que Junius put dire avec raison que la précipitation du duc de Grafton devint fatale à la donation qu'il avait fait faire à sir James Lowther. La lettre subséquente où Junius parle de cet échec est la LXVII.

(42, page 166.) Ce passage paraît faire allusion au sacrement que les Anglais appellent *the Lord's supper* (le souper du Seigneur), et les ennemis de Junius en profitèrent pour l'accuser d'impiété. On verra, lettre LV, ce que Philo Junius, c'est-à-dire, Junius lui-même, allègue pour sa défense.

(43, page 169.) M. Whitehead était à cette époque le poète lauréat de l'Angleterre. Ce poète lauréat, qu'on devrait plutôt appeler le poète de la cour ou le poète du roi, jouit de quelques avantages, restes d'anciens privilèges la plupart tombés en désuétude. Il est d'usage qu'il compose tous les ans deux odes, l'une à l'occasion du renouvellement de l'année et l'autre pour célébrer l'anniversaire de la naissance du roi. C'est M. Robert Southey qui est aujourd'hui le poète lauréat de l'Angleterre.

(44, page 170.) Ce passage est évidemment une ré-

miniscence des vers de madame Deshoulières sur le jeu :

Le désir de gagner, qui nuit et jour occupe,
Est un dangereux aiguillon.
Souvent, quoique l'esprit, quoique le cœur soit bon,
On commence par être drape,
On finit par être fripon.

(45, page 171.) Le nom de *dissenters* (dissidens) se donne à tous les protestans qui ne suivent pas la religion anglicane dans toute sa pureté. Les dissidens sont partagés en sectes, dont le nombre varie très-souvent, et dont quelques unes se distinguent par des pratiques singulières. L'une des plus fameuses est la secte des Amis, vulgairement appelée *Quakers* (Trémbleurs).

(46, page 178.) Cette lettre est terminée dans l'original par sept vers, qu'on a jugé inutile de traduire, mais qu'on insère ici pour la satisfaction des amateurs de la littérature anglaise :

'Tis the last key-stone
That makes the arch : the rest that there were put,
Are nothing till that comes to bind and shut;
Then stands it a triumphal mark ! Then men
Observe the strength, the height, the why and when
It was erected; and still, walking under,
Meet some new matter to look up and wonder!

(47, page 188.) Junius a écrit sous d'autres noms dans les journaux. (Voir la *Dissertation*, pages xviiij et xx.)

(48, page 189.) On a encore omis de traduire six vers du révérend M. Horne ; les voici :

I thought that fortitude had been a mean
'Twixt fear and rashness : not a last obscene,

Or appetite of offending; but a skill
 And nice discernment between good and ill.
 Her ends are honesty and public good;
 And without these she is not understood.

(49, page 196.) Par ces mots, *établissement irlandais*, il faut entendre les fonds de la liste civile affectés au gouvernement de l'Irlande.

(50, page 201.) *Mansion-house* est l'hôtel du lord-maire de Londres.

(51, page 204.) Les doctrines hardies contenues dans cette lettre étant exprimées par un ministériel, par un homme dévoué au pouvoir, les lecteurs peuvent juger d'après cela combien elles sont accréditées en Angleterre, et jusqu'à quel point, dans ce pays, on peut résister à l'oppression, de quelque part qu'elle vienne. Les cabinets européens, ceux du continent au moins, veulent aujourd'hui établir pour maxime que, quelque opprimé que soit un peuple, il ne doit pas s'insurger. Nous ne ferons aucune réflexion sur un pareil dogme politique; on nous accuserait de vouloir reproduire la déclaration fameuse, que, *lorsque le peuple est opprimé, l'insurrection est le plus saint des devoirs*. Telle n'est point notre intention: nous sommes soumis aux lois qui nous régissent aujourd'hui, et nous obéissons à l'autorité qui les fait exécuter; toutefois nous dirons, à l'occasion de cette déclaration, qu'on ne rappelle maintenant que pour en faire un crime à son auteur, qu'elle est une conséquence naturelle des constitutions anglaise et américaine, et qu'elle a dû naturellement être faite dans un pays, et à une époque où l'on voulait établir un gouvernement constitutionnel, à

l'instar de celui d'Angleterre. Chez le peuple anglais, la résistance à l'oppression est un devoir, puisqu'elle est un droit. Tout homme qui a la moindre connaissance de la constitution anglaise sait qu'elle consacre d'une manière positive *le droit de résistance*. Voici ce qu'on trouve sur ce sujet dans Delolme :

« Toutes ces prérogatives du peuple, prises en elles-mêmes, ne sont que de faibles armes contre les forces réelles de ceux qui gouvernent. Toutes ces précautions, tous ces droits réciproques, supposent essentiellement que les choses restent dans leur cours légal et prévu. Quelle serait donc la ressource du peuple dans le cas où le prince, s'affranchissant subitement de tout lien, et se jetant, pour ainsi dire, hors de la constitution, ne respecterait plus ni la personne, ni la propriété du citoyen, et voudrait ou régner sans parlement, ou le forcer de souscrire à ses volontés? ce serait la résistance.

« Sans entrer ici dans la discussion d'une thèse qui obligerait de remonter aux principes des gouvernemens, par conséquent à un grand détail, et sur laquelle, d'ailleurs, les personnes sans préjugé sont d'accord, je me contenterai de dire (et ce sera assez pour le but que je me propose) que cette thèse est ainsi décidée par les lois d'Angleterre, et que la résistance y est regardée comme la ressource légitime et finale contre les violences du pouvoir.

« Ce fut la résistance qui donna l'existence à cette grande charte, fondement de la liberté, et l'excès d'une puissance établie par la force fut réprimé par la force. C'est le même moyen qui en a procuré, en divers temps, la confirmation. Enfin ç'a été la résistance à un roi, qui comptait pour rien ses engagemens, qui a mis sur le trône la famille aujourd'hui régnante. C

« Il y a plus : cette ressource, qui n'avait été jusque-là qu'une voie de fait opposée à des voies de fait, fut, à cette époque, avouée par la loi elle-même. Les lords et les communes, solennellement assemblés, déclarèrent que
 « le roi Jacques II ayant fait ses efforts pour subvertir la
 « constitution du royaume, en rompant le contrat originel entre le roi et le peuple, ayant violé les lois fondamentales, et s'étant retiré du royaume, avait *abdiqué*
 « le gouvernement; et que le trône en conséquence était
 « vacant. »

« Et de peur que ces principes, que la révolution constatait, ne fussent avec le temps comme ces secrets d'État, qui ne sont vrais que pour une certaine classe de citoyens, le même acte assura expressément à chaque particulier le droit de réclamer formellement contre les abus du pouvoir, et, qui plus est, d'avoir des armes pour sa défense. Voici comment s'exprime le juge Blackstone, dans ses commentaires sur les lois d'Angleterre :

« Et pour la défense de ces droits, quand ils sont violés
 « ou attaqués, les sujets d'Angleterre sont *entitrés*, premièrement à l'administration et au libre cours de la
 « justice dans les tribunaux de la loi; secondement, au
 « droit de présenter des pétitions au roi ou au parlement;
 « et enfin au droit d'avoir et d'employer des armes pour
 « leur défense. »

« Enfin ce droit de s'opposer à la violence, sous quelque forme et de quelque part qu'elle vienne, est si bien reconnu, que les tribunaux l'ont pris quelquefois pour motif de leurs décisions.

« C'est à l'égard de ce droit d'une résistance finale que se voit surtout l'avantage d'un moyen tel que la liberté de la presse. Comme les plus grands droits du peuple ne sont

rien sans la perspective d'une résistance qui en impose à ceux qui oseraient ouvertement les violer, ce droit même de résister n'est rien, s'il n'existe un moyen de concert entre les diverses parties du peuple.

« Chaque citoyen, en particulier, inconnu à tous, supporte en silence des coups auxquels il ne voit pas que personne s'intéresse ; laissé à sa force individuelle, il tremble vis-à-vis de la puissance redoutable et toujours prête de ceux qui gouvernent ; et ceux-ci sentant, s'exagérant même les avantages de leur position, peuvent, ou ce qui revient presque au même, croient pouvoir tout oser.

« Mais lorsqu'ils voient qu'il n'est aucune de leurs actions qui ne soit exposée au grand jour ; que, par la vivacité avec laquelle tout se communique, la nation forme pour ainsi dire un tout *irritable*, dont aucune partie ne peut être touchée sans exciter un *frémissement* universel, ils sentent alors que la cause de chacun est réellement la cause de tous, et qu'attaquer le dernier d'entre le peuple, c'est attaquer tout le peuple.....

« En un mot, le grand nombre ne pouvant agir que pour être soumis ou pour détruire, la seule part avantageuse qu'il puisse avoir dans une constitution doit être, non pas d'intervenir, mais d'influer ; de pouvoir agir, mais non pas d'agir.

« La puissance du peuple n'est pas lorsqu'il frappe, mais lorsqu'il impose ; c'est quand il peut tout renverser, qu'il n'est jamais dans le cas de s'émouvoir ; et Manlius renfermait tout en quatre paroles, lorsqu'il disait au peuple de Rome : *Ostendite bellum, pacem habebitis.* »

(52, page 217.) *Livery*, littéralement *la livrée*. Ce mot signifie aussi la collection des hommes libres d'une

cité anglaise, c'est-à-dire de tous ceux qui possèdent ce qu'on nomme *the freedom of the city* (les franchises ou libertés de la Cité), en un mot qui y jouissent des droits de citoyens.

(53, *ibid.*) *Knight of the shire* (chevalier du comté) est le titre d'un membre nommé pour représenter un comté au parlement.

(54, page 225.) Le mot *corruption*, dans la langue politique anglaise, s'applique tout aussi-bien à l'homme qui se laisse corrompre qu'à celui qui corrompt les autres. Cette langue s'est naturalisée chez nous, et, si le cas l'exigeait, on dirait également justice vénale et tribunaux corrompus.

(55, page 230.) Il est à propos de rappeler ici que le mot *gentlemen* veut dire des *hommes d'honneur*. On a fait sentir aillens l'extrême difficulté de traduire le mot *gentleman*, dont les acceptions sont si variées; sa traduction littérale *gentilhomme* est la moins usitée; on en a dit la raison, note 47, tome I.

(56, page 238.) *Liverymen* veut dire les hommes de la *livery* (note 52), c'est-à-dire les habitants qui jouissent des libertés de la cité; c'est précisément ce que, dans notre constitution de 1791, on appelait *citoyens actifs*.

(57, page 240.) *Poll* est un terme presque exclusivement appliqué aux élections, et qui désigne l'opération de recueillir les votes, ainsi que le recensement de ces votes et le résultat qu'ils donnent.

(58, page 352.) Voir note 28.

(59, page 259.) Le *bill d'indemnité* est un acte d'amnistie accordé ordinairement aux ministres d'Angleterre après la suspension de l'*habeas corpus*, et qui les soustrait à l'effet des poursuites et des récriminations des citoyens, à la liberté desquels ils ont attenté pendant la suspension de l'acte spécialement destiné à la protéger. En général, il y a lieu à un *bill d'indemnité* toutes les fois que, dans l'intervalle des sessions, les ministres se sont crus dans la nécessité d'user d'un pouvoir qu'ils ne pouvaient tenir que de la législature.

(60, page 272.) Cette lettre qui répond à un pamphlet inconnu aujourd'hui, aurait pu être supprimée sans inconvénient, ainsi que quelques autres qui sont dans le même cas; mais on a voulu n'en omettre aucune de celles qui se trouvaient dans les éditions anglaises les plus estimées. Elle n'est point dans l'édition de M. Malepeyre dont on a suivi le texte. Cette édition n'a par conséquent que soixante-huit lettres, tandis que la présente traduction en a soixante-neuf comme les meilleures éditions anglaises.

(61, page 262.) Le mot *warrant* signifie ordre d'arrestation. Les warrants généraux, ainsi qu'on l'a dit ailleurs, sont des ordres d'arrestation sans désignation nominale des personnes contre lesquelles ils sont lancés, et sont par conséquent illégaux, puisque cette désignation est prescrite par la loi. L'ordre en vertu duquel M. Wilkes fut arrêté comme auteur du n°. 45 du *North Briton*, était un warrant général lancé contre les auteurs, imprimeurs et publicateurs de cet écrit.

(62, page 275.) Parmi les différens modes de récusation

des jurés (voir Delolme et M. Cottu), il en est un qu'on appelle *récusation péremptoire*, c'est-à-dire sans alléguer de raisons ; un accusé peut exercer la récusation péremptoire envers vingt jurés sur trente-six.

(63, page 282.) Il était en effet presque impossible qu'un seul écrivain pût suffire à tout le travail qu'exigeait l'examen de toutes les questions d'intérêt public à l'instant même où elles s'élevaient.

L'acte concernant le gibier porte que toute personne qui, sous quelque prétexte que ce soit, prendra, tuera ou détruira lièvre, faisan, perdrix, etc., pendant la nuit, à partir d'une heure après le coucher du soleil jusqu'à une heure avant le soleil levant, ou qui se servira de fusil, chien, piège, filets ou autres engins pour prendre, tuer ou détruire le gibier comme ci-dessus, et sera convaincu de ce délit sur le serment d'un ou plusieurs témoins croyables devant un ou plusieurs juges de paix, sera, pour la première fois, puni d'un emprisonnement d'au moins trois mois ; et, pour la récidive, d'un emprisonnement d'au moins six mois, et, dans chacun des cas, fouetté publiquement. Ceux qui se serviront de quelque arme ou engin pour prendre ou détruire le gibier un dimanche paieront une amende de vingt livres sterling qui sera levée par saisie avec frais ; en cas qu'il n'y ait rien à saisir, il y aura lieu à un emprisonnement de six mois au plus et de trois mois au moins.

L'acte relatif au vol des chiens n'est pas moins remarquable. Le vol ou le recèlement des chiens de quelque espèce que ce soit, prouvé comme dans l'acte précédent, ou par l'aveu du coupable, doit être puni d'une amende de vingt livres sterling et des frais de condamnation ; en cas

de non paiement, il y a lieu à un emprisonnement d'un an au plus et de six mois au moins. La récidive doit être punie d'une amende de trente livres sterling, ou à défaut de paiement d'un emprisonnement d'une année et en outre de la peine du fouet infligée publiquement.

Ces actes méritaient à coup sûr de fixer l'attention de Junius. Il ne se montre pas trop sévère en disant qu'ils se distinguent par-dessus toutes les autres lois forestières, par leur absurdité, leur extravagance et leur tendance pernicieuse. *

(64, page 291.) La législature ayant le pouvoir, dont elle a usé autrefois, de changer l'ordre de successibilité au trône, il est tout simple que Junius engage le parlement à veiller à ce qu'un Luttrell ne succède pas à la couronne d'Angleterre. Quant à la possibilité d'un tel événement, voici sur quoi il la fondait. L'alliance que Junius dit avoir couvert la maison de Brunswick d'une honte ineffaçable, est le mariage de la sœur du colonel Luttrell avec le duc de Cumberland, frère du Roi (c'est à ce prince que lord Grosvenor avait intenté un procès pour liaison criminelle avec sa femme, lettres XLI et LXI). Junius, pour mortifier davantage le Roi, donne plus loin le titre de beau-frère et de beau-père de S. M. au colonel Luttrell et au vieux Simon (lord Irnham), père de celui-ci.

(65, page 297.) Tout vol au-dessus de la valeur d'un shilling est qualifié de *félonie*; le vol avec effraction s'appelle *burglary*.

(66, page 302.) On a supprimé ici quelques pages de

l'original , parce qu'elles ne contenaient que des citations de statuts et décisions de jurisconsultes à l'appui des argumens de Junius.

(67, page 309.) Le *Magdalen asylum* est un asyle pour les filles repenties. Cet établissement est situé près de Saint-George's Fields, dans le faubourg de Southwark (partie de Londres au sud de la Tamise).

FIN DU TOME SECOND ET DERNIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME SECOND.

LETTRE XXXV. Junius à un roi.	Page 1
LETTRE XXXVI. Junius au duc de Grafton sur sa retraite du ministère.	29
LETTRE XXXVII. Junius sur l'adresse de la cité de Londres et la réponse du roi.	44
LETTRE XXXVIII. Junius considère la réponse du roi comme l'ouvrage des ministres , et pourtant les consé- quences peuvent tomber sur le prince.	53
LETTRE XXXIX. Junius sur la conduite du parlement et celle des amis du roi.	65
LETTRE XL. Junius à lord North sur la nomination du colonel Luttrell à la place d'adjudant général en Ir- lande.	82
LETTRE XLI. Junius à lord Mansfield. Il examine la con- duite de ce juge.	87
LETTRE XLII. Junius sur la querelle avec l'Espagne au sujet de l'île Falkland.	106
LETTRE XLIII. Philo Junius prend la défense de ce qu'a dit Junius sur l'accommodement avec l'Espagne.	120
LETTRE XLIV. Junius sur sa propre situation et sur le privilege du parlement.	125

<u>LETTRE XLV. Philo Junius défend les opinions contenues dans la lettre précédente.</u>	143
<u>LETTRE XLVI. Philo Junius sur le cas de M. Walpole.</u>	145
<u>LETTRE XLVII. Philo Junius cite le procureur général Noye et sir Edward Coke à l'appui de Junius.</u>	150
<u>LETTRE XLVIII. Philo Junius sur les résolutions contradictoires de la chambre des communes.</u>	153
<u>LETTRE XLIX. Junius au duc de Grafton sur la nomination de Sa Grâce à l'emploi de lord du sceau privé.</u>	159
<u>LETTRE L. Junius au duc de Grafton sur les funestes effets de son attachement; attaque contre M. Horne.</u>	167
<u>LETTRE LI. Réponse de M. Horne à Junius; il nie l'accusation portée contre lui.</u>	175
<u>LETTRE LII. Lettre particulière de Junius à M. Horne.</u>	179
<u>LETTRE LIII. M. Horne à Junius. Il cherche à se justifier, et donne des détails sur M. Wilkes et le ministère de lord Rockingham.</u>	184
<u>LETTRE LIV. Junius examine la conduite de M. Horne; il expose ses propres principes et fait un brillant éloge de lord Chatham.</u>	205
<u>LETTRE LV. Philo Junius justifie Junius de l'accusation d'impiété.</u>	221
<u>LETTRE LVI. Dernière lettre de M. Horne.</u>	225
<u>LETTRE LVII. Junius au duc de Grafton sur le refus de fournir au roi le bois de la forêt royale de Whittlebury.</u>	228
<u>LETTRE LVIII. Junius à la <i>livery</i> de Londres.</u>	238
<u>LETTRE LIX. Junius recommande l'union aux amis du peuple; il expose respectueusement son dissentiment avec lord Chatham au sujet des Colonies, et avec lord Camden sur le pouvoir de la couronne; son opinion</u>	

TABLE DES MATIÈRES.

349

sur la presse des matelots ; il dévoile les desseins de lord Mansfield.	242
LETTRE LX. Philo Junius en réponse à Scévola sur la doctrine de lord Camden.	258
LETTRE LXI. Philo Junius réfute la justification de lord Mansfield par Zénon.	263
LETTRE LXII. Philo Junius, en réponse à un avocat de la cause du peuple, défend l'opinion de Junius sur la nécessité de la presse.	272
LETTRE LXIII. Un ami de Junius en réponse à une défense de lord Mansfield.	275
LETTRE LXIV. Déclaration de Junius sur le droit de taxer les Colonies, sur les <i>press warrants</i> (ordres de presser) et sur les <i>game laws</i> (lois sur le gibier).	279
LETTRE LXV. Junius dénonce lord Mansfield pour avoir admis John Eyre à caution, au mépris de la loi.	284
LETTRE LXVI. Junius s'engage à prouver son accusation avant la rentrée du parlement.	286
LETTRE LXVII. Junius au duc de Grafton sur sir James Lowther et le colonel Luttrell.	287
LETTRE LXVIII. Junius à lord Mansfield ; il expose son accusation contre ce juge, et cite les autorités sur lesquelles son opinion est appuyée.	294
LETTRE LXIX ET DERNIÈRE. Junius à lord Camden. Postscriptum contenant un fragment d'une lettre de Junius à M. Wilkes sur les courts parlemens et sur les bourgs pourris.	311
NOTES.	321

005684932



LETTRES
DE
JUNIUS.
—
TOME II.
—
1823.

LETTRES
DE
JUNIUS.
—
TOME I.
—
1823.

7.3.23.0

28199

7

MC

